

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Sommaire

Déferlante d'actions du 26 au 29 avril	P. 3
Actions et vie des groupes	P. 6
Gorleben - Bure, luttes fraternelles	P. 10
Ces députés au service du nucléaire	P. 12
F. Hollande et la dissuasion nucléaire	P. 14
Parlez moins, désarmez plus !	P. 15
La solidarité n'est pas un vain mot	P. 16
Vite, des infos !	P. 17
Danger mondial : les combustibles usés de Fukushima	P. 20
Bandajevski au Japon	P. 23
Penly, l' "incident technique" était bien un accident	P. 25
Des Maliens contre une mine d'uranium	P. 26
Une coalition africaine contre la ruée vers l'uranium	P. 27
Un forum scientifique et citoyen sur la radioprotection	P. 28
L'impact sanitaire de Tchernobyl en Corse	P. 29
Nucléaire et pesticides : même combat	P. 32
Vite, des infos !	P. 33
Le tournant énergétique allemand	P. 36
Transition énergétique ou arrêt immédiat ?	P. 38
Alpes : réduire la consommation d'énergie	P. 40
Rochefort court-circuite le gaspillage	P. 43
Une avalanche de bonnes pratiques	P. 45
La ville en blanc, une clim' moins énergivore	P. 46
À livres ouverts...	P. 48
Entretien avec Christophe Léon	P. 51
Samedi 13 octobre : mobilisons-nous !	P. 52

Photo de couverture :
© Chris Grodotzki / Ruben Neugebauer
- Visual Rebellion

Éditorial

13 octobre : agissons ensemble... avant la catastrophe

Le 5 juillet, une commission indépendante d'investigation sur la catastrophe de Fukushima a remis ses conclusions à la Diète (le parlement japonais). Son verdict est éloquent : il s'agit bien d'une catastrophe "causée par l'homme".

Aujourd'hui, la centrale détruite constitue toujours une terrible menace : les combustibles usés stockés dans la piscine du réacteur n°4 pourraient en cas de nouveau séisme provoquer une nouvelle catastrophe d'une incroyable gravité.

Mais les Japonais le savent désormais : les alternatives existent pour affranchir leur pays de sa dépendance à l'atome. Dans l'urgence, en 2011, la société japonaise, pourtant l'une des plus énergivores et gaspilleuses au monde, a ainsi su réaliser des économies d'énergie très significatives.

Cette évolution favorable se voit malheureusement déjà mise à mal. Mi-juin, alors que l'intégralité des 54 réacteurs nucléaires japonais était à l'arrêt depuis plusieurs mois, le Premier ministre Yoshihiko Noda a en effet décidé, sous la pression de l'industrie nucléaire nipponne, de rouvrir la centrale d'Ohi, pourtant située au-dessus d'une faille sismique probablement active.

La colère du peuple japonais enfle. Malgré une culture peu encline à la contestation, le mouvement d'opposition au nucléaire ne cesse de s'étendre parmi la population. Chaque semaine depuis mars, un rassemblement a lieu devant la résidence officielle du Premier ministre. De 300 au départ, les opposants étaient plus de 150 000 le 29 juin pour protester contre le redémarrage des réacteurs d'Ohi

décidé quelques jours plus tôt, et plus nombreux encore le 7 juillet ; le 1^{er} juillet, des milliers de gens ont convergé devant la centrale elle-même pour tenter d'entraver sa ré-ouverture. D'après le quotidien Asahi, de telles mobilisations sont inédites dans l'archipel depuis plus de 50 ans ; selon un parlementaire membre du parti démocrate, "au cœur du gouvernement, ils commencent à être effrayés" !



N'attendons pas une catastrophe nucléaire en France pour nous mobiliser en nombre afin de faire pression sur notre nouveau gouvernement. Réservez dans votre agenda le samedi 13 octobre 2012 pour la journée nationale d'action "Changeons d'ère, sortons du nucléaire", mais aussi le samedi 9 mars 2013, pour une mobilisation deux ans après Fukushima ; informez vos proches sur les dangers du nucléaire et les solutions pour s'en débarrasser ; rejoignez un groupe local du Réseau. Chacun-e a le pouvoir d'agir à son niveau... vous aussi !

Le Réseau "Sortir du nucléaire"

I : Fukushima Diary, 7 juillet,
<http://fukushima-diary.com>

Mentions légales :

Revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" n°54
Été 2012.

Abonnement pour un an : 12 € (4 numéros).

Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :

<http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Ou courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"

9, rue Dumenge - 69317 Lyon Cedex 04

(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")

Directeur de publication : Patrice Bouveret.

Rédaction en chef : Xavier Rabilloud.

Corrections : Myriam Battarel.

Maquette : W. Quénu.

CPPAP : 06 013 G 83296 - ISSN : 1276-342 X

Tirage : 20 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé avec des encres à base végétale.

Date de dépôt légal : à parution.

Retrouvez toute l'actualité sur :

www.sortirdunucleaire.org

La reproduction d'articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

En supplément à ce numéro : un bulletin de réabonnement, un feuillet d'autorisation de prélèvement automatique, un supplément "Atomes crochus - Argent, nucléaire et pouvoir"

Déferlante d'actions du 26 au 29 avril

"Tchernobyl, Fukushima : plus jamais ça !"

En mars dernier, 60 000 personnes se sont donné la main pour former une immense chaîne humaine entre Lyon et Avignon. Mais la chape de plomb du lobby nucléaire continue de peser sur les médias et sur les politiques. En commémorant le tragique anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, qui intervenait quelques semaines seulement après celui de Fukushima, nous avons un objectif : rappeler à tous, et notamment aux deux derniers candidats en lice pour les Présidentielles, les dangers du nucléaire et la nécessité d'en sortir au plus vite.

Entre le 25 et 29 avril, de l'Allemagne à l'Australie, en passant par les États-Unis et le Mexique, plus de 170 actions ont été organisées dans plus de 15 pays. En France, juste entre les deux tours de l'élection présidentielle, ce sont 138 actions qui ont eu lieu sur tout le territoire : des chaînes humaines, des actions "porteurs de paroles", des hommages aux liquidateurs, des rassemblements, des conférences et projections... Cinq jours tellement riches en actions, qu'il nous faudrait une revue entière pour en rendre compte. Comme d'habitude nous avons dû réaliser une difficile sélection, mais vous pouvez retrouver sur notre site www.chemobyl-day.org tous les comptes rendus, photos et vidéos que nous avons reçus.

Des actions en série à Paris

Cette année, c'est à un véritable marathon d'actions que se sont adonnés les militants de la région parisienne, ce qui n'a pas toujours été pour plaire aux autorités, un peu sur les dents en cette période électorale.



© Baptiste Sommer

Mercredi 25 avril à 18h30 : une trentaine de personnes, ayant répondu à l'appel de Sortir du nucléaire Paris, se déploient depuis la fontaine Saint Michel, en formant la phrase "CENTRALES NUCLEAIRES" et en la recomposant avec son anagramme "LES CANCERS ET LA RUINE". Le public, interpellé, accepte volontiers les tracts et la pétition qui circule, jusqu'à ce que le groupe arrive à la hauteur de Châtelet, où plusieurs cars de la gendarmerie font leur apparition. Très vite, les gardes mobiles interviennent, les empêchant de se déployer à nouveau et les forçant à emprunter le métro, direction Beaubourg. Les consignes de la préfecture sont claires, si le groupe veut poursuivre

© Baptiste Sommer



© Baptiste Sommer

son action, c'est là-bas qu'il doit aller. À leur descente, en effet, pas le moindre képi à l'horizon, l'anagramme est recomposé plusieurs fois, sous l'œil étonné des passants et la soirée se termine dans une ambiance bon enfant.

Ci-dessus et colonne de gauche : Anagramme

Jeudi 26 avril : dans la matinée, des militants du Réseau "Sortir du nucléaire" déploient une grande banderole avec l'inscription "Le nucléaire tue l'avenir", à proximité du ministère de l'Industrie, à Bercy. Ils se rendent ensuite à proximité de l'Élysée, devant la statue du Général de Gaulle pour mettre en place une action "porteur de paroles". Le but ? Permettre à chacun de se réapproprier la question de l'énergie, en favorisant l'expression des citoyens sur le nucléaire. Tout un symbole, alors que le nucléaire français a été lancé lorsque de Gaulle

Ci-dessous : Paris Bercy



était au pouvoir et a été imposé à la population française, sans aucun débat démocratique. Mais là encore, les militants ne peuvent se déployer, la préfecture de Paris ne plaisante pas avec les rassemblements spontanés non déclarés. L'après-midi se poursuivra ensuite plus tranquillement avec une seconde action "porteur de paroles" puis une chaîne humaine du siège de l'Autorité de Sécurité Nucléaire jusqu'à la Bastille, ainsi qu'un hommage aux liquidateurs.

Une action "porteur de paroles" à Mâcon.



© Gaby Lereuil

affiches questionnant le nucléaire pour engager la discussion avec les badauds du dimanche et leur remettre tracts et pétitions. Mais l'action dut être écourtée suite à l'intervention des forces de l'ordre. Qu'à cela ne tienne, la création d'un groupe anti-nucléaire est en projet dans ce fief de l'UMP. Monsieur le maire va bien devoir s'y habituer...

Enfin, pour clore ce week-end de mobilisation francilien, l'Assemblée antinucléaire du même nom a investi "La Parole errante" à Montreuil (93) pour une rencontre/discussion, ponctuée d'interventions sur la situation au Japon, le projet de centre d'enfouissement de Bure, la lutte contre la ligne THT Cotentin-Maine et les transports de déchets radioactifs en Ile-de-France.

Des chaînes humaines autour de sites nucléaires

Afin de poursuivre la dynamique du 11 mars 2012, nous vous proposons, entre autres actions, d'organiser des chaînes humaines autour de sites nucléaires. Là encore, vous avez été nombreux à

Samedi 28 avril à 11h : sur le Parvis des Droits de l'Homme, au Trocadéro, plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées pour former une flash mob – une mobilisation éclair - à l'initiative de Greenpeace. Le concept ? Dénoncer les discours lénifiants de Hollande et Sarkozy sur le nucléaire en détournant les trois singes de la sagesse, dont chacun se couvre une partie différente du visage avec les mains : les yeux, la bouche et les oreilles et en arborant le slogan "Risque nucléaire : ils ne voient rien, ils n'entendent rien... Nous, on en parle !". Un détournement symbolique et fort à propos, qu'avait déjà utilisé l'association il y a quelques années à l'occasion d'une campagne d'affichage et qui a été reproduit ce jour-là dans 28 villes françaises.

Colonne de droite :
Chaîne humaine devant la centrale de Golfech.



© Marc Saint-Arroman

répondre à l'appel. À proximité de Cruas (07), par exemple, où vous avez bravé le mistral au son du groupe Manbous. À Cadarache (13) également, où des manifestants venus de toute la région ont déambulé sur 6 km pour rejoindre le site d'ITER. À Belleville sur Loire (18) encore, où le collectif "STOP Belleville – STOP Dampierre" avait appelé à une chaîne humaine, suivie d'une marche solennelle jusqu'au monument de Notre Dame de la Délivrance (58). À Golfech (82) enfin, où plusieurs centaines de manifestants avaient fait le déplacement jusque devant la centrale pour participer à une journée riche en échanges et interventions clownesques !.



© Greenpeace - nea/mw/tp/steph/01/01/01

Notes :

1 : L'Armée Clandestine des Clowns Insurgé(e)s et Rebelles (CIRCA) est un collectif non-violent qui, pour dénoncer l'armée, la répression, la précarisation, le nucléaire... utilise la dérision. Collectif autogéré, il fonctionne sans chef et sans centralisation. Des collectifs existent aujourd'hui un peu partout en France et investissent l'espace public pour organiser des manifestations et action de rue. Ils sont reconnaissables par leur drôle d'accoutrement : mi-clown (nez rouge, maquillage blanc) et mi-policier/militaire (massue de jonglage (pour mimer les matraques...)). Voir : <http://brigadecloawns.wordpress.com/category/manifeste/>

Dans le même temps, deux chaînes humaines se mettaient en place, l'une avec dépôt de gerbe en hommage à toutes les victimes du nucléaire, à l'entrée du site d'Areva à Montigny-le-Bretonneux (78), la seconde à Saint-Quentin-en-Yvelines (78). Dimanche 29 avril : Le dimanche, c'était au tour du groupe de Conflans-Sainte-Honorine (78) de commémorer la catastrophe de Tchernobyl sur les quais de Seine. L'objectif : informer le public et l'inviter à se joindre au pique-nique antinucléaire, convivial et musical organisé le 3 juin 2012. À Fontainebleau (77), on avait également décidé d'occuper le terrain en installant un stand et des

© Nira Camargo



Un démontage de pylônes en Mayenne

Le samedi 28 avril, ils étaient une soixantaine d'opposant-e-s à la ligne THT Cotentin-Maine à s'être réuni-e-s dans la campagne de Saint-Cyr-le-Gravelais, en Mayenne, autour du pylône n°561. Dans une ambiance bon enfant, sous une symphonie mêlant roulements de tambours improvisés et cris du pylône martelé par des pierres, des actions de déboulonnage et de sciage ont pu être entreprises. Mais les gendarmes ont rapidement délogé les militants puis les ont escortés de très près jusqu'à leur véhicule, sans parvenir toutefois à procéder à des contrôles d'identité ou à des arrestations.



© David Bonheur

Des hommages aux liquidateurs

Comme chaque année, nombre de groupes et collectifs ont tenu à rendre hommages aux 800 000 liquidateurs qui sont intervenus sur le réacteur accidenté de la centrale de Tchernobyl.



© Joel Guerry

À Lyon (69), des membres de Rhône-Alpes sans nucléaire et de Stop Bugey ont exposé des portraits de liquidateurs devant l'ambassade d'Ukraine. À Gap (05), c'est au son des sirènes que les participants ont été invités à s'allonger au sol pour que leur silhouette soit dessinée à la craie. Ceci pour figurer les victimes passées, présentes et futures du nucléaire civil ou militaire... À Lannion (22), une trentaine de militants de Sortir du nucléaire Trégor, association née il y a tout juste un an, après le drame de Fukushima, se sont retrouvés sur le parvis de l'Hôtel de Ville, sous le regard

étonné d'une mariée et de ses invités. Mais eux n'étaient pas venus pour dire OUI, mais pour dire NON. NON au nucléaire !

Chernobyl 4 ever

Ce 28 avril dernier, 70 personnes ont participé à un échange autour de la question de notre avenir énergétique après avoir assisté à la projection du documentaire "Chernobyl 4 ever" au Colisée de Moulins-sur-Allier (03). Un choix qui n'avait rien d'un hasard, puisqu'il s'agit du dernier documentaire d'Alain de Halleux², qui, vingt-cinq ans après l'accident, est retourné en Ukraine pour enquêter sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et sur ses représentations chez la jeune génération. Comment la jeunesse ukrainienne perçoit-elle l'histoire de Tchernobyl ? Un documentaire qui interroge la mémoire et l'avenir d'une catastrophe qui ne fait que commencer. À voir et à faire voir !

Notes :

2 : Alain de Halleux est un réalisateur belge connu pour avoir réalisé l'excellent reportage "RAS, Nucléaire, rien à signaler", sur les sous-traitants du nucléaire.

De Tchernobyl à Fukushima

Autre continent, autre modèle de réacteur, mais à chaque fois les mêmes mécanismes et conséquences : mensonges, désinformation et populations sacrifiées. En France, pour faire face au déni du risque nucléaire des autorités, il devient urgent que les citoyens, seuls garants par leurs actions quotidiennes de la démocratie, s'emparent de la question du nucléaire et exigent qu'enfin les vrais choix de société soient posés sur la table.

C'est en ce sens que Sortir du Nucléaire Pays de Rennes a souhaité donner l'occasion, à tous ceux qui se sentent concernés, de s'informer, de débattre, d'agir sur ce sujet fondamental qu'est le nucléaire civil et militaire. Durant deux mois, se sont succédés à Rennes et dans ses alentours des événements de formes variées : conférences, projections, spectacles, actions de rue, expositions, stands... pour s'informer, échanger sur la question du nucléaire à travers de nombreux thèmes et faire le point sur ce qui se passe à Tchernobyl et à Fukushima.

Tchernobyl en quelques chiffres

Selon l'ambassade d'Ukraine à Paris, en 2005 : 3,5 millions d'habitants, dont 1,3 millions d'enfants ont été irradiés par l'accident de Tchernobyl.

169 999 Ukrainiens ont été évacués et 89,85 % d'entre eux sont malades. Parmi ceux qui vivent encore dans les zones contaminées, 84,7 % sont malades. Le suivi médical montre que la proportion des malades augmente année après année.

En 2004, 94,2 % des liquidateurs étaient malades. L'Ukraine dénombre 2 646 106 citoyens ukrainiens victimes de l'accident.

En 2010 l'Académie des sciences de New York a publié une étude de trois scientifiques russes consacrée aux effets sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl. Les conclusions sont effrayantes : près d'un million de morts dans le monde de 1986 à 2004.

En une génération, la population ukrainienne a perdu 20 ans d'espérance de vie.

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts des derniers mois. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mail à Laura Hameaux, coordinatrice des groupes et actions.
Courriel : laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr – Téléphone : 06 85 23 05 11

Des nouvelles du fond ! Maison de résistance à la poubelle souterraine de Bure

1995 : l'ANDRA implante à Bure un "laboratoire de recherche" pour l'enfouissement de 100 000 m³ de déchets nucléaires à 500 mètres de profondeur.

2004 : conscients qu'il faudra être nombreux pour stopper un tel projet dans cette zone très peu peuplée, les opposants investissent à Bure une ancienne ferme qui devient la "Maison de Résistance à la poubelle nucléaire".

2011 : mauvaise nouvelle pour les opposants : le projet d'enfouissement entre en "phase de conception industrielle".

2012 : mauvaise nouvelle pour l'industrie nucléaire : nous sommes toujours là, nous ne plierons pas !

(voir article en page 10). Dans cette même dynamique, nous recevrons, entre autres, au cours de l'été un groupe local de Trèves. Toujours dans cette idée de développer des liens avec d'autres pays, nous nous rapprochons en ce moment d'un groupe de Japonais menacés par un projet d'enfouissement similaire.

À plus petite échelle, les liens se resserrent localement : nous avons reçu au printemps plusieurs collectifs, dont un groupe des Petits Débrouillards venu développer des animations autour des énergies et un stage de "clown activiste". Cette formation conviviale et instructive a abouti à une irruption de clowns lors d'une visite guidée de l'ANDRA. Un moment savoureux... Enfin nous avons organisé en juin un départ groupé vers le Cotentin, en soutien à la lutte contre la THT (ligne Très Haute Tension).

Concernant les travaux de la Maison, l'isolation du dortoir débutera cet été, nous permettant ainsi de vous accueillir en hiver. La salle multi-activités devrait quant à elle être bien avancée en fin de saison : chauffage, habillage des murs, installation électrique.

Enfin la Maison se lance avec d'autres collectifs locaux et le soutien du Réseau "Sortir du nucléaire" dans une campagne d'information et d'actions en vue de dénoncer le débat public de 2013. Le but : faire en sorte de démasquer cette parodie démocratique et voler dans les plumes du duo CNDP-ANDRA (Commission nationale du débat public et Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) de toutes les manières possibles... En vue également, l'organisation d'un grand rassemblement national... Affaire à suivre...

Plus d'infos sur l'actualité de la Maison : burezoneblog.over-blog.com

À Bure comme ailleurs, nous avons besoin de vous ! Venez participer aux actions, aux travaux ou à la vie quotidienne du collectif ! Si vous voulez organiser des événements, souvenez-vous que cette Maison est la vôtre ! Vous pouvez aussi nous soutenir financièrement, vos dons servant à la rénovation du lieu d'accueil, à la construction de la salle et à l'organisation d'actions, ou encore organisez des soirées de soutien, à l'instar de Sortir du nucléaire Cantal en avril dernier. Enfin n'hésitez pas à nous solliciter pour venir parler de Bure et de la maison dans votre région, nous nous déplacerons volontiers !



© Bure Zone Libre

La Maison est un lieu d'accueil, d'informations, d'échanges. Pour faire connaître le projet de centre d'enfouissement et la maison de Bure, nous avons cette année mis en place une tournée d'information : nous nous déplaçons à travers toute la France pour des soirées-débats, sur des manifestations culturelles ou à la demande d'autres groupes antinucléaires.

Soutenir d'autres luttes est également une démarche dans laquelle nous souhaitons nous inscrire au maximum. En avril, nous avons participé à la campagne "Gorleben 365" en Allemagne

Bure Zone Libre
2 rue de l'église
55290 Bure
03 29 45 41 77
leherissonvengeur@gmail.com
(merci de prévenir de votre arrivée !)

De nouveaux groupes dans le Réseau !

Suite à la chaîne humaine du 11 mars 2012, de nouveaux collectifs ont vu le jour, notamment dans la Vallée du Rhône, venant ainsi renforcer la mobilisation et le maillage locaux. Dans ce numéro, focus sur deux nouveaux groupes du Réseau.

En Ardèche, un groupe actif existe déjà depuis plusieurs années : SDN 26-07. Mais les réunions avait toujours lieu à Valence et le groupe couvrait surtout la partie nord du département ardéchois. Depuis le mardi 27 mars, date de l'AG constitutive de l'association "Sortir du Nucléaire Sud Ardèche", cette zone de l'Ardèche est désormais couverte par notre réseau. Cette première réunion a été l'occasion pour les militants de faire le bilan de la chaîne humaine, d'adopter les statuts de l'association, d'élaborer des projets d'actions et de s'organiser : afin d'assurer un relai de l'information au plus près des habitants, des sous-groupes ont été mis en place à Aubenas, Joyeuse, Les Vans et Vallon Pont d'Arc.

Comment ? Vous habitez dans le sud de l'Ardèche et n'avez pas encore rejoint le groupe ? Vous savez maintenant ce qu'il vous reste à faire !

Claude J. 04 75 88 51 48

Guillaume V. 06 64 44 10 60

Véronique S. 06 15 21 65 74

Alain J. 06 75 50 29 86

sortirnucléairesudo7@gmail.com

Dans la Drôme cette fois, une association dont le but est de favoriser l'autonomie énergétique de la région du Diois vient d'être créée pour prolonger localement les effets de la chaîne humaine et proposer des alternatives concrètes au nucléaire. La réunion de constitution a eu lieu le vendredi 20 avril dernier à Die et des groupes de travail spécifiques ont été mis en place, dont un sur la recherche de techniques de production d'énergie locales. Si vous avez des idées, un projet d'énergie renouvelable, ou souhaitez participer aux réflexions, contactez l'association.

Marc Isoard : 04 75 21 19 10

Présidentielles : actions d'interpellation lors des meetings électoraux

Au cours de la campagne des présidentielles, vous avez été nombreux à organiser des actions d'interpellation lors des meetings électoraux, notamment ceux de François Hollande.

À Lyon et Toulouse par exemple, où des milliers de tracts ont été diffusés aux sympathisants du PS. À Rouen, encore, où des militants ont déployé une banderole STOP EPR pour dénoncer le soutien de François Hollande à la filière dite de 3ème génération. À Narbonne encore, où des membres du collectif Sortir du nucléaire 11 ont assuré une présence visuelle



© Sandra Davau

à l'aide de masques et drapeaux. À Tours également, où une action d'interpellation a été organisée par des membres de SDN Touraine. À Saint-Dizier enfin, où Michel Marie, un des porte-paroles de la Fédération Grand-Est STOP déchets Nucléaires, a eu l'occasion de s'entretenir directement avec le candidat socialiste et de lui rappeler la question épineuse du devenir des déchets nucléaires.

Une grève de la faim pour un référendum pour l'abolition des armes nucléaires

Jean-Marie Matagne est entré en grève de la faim le 15 mai dernier pour obtenir, en France, l'abolition des armes nucléaires [à l'heure où nous bouclions cette revue, sa grève était toujours en cours]. Un comité a été mis en place pour le soutenir et a lancé un appel que vous trouverez ci-dessous. N'hésitez pas à prendre contact, Jean-Marie a besoin de votre soutien.

Appel du Comité de Soutien à la Grève de la Faim de Jean-Marie Matagne pour un Référendum et l'Abolition Historique des Armes Nucléaires (CSGF-RAHAN)

Le peuple français n'a jamais été consulté sur la question des armes nucléaires, armes de crimes contre l'humanité construites en son nom et avec ses subsides — 300 milliards d'euros —, et cela continue.

50 ans d'omerta militaire et nucléaire, ça suffit. Le changement, c'est maintenant.

Exigeons du nouveau Président, du nouveau gouvernement et des candidats à la députation qu'ils engagent la France dans la négociation d'une Convention d'élimination de toutes les armes nucléaires. Cette question est inscrite à l'agenda international, elle doit être posée aux Français : "Approuvez-vous que la France participe avec les autres États concernés à l'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?"

Pour obtenir le référendum qui nous permettra de la trancher démocratiquement, Jean-Marie Matagne, 68 ans, président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN), est entré en grève de la faim le 15 mai 2012.

Soutenons son action, et rejoignons-la par tous moyens à notre disposition.



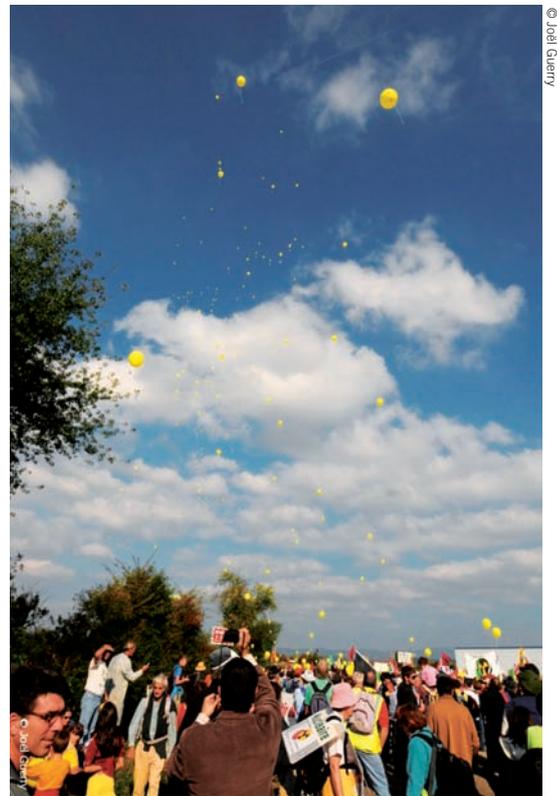
DR

- ◆ Adhérez au Comité de soutien : csgf.rahan@gmail.com ou 05 16 22 01 39
- ◆ Écrivez au président de la République (lettre type disponible sur www.acdn.net)
- ◆ Invitez le maire de votre commune à écrire au Président (tous les maires ont reçu un courriel d'information)
- ◆ Créez, en liaison avec le CSGF, un comité de soutien local, ou rejoignez-le s'il existe déjà
- ◆ Suivez l'information sur www.acdn.net et diffusez-la dans vos réseaux d'amis
- ◆ Inscrivez-vous dans un mouvement tournant de jeûne symbolique (1 jour ou plus)
- ◆ Interpellez votre député pour qu'il demande au gouvernement un projet de loi ou qu'il dépose lui-même avec ses pairs une proposition de loi portant organisation d'un référendum sur cette question précise, et pour qu'il s'engage à le voter.

Retombées des "ballons radioactifs" lâchés au Bugey en octobre 2011

Le 15 octobre 2011, le collectif Stop Bugey, organisait une manifestation près de la centrale nucléaire du Bugey. À cette occasion, un lâcher de ballons, symbolisant une dissémination de particules radioactives générée par un accident d'origine nucléaire, avait été organisé.

Les retours reçus sont éloquentes et illustrent l'imprévisibilité d'une contamination radioactive,



© Joël Guenay

s'étendant bien au-delà du périmètre de 10 km prévu par les Plans Particuliers d'Intervention (PPI) : des ballons ont été retrouvés, comme on pouvait s'y attendre, un peu partout dans les départements limitrophes. Plus inquiétant, des personnes nous ont signalé avoir trouvé des ballons en Haute-Loire, dans les Alpes Maritimes et même en Dordogne !



© Xavier Rabilloud

Actions à venir – Pour un été militant

De nombreuses actions vont avoir lieu tout au long de cet été. Voici une petite sélection de celles qui auront lieu en août, la revue ne paraissant qu'en milieu d'été. Bien entendu, nous ne pouvons pas tout annoncer, aussi pour connaître les actions près de chez vous, consultez notre agenda en ligne.

6-9 août 2012 à Paris : jeûnez pour l'abolition des armes nucléaires

Du 6 au 9 août 2012 nous serons plusieurs dizaines à jeûner à Paris, au Mur pour la Paix, devant la Tour Eiffel, pour demander l'abolition des armes nucléaires et en souvenir des victimes de Hiroshima et Nagasaki.

La sécurité par la dissuasion nucléaire est un mythe absurde. Une frappe nucléaire aurait des conséquences humanitaires catastrophiques pour nous tous. Nous vivons sous la menace mondiale de 20 000 armes nucléaires dont 2000 en état d'alerte prêtes à partir, dont 300 pour la France et 96 en état d'alerte permanente. L'abolition de toutes les armes nucléaires est un impératif de survie. Nous voulons le désarmement total et complet sous contrôle international dans le cadre d'une Convention d'élimination des armes nucléaires. Nous voulons que les États nucléaires cessent de moderniser leurs armes de destruction massive et engagent des mesures réelles de désarmement dès maintenant.

Abolir les armes nucléaires, nous le devons et nous le pouvons ! Venez nous rejoindre pour jeûner et participer aux actions d'interpellation dans Paris. Un hébergement collectif gratuit nous est offert par la Mairie de Paris 2ème. Quatre jours passionnants



© Dominique Lalanne

pour vos "vacances d'été". Ne manquez pas de vous inscrire !

Toutes les informations pour participer sur :
www.vigilancehiroshimanagasaki.over-blog.com

Par mail : lamaisondevigilance@orange.fr
Contact tel : Jocelyn - 06 20 36 57 17

Le Jeûne international est organisé par La Maison de Vigilance, Armes Nucléaires Stop, et le Réseau "Sortir du nucléaire" en soutien à la campagne internationale ICAN

Rencontres d'été antinucléaires à La Féclaz du 17 au 19 août 2012

Du 17 au 19 août 2012, la coordination régionale Stop Bugey et Sortir du nucléaire Savoie organisent des rencontres d'été antinucléaires à La Féclaz (73), au cœur du Parc naturel régional des Bauges.

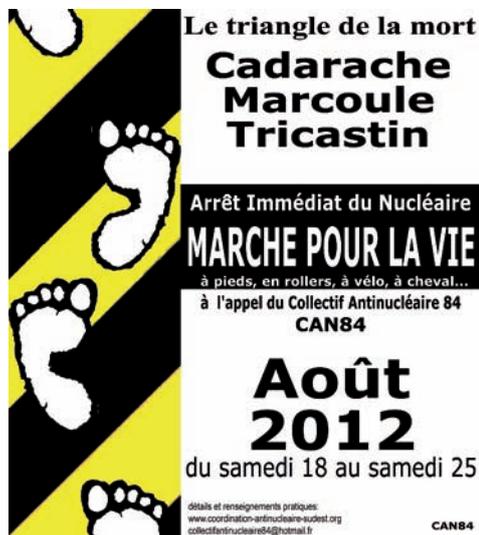
L'objectif est de proposer un lieu d'échange et de rencontre ouvert à tou-te-s les militant-e-s œuvrant aujourd'hui en France pour un arrêt le plus rapide possible du programme électronucléaire français. Ces rencontres se proposent d'approfondir les analyses sur des sujets mal connus, sur lesquels il y a parfois désaccord par manque d'informations ou sur lesquels de nouvelles actions peuvent être entreprises (ICEDA, THT, travailleurs du nucléaire, etc.), mais aussi de réfléchir aux stratégies à mettre en œuvre afin de permettre une montée en puissance du mouvement anti-nucléaire au-delà de ses clivages actuels.

La liste précise et le nombre des ateliers seront établis en fonction des propositions d'intervention reçues. Pour l'hébergement, 42 lits sont d'ores et déjà réservés dans une maison familiale, quelques tentes pourront être plantées autour, possibilité également de réservation de studios ou de chambres d'hôtel auprès de l'office du tourisme de Savoie Grand Revard. Les repas seront pris en charge et seront préparés à partir de produits locaux et/ou bio, les végétarien-ne-s doivent se signaler au moment de leur inscription.

Renseignement et inscription : SDN73@no-log.org

Une Marche pour la Vie, au cœur du triangle de la mort du 18 ou 25 août

À l'appel du Collectif antinucléaire de Vaucluse (CAN84) une "Marche pour la Vie" aura lieu du 18 au 25 août 2012 sur les routes du Vaucluse, du Gard et de la Drôme, au cœur du triangle de la mort nucléaire Cadarache-Marcoule-Tricastin. Un seul mot d'ordre réunira les marcheurs à pied, à vélo, à cheval, en rollers, qui relieront les trois sites nucléaires civils et militaires... : arrêt immédiat du nucléaire ! Oui à la vie !



En finir sans attendre et une bonne fois pour toutes avec le crime quotidien de la destruction atomique : tel est le sens et l'objectif de la "Marche pour la Vie" initiée par le CAN 84. Les citoyennes et citoyens relieront par étapes sur huit jours les trois sites emblématiques de l'obscurantisme scientifique et des atteintes à la santé et à la vie qu'ils imposent aux populations et aux territoires. Le trajet pourra s'accomplir en totalité ou par étape le matin ou l'après-midi et selon les modalités de chacun : à pied, à cheval, à vélo, en rollers, à dos d'âne, ou par tout autre moyen.

À chaque étape, une "escouade" de volontaires se rendra dans le village ou la ville-étape pour rencontrer la population locale, l'informer, la documenter et l'appeler à l'action contre le crime nucléaire. Des photos de victimes du nucléaire seront exposées.

À chaque étape, les élu-e-s locaux seront interpellé-e-s pour prendre position, par une délibération du Conseil municipal, pour la mise à l'arrêt des installations nucléaires qui portent atteinte au quotidien, par leurs contaminations radioactives, à la santé et à la vie.

À chaque étape sur les lieux nucléaires, une rencontre-discussion sera proposée aux salarié-e-s du nucléaire et à leurs organisations syndicales.

À l'étape du soir sera organisée une rencontre favorisant les discussions, projets d'actions, concertations (les musiciens sont invités à apporter leur instrument de musique à cordes, à vent et percussions).

L'auto-gestion est le principe de base de cette initiative, chacun-e étant invité-e à se "gérer" personnellement au niveau de la nourriture, de l'habillement, de sa pharmacie personnelle : un véhicule d'accompagnement permettant le transport des matériels et le soin des petits "bobos" servira de voiture-ressource.

Les personnes qui souhaitent participer à cette "Marche pour la vie" sont invitées, au regard du programme ci-dessous, à préciser par courriel aux organisateurs les étapes auxquelles elles envisagent de participer.

Contact : collectifantinucleaire84@hotmail.fr

Gorleben - Bure, **l**uttes fraternelles

Du 4 au 9 avril 2012, une trentaine de personnes venues de tous les coins de la France, pour la plupart membres de Bure Zone Libre ou du Réseau "Sortir du nucléaire", se sont rendues à Gorleben, dans la région du Wendland en Allemagne, pour participer à la campagne Gorleben365, en solidarité avec les opposants au projet d'enfouissement de déchets radioactifs HA et MA-VL¹.



© François Malivet

Là-bas comme ici, on nous promet les mêmes merveilles : sûreté des installations pour les travailleurs, les riverains et l'environnement, absence de faille, préservation des générations futures, création d'emplois, re-dynamisation économique de la région... Pourtant, là-bas comme ici, l'argent coule à flots pour faire passer la pilule et endormir toute opposition. Là-bas comme ici, la police surveille et fiche les opposants. Là-bas comme ici, le site n'a pas été choisi pour les caractéristiques de son sous-sol, mais pour des raisons politiques, sociales et économiques.

Le projet de Gorleben

En 1977, le village de Gorleben est choisi pour accueillir un centre d'enfouissement de déchets les plus radioactifs¹, mais aussi une usine de "retraitement" et une zone d'entreposage temporaire en surface pour le refroidissement des colis. L'idée est de regrouper sur un même site toutes les installations relatives à la gestion des déchets. La résistance au projet fut si forte que deux ans plus tard, en 1979, le gouvernement abandonnait le projet d'usine de retraitement : les déchets des centrales allemandes continueront donc à être retraités en France, à La Hague. Mais si le gouvernement cède sur le projet d'usine, il refuse absolument d'abandonner le programme d'enfouissement. Le temps de calmer les esprits, les travaux de creusement du site ne débiteront qu'en 1986.

Notes :

1 : Déchets radioactifs de Moyenne et Haute Activité à Vie Longue

2 : Cask for storage and transport of radioactive material ; acronyme anglais désignant les conteneurs de transport et de stockage des déchets radioactifs



© François Malivet

Aujourd'hui, Gorleben, ce sont des centaines de kilomètres de galeries en cours de creusement à 933 mètres sous terre dans un gisement de sel inexploité jusqu'à maintenant, destinées à accueillir des milliers de tonnes de déchets HA et MA-VL. À quelques mètres du futur centre d'enfouissement, une zone de stockage temporaire de surface a été créée en 1983, pour accueillir les déchets nucléaires destinés à être enfouis à Gorleben. Tous les CASTOR² contenant les déchets allemands "traités" à La Hague s'y trouvent aujourd'hui.

La lutte au Wendland

L'opposition au projet de Gorleben a surtout été au départ l'initiative de gens de l'extérieur, dont beaucoup d'étudiants, car les locaux ne voulaient pas participer à des actions illégales. Nombre de ces "extérieurs", venus au Wendland pour s'opposer au nucléaire, sont restés vivre sur place et cela a eu un fort impact sur le développement alternatif de la région. On y trouve beaucoup de coopératives, de cultures biologiques, une vie culturelle dynamique et les énergies renouvelables y sont très présentes. Dans les villages alentours, le X jaune, symbole de la résistance, est omniprésent.

Nos hôtes n'ont eu de cesse de nous le répéter, ils n'ont rien inventé. La lutte au Larzac fut une source d'inspiration et d'espoir très forte pour les Allemands : une lutte soutenue fortement par des gens venus de loin, longue et difficile, mais au sein de laquelle le temps qui passe n'est pas un facteur de lassitude et permet au contraire à l'opposition de prendre de l'ampleur ! Le consensus sur le nucléaire s'est effondré en Allemagne dans les années 70 et peu à peu la lutte s'est cristallisée autour de Gorleben et du problème de la gestion des déchets.



© François Malivet

C'est ainsi que lorsque les premiers wagons de déchets sont acheminés vers Gorleben en 1995, l'étincelle se réveille pour donner jour, petit à petit, à ce que nous pouvons voir aujourd'hui à chaque transport de déchets vers le Wendland : d'importantes mobilisations au sein desquelles toutes les cultures de résistance peuvent s'exprimer. Alors qu'au départ la lutte était assez désorganisée et qu'il n'y avait pas de travail commun, aujourd'hui les différentes cultures de résistance cohabitent et se complètent. Et si tout n'est pas rose entre les différentes mouvances de la lutte, chacun peut rejoindre le type d'action qui lui convient et les tensions internes n'affectent pas la lutte globale.

La campagne "Gorleben365"

Cette campagne est à l'initiative de deux groupes, "X-tausend mal quer" et "KURVE Wustrow". Elle a commencé le 14 août 2011 et durera jusqu'au 13 août 2012. Le but est de bloquer de manière non violente pendant un maximum de jours l'accès au chantier et ceci afin de montrer jour après jour l'opposition à ce projet, avec des groupes et des thèmes différents et variés. Chacun peut initier une idée de blocage et l'organiser. À ce jour, une quarantaine de blocages ont eu lieu depuis le mois d'août 2011. C'est dans ce cadre qu'a eu lieu une semaine francophone de rencontres et d'actions au Wendland du 4 au 9 avril 2012.

Cinq jours riches en actions et rencontres en tous genres

Cette semaine au Wendland fut l'occasion pour notre groupe de rencontrer de nombreuses personnes, collectifs et associations participant à la lutte locale, de partager nos expériences, de recueillir des informations sur les énergies renouvelables dans la région, et surtout de marquer notre solidarité avec les antinucléaires allemands, en participant au blocage du site de Gorleben. Nous avons fait près de 1000 km pour participer à cette campagne et étions bien déterminés à réussir notre action.

Pour cela, nous avons pris soin de bien la préparer avec l'aide de Matthias Wiedenlubbber, responsable bénévole de la campagne Gorleben365. Et ce 7 avril 2012, ce n'est pas un mais deux blocages des six portes du site que nous avons réalisés. Le premier, aux alentours de sept heures du matin, pour la première relève, le second, en soirée, accompagnés de locaux venus nous prêter main forte. À chaque fois, un constat : l'attitude des policiers allemands est bien différente de celle de leurs collègues français. Ici, pas de menace, pas de violence, pas de gaz lacrymogène, mais une évacuation dans les règles de l'art, en portant et déplaçant simplement les personnes. Aucune arrestation ne fut d'ailleurs à déplorer. Un bon moyen de se former à la non-violence pour ceux et celles d'entre nous qui n'avaient jamais participé à ce type d'action de résistance.

Des idées, des projets et des espoirs nés de cet échange

De cet échange sont nés des idées, de nombreux projets et des espoirs. Sont déjà prévues, entre autres, la création d'une coordination internationale contre les projets d'enfouissement des déchets, la mise en place d'un site commun d'information, ainsi que des actions tri-nationales contre les transports des déchets allemands venant de Sellafield en Angleterre et devant passer par la France, à partir de 2014. Nos amis allemands ont également été conviés à venir nous rendre visite en France pour le prochain festival de Bure et pour participer aux nombreuses actions qui seront mises en place dans les mois et années à venir.

La découverte de l'historique de la lutte antinucléaire au Wendland ouvre également de nouvelles perspectives sur l'avenir du projet de Bure. Le projet de Gorleben date de 1976 et les luttes locales n'ont pas toujours été aussi fortes et virulentes qu'elles le sont aujourd'hui. À nous de nous inspirer de l'histoire du Wendland pour créer en Meuse une opposition forte, radicale et imaginative au projet de Bure. Si les CASTOR arrivent à Bure dans quelques années nous serons peut-être, comme en Allemagne, des dizaines de milliers à nous mettre "des milliers de fois en travers" ³.

Remerciements : nous tenons à adresser des remerciements tous particuliers à Franck Linke, Wolfgang Hertle, Matthias Wiedenlubbber, ainsi qu'à Peter Desoï sans qui cet échange n'aurait pas été possible.

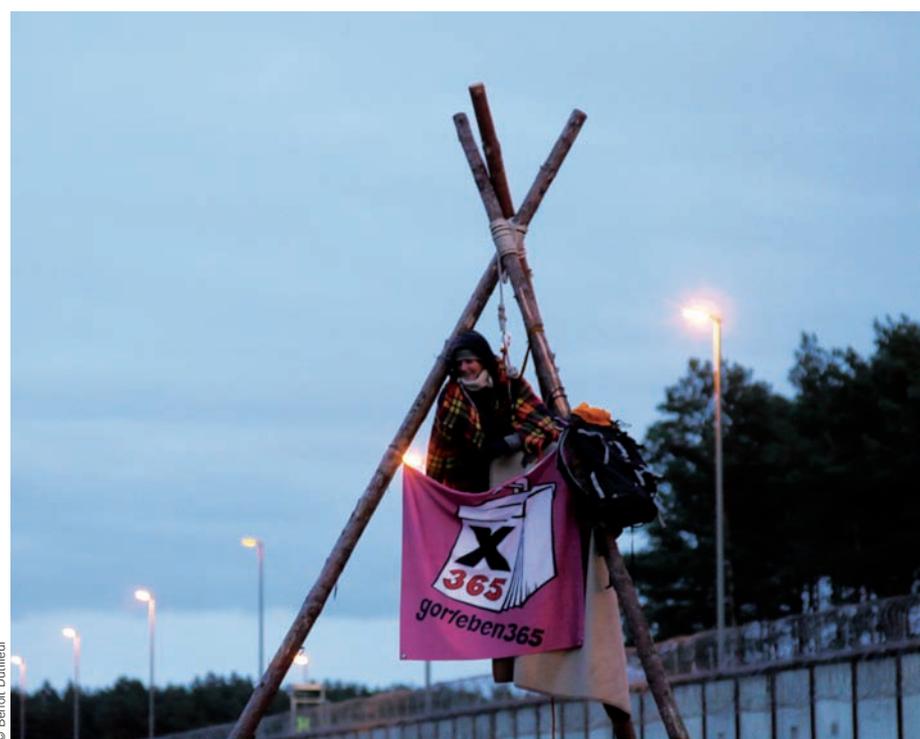
Synthèse réalisée par Laura Hameaux sur la base d'un compte rendu rédigé à plusieurs mains par l'équipe de Bure Zone Libre, consultable sur : burezoneblog.over-blog.com



© Benoît Dutilleul

Notes :

3 : Traduction française de la campagne allemande "X-tausend mal quer"



© Benoît Dutilleul

Ces députés au service du nucléaire

Face au pouvoir d'EDF et Areva, et à la traditionnelle fascination des chefs d'État français pour l'atome, il serait indispensable que les députés puissent exercer un contre-pouvoir et proposent enfin une réorientation de la politique énergétique. Cependant, loin de défendre l'intérêt général, certains d'entre eux se mettent au service des intérêts de l'industrie nucléaire. À l'occasion des dernières élections législatives, le Réseau "Sortir du nucléaire" a enquêté sur ces "élus radioactifs".

Depuis des décennies, des députés de droite comme de gauche ont résolument pris le parti de défendre le nucléaire civil et militaire, et se sont fait les courroies de transmission de cette industrie. Qui sont-ils ? Où les retrouve-t-on ? Quels sont leurs terrains d'action ?

Avant tout, des élus zélés...

Alain Decool à Dunkerque, Franck Reynier à Montélimar, Hervé Novelli à Chinon, Charles de la Verpillière dans l'Ain... nombreux sont les députés élus locaux qui se font les défenseurs de leur centrale nucléaire locale, avec un acharnement qui dépasse souvent la simple défense des emplois.

D'autres, comme Hervé Mariton (UMP, Drôme), déplorent de ne pas en avoir sur leur territoire, ou se battent pour en accueillir une. Sandrine Hurel, députée PS de Dieppe, n'entend toujours pas renoncer à l'EPR de Penly, bien que François Hollande ait décidé l'abandon du projet. Quant à l'ancien député UMP Claude Gatignol*, il a recouru à un intense lobbying auprès du gouvernement Raffarin pour que le tout premier réacteur EPR de France soit construit à Flamanville.

La même logique prévaut d'ailleurs pour les élus dont la circonscription accueille des installations militaires : la base aérienne atomique de Saint-Dizier, qui héberge des missiles nucléaires, peut compter sur le député UMP François Cornut-Gentille* pour réclamer une augmentation des budgets militaires.

La palme des élus locaux "courroie de transmission" revient-elle à Éric Besson, maire de Donzère (au pied du Tricastin) et anciennement député de la Drôme, qui fut un ministre de l'énergie pronucléaire exceptionnellement zélé ? Ou à Bernard Cazeneuve*, élu de Cherbourg, qui, sur la demande d'Areva, a fait retirer de l'accord EELV-PS lors de la campagne présidentielle un paragraphe prévoyant l'arrêt de la production de combustible MOX ?

Quelques transfuges

On compte évidemment quelques anciens salariés du nucléaire parmi les élus les plus nucléophiles. Jean-Claude Lenoir, député de l'Orne jusqu'en 2011, était cadre chez EDF. Michel Destot (PS)*, député-maire de Grenoble et physicien nucléaire de formation, a travaillé pendant 15 ans au CEA avant de fonder Corys, une start-up spécialisée

dans la réalisation de simulateurs pour les centrales nucléaires. Au comité de direction de cette société, on retrouvera également l'actuelle ministre de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, l'élue iséroise Geneviève Fioraso (PS)*. Enfin, citons Dominique Strauss-Kahn, qui, entre deux mandats de députés, avait exercé dans les années 1990 la fonction de lobbyiste pour EDF.

L'OPECST, terrain de jeu des élus pronucléaires

L'Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Techniques, qui regroupe députés et sénateurs, a pour mission de réaliser des rapports destinés à éclairer les choix du Parlement sur des sujets comme les OGM, les nanotechnologies... et bien sûr le nucléaire.

Nos élus pronucléaires y interviennent fréquemment en tandem regroupant deux couleurs politiques, à l'instar du couple Christian Bataille* (PS) – Claude Birraux (UMP), pour rédiger des rapports dont le ton enthousiaste traduit un manque d'objectivité certain. Quelques-uns de ces élus sont de formation scientifique, tels Jean-Yves Le Déaut* (PS), d'autres ont avant tout une formation littéraire, comme Geneviève Fioraso* et surtout Christian Bataille*, professeur de lettres. Mais tous sont de fervents scientifiques, fascinés par la technologie.



© AFP

Geneviève Fioraso, actuelle ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, fascinée par les nanotechnologies et le nucléaire

Colonne de droite : Christian Bataille, représentant de commerce en stockage de déchets radioactifs



© AFP

Bernard Cazeneuve, relai d'Areva au sein du Parti socialiste



© La Voix du Nord

Les pseudo-écologues

On retrouve certains de nos élus radioactifs dans des associations écologistes douteuses. La "Fédération Environnement Durable" compte parmi ses dirigeants l'ancien PDG d'EDF Marcel Boiteux ainsi que Valéry Giscard d'Estaing, grand bâtisseur de centrales ; dans son orbite, on retrouve des défenseurs de nos paysages qui n'ont rien contre les pylônes THT mais ne peuvent supporter un mât d'éolienne. C'est le cas de Claude Gagnon* et de Patrick Ollier* : ce dernier fut dépositaire de nombreux amendements anti-éoliens, ainsi que d'amendements visant à favoriser le chauffage électrique.



D'autres préfèrent s'investir au sein de "Sauvons le climat", collectif pseudo-écologique soutenu entre autres par les retraités du CEA et l'Association des Écologistes Pour le Nucléaire... Au comité de parrainage, aux côtés de l'incontournable Marcel Boiteux, on retrouve d'anciens ou actuels députés : Roselyne Bachelot, Michel Destot*, Jean-Pierre Chevènement et Jean-Yves Le Déaut*. Son président d'honneur, le physicien nucléaire Hervé Nifenecker, s'était présenté en juin 2012 sous les couleurs du MRC.

Les éboueurs du nucléaire

Certains parlementaires ont fort bien compris que la question des déchets radioactifs restait le talon d'Achille de l'industrie nucléaire. Pour "résoudre" ce problème, ils se sont investis au sein du conseil d'administration de l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA), qui est pourtant censée afficher un positionnement neutre en matière de politique énergétique. À sa présidence, on retrouve François-Michel Gonnot*, fondateur et président du Club Énergie et Développement, dont le but est de rapprocher producteurs d'énergie et pouvoirs publics.

Avant de laisser la place à Geneviève Fioraso*, Christian Bataille* a longtemps considéré l'ANDRA comme son fief. Pour le compte de l'Agence,

le député a pendant des années démarché des communes pour leur faire accepter un site d'enfouissement de déchets radioactifs. Pour mieux faire passer la pilule, il a forgé dans la loi qui porte son nom le concept trompeur de "réversibilité", laissant croire à la possibilité de récupérer les déchets.

Face à la question des déchets, certains députés choisissent le passage en force, tel Nicolas Dhuicq*, maire UMP de Brienne-le-Château qui a fait voter à sa commune l'accord pour implanter un site de stockage de déchets à l'intitulé trompeur (FAVL, soit "faible activité – vie longue") en refusant de consulter la population.

D'autres, comme Bertrand Pancher* (UMP), élu près du futur site d'enfouissement de Bure, préférèrent parier sur l'acceptabilité sociale et préconisent une conception du débat bien particulière ; il ne s'agit pas de discuter du projet en laissant ouverte la possibilité de sa remise en cause, mais d'en parler afin que les habitants y adhèrent enfin. Peu lui importe que 40 000 personnes aient demandé un référendum sur l'enfouissement ! Enfin, d'autres, comme François Cornut-Gentille*, ne se prononcent pas, mais ne disent pas non aux subventions...

Les Françafricains

Enfin, quelques députés, qui entretiennent des relations d'amitié avec des chefs d'État peu recommandables, mettent volontiers leurs réseaux au service des intérêts nucléaires français. Patrick Ollier*, vice-président du groupe d'amitié France-Libye, a ainsi œuvré pour la signature d'un accord nucléaire avec Kadhafi, estimant qu'il n'y avait "plus rien à reprocher" au dictateur.



Quant à Patrick Balkany* (UMP), qui accompagnait Nicolas Sarkozy dans tous ses voyages en Afrique, il a effectué plusieurs missions officielles pour négocier pour Areva des permis d'exploitation d'uranium en République Centrafricaine et en République Démocratique du Congo.

Presque tous réélus en juin, ces députés sont à surveiller de près...

Charlotte Mijeon

Chargée de communication du Réseau "Sortir du nucléaire"

Colonne de gauche : Patrick Ollier, ennemi des éoliennes et de l'efficacité énergétique

Patrick Balkany, émissaire d'Areva en Afrique

Notes :

* Pour en savoir plus :

La campagne "Élections législatives : pas de sièges pour les pronucléaires !" (<http://groupes.sortirdunucleaire.org/Legislatives>). Les personnes dont le nom est suivi d'un astérisque y disposent d'une fiche détaillée et sourcée.

Greenpeace a mis en place Facenuke, le "réseau social" du nucléaire (<http://greenpeace.fr/facenuke/>), qui permet de voir les interactions entre différentes personnalités.

François Hollande et la dissuasion nucléaire des **opportunités** à saisir

François Hollande a annoncé qu'il ne changera rien ni à la doctrine, ni aux outils de la dissuasion. Le voilà maintenant doté de cette mallette noire - contenant un terminal portable permettant de déclencher la frappe nucléaire - qui ne le quittera pas durant les cinq prochaines années...

On sait qu'en matière de politique étrangère, au final, les États n'ont pas d'amis ou d'ennemis mais uniquement des intérêts. Au-delà du jeu médiatique, seuls les rapports de force président... Pour autant, comment peut-on vouloir être un président "normal" et garder entre ses mains ce pouvoir "a-normal" d'anéantir la planète ?

Petite revue de détail...

Dans une tribune publiée en décembre dernier, sous le titre de "Je maintiendrai", François Hollande s'est posé en garant de la posture nucléaire française et a martelé qu'il ne changera rien, ni à la doctrine, ni aux outils de la dissuasion. Nous voilà prévenus !

Hollande osera-t-il se mouiller
pour le désarmement ?



© Associated Press

Il affirme également que "la France, grâce à son effort soutenu, a donc fini de payer les investissements nécessaires à cette capacité". Une antienne reprise par différents experts et médias selon laquelle le président ne sera pas confronté à une décision cruciale en la matière d'ici la fin de son mandat... Ce qui est loin d'être exact. En effet, durant le quinquennat de François Hollande plusieurs étapes d'adaptation de l'arsenal nucléaire vont se dérouler :

- ◆ l'adaptation de trois sous-marins nucléaires pour qu'ils puissent emporter les nouveaux missiles M51, dont la fin est programmée pour 2018 ; à ce jour seule la commande pour l'adaptation du premier SNLE (sous-marin nucléaire lanceur d'engins) a été prise, celle du second doit être prise cette année et en 2015 pour le troisième ;

- ◆ la mise en service du laser Mégajoule prévue pour 2014, pièce maîtresse pour la mise au point des futures têtes nucléaires ;

- ◆ à partir de 2015, le remplacement des M51 avec les têtes nucléaires TN75 par des missiles M51.2, avec la TNO (tête nucléaire océanique). Ce sont ces derniers missiles qui verront leur portée accrue de 6 000 à environ 9 000 kilomètres et emporteront une charge renforcée ;

- ◆ sans oublier, alors que le dernier exemplaire venait tout juste d'être mis en service, le lancement par la Direction générale de l'armement en 2011 des études amont pour les sous-marins nucléaires de troisième génération. Études amont qui vont absorber jusqu'en 2015 environ la moitié des quelque 720 millions d'euros alloués à la recherche militaire (soit environ 360 millions d'euros par an).

Ces différentes étapes de modernisation de l'arsenal nucléaire sont autant d'occasions pour le président — et son gouvernement qui se veut fervent adepte de la concertation —, d'ouvrir le débat avant de prendre la décision d'engager des sommes qui pourraient être utilisées à d'autres fins socialement plus utiles.

Vers une sécurité sans armes nucléaires

À quoi sert l'annonce de la mise en chantier d'un nouveau Livre blanc sur la défense, si — comme c'était le cas en 2008 avec Nicolas Sarkozy — d'emblée est affirmé le postulat que l'arme nucléaire "demeure aujourd'hui encore la garantie fondamentale de notre sécurité" ? N'est-ce pas l'occasion de sortir des incantations d'un autre temps et de dresser des perspectives pour en finir avec l'héritage nucléaire issu de la guerre froide ?

Des pistes existent et sont débattues au niveau international. La France a toute sa place dans ce débat... à condition bien sûr de se rallier à la perspective d'un monde sans armes nucléaires et de rejoindre les nations qui veulent l'ouverture, au sein de l'ONU, de négociations pour l'adoption d'une Convention d'élimination des armes nucléaires, tout en arrêtant les programmes de modernisation en cours et en lançant une large concertation citoyenne.

Utopie ? Non, si chacun de nous s'informe, interpelle les responsables politiques, rejoignant l'appel lancé par Albert Jacquard et Stéphane Hessel pour un désarmement nucléaire total¹.

Notes :

¹ : Exigez ! Un désarmement nucléaire total, Stéphane Hessel, Albert Jacquard, Observatoire des armements, éditions Stock, 2012, 72 p., 5 €.

Patrice Bouveret

Observatoire des armements - www.obsarm.org

Parlez moins, désarmez plus !

Le Traité de Non Prolifération (TNP) est entré en vigueur en 1970. Les États parties du Traité sont divisés en deux groupes : les États Non Dotés d'Armes Nucléaires (ENDANs) – 184 actuellement – et les États Dotés d'Armes Nucléaires (EDANs), groupe du P5 formé des cinq puissances nucléaires officielles ayant obtenu la Bombe avant le 1er janvier 1967.

Une Conférence de Révision (RevConf) du Traité a lieu tous les cinq ans, précédée de trois sessions en commission préparatoire (PrepCom). La première de ces PrepCom pour la RevConf du TNP 2015 s'est déroulée à Vienne cette année, début mai.

Notons d'abord la forte présence de la société civile avec 55 ONG du monde entier totalisant 490 délégués dont un nombre appréciable de jeunes militants. Le collectif Armes Nucléaires Stop et le Réseau "Sortir du nucléaire" comptaient sept délégués parmi les 25 Français.

Tilman Ruff (collectif ICAN) a décrit ainsi le fond du débat général : "Vous entendrez de la part des uns des discours très percutants sur la responsabilité du P5 dans les échecs du TNP. D'autres préféreront parler de l'Iran, de la Corée du Nord et des crises de prolifération sans reconnaître que celles-ci découlent de l'absence de progrès en matière de désarmement". Plusieurs ENDANs ont pointé l'importance du désarmement comme élément clef pour endiguer la prolifération. Il devient difficile pour les EDANs de continuer de conditionner leur désarmement à la préalable éradication de ces crises.

De nombreux ENDANs ont critiqué la constante modernisation des armes nucléaires comme preuve évidente de la volonté des EDANs de garder indéfiniment celles-ci. L'arrêt de cette prolifération verticale serait perçu comme un signe de leur intention de s'engager sur la voie du désarmement. Cette course aux armements engloutit des sommes exorbitantes : selon Tim Wright (ICAN) environ trois milliards de dollars sont dépensés par les puissances nucléaires pendant les deux semaines de cette Prepcom.

Appuyant la récente déclaration de la Croix Rouge Internationale et du Croissant Rouge sur les conséquences humanitaires catastrophiques d'un conflit nucléaire, 16 États ont insisté sur le fait qu'une frappe nucléaire violerait toutes les lois internationales humanitaires, la Charte de l'ONU et les Conventions de Genève. Cette approche va certainement contribuer à délégitimer davantage l'arme nucléaire en rendant évidente l'absurdité de la dissuasion nucléaire comme garantie d'une quelconque sécurité pour quelque pays que ce soit.

L'article VI du TNP fait obligation à tous les États parties "d'engager de bonne foi des négociations... sur un traité de désarmement général et complet sous contrôle international". Le document final de la RevConf de 2010 mentionnait le "plan en cinq points" du Secrétaire Général de l'ONU et le modèle de Convention d'Élimination, malgré la forte opposition de quatre EDANs (Russie, États-Unis, France et Grande-Bretagne).

Dès cette première PrepCom, l'absolue nécessité de parvenir à un traité international d'élimination de toutes les armes nucléaires a été exprimée par plusieurs États, notamment ceux de la Coalition pour un Nouvel Agenda. Mais peu d'avancées ont été faites en ce sens, les EDANs estimant qu'il convient d'attendre le rapport sur leurs mesures effectives de désarmement, qu'ils doivent soumettre en 2014.

Cependant les 146 États favorables à une Convention d'Élimination et les organisations de la société civile ont bien l'intention de progresser sur cette question d'ici 2015.

L'attentisme et le fatalisme ne peuvent mener qu'au désastre irréparable pour tous. "La sécurité est indivisible. Ou bien la même sécurité existe pour tous, ou bien elle n'existe pour personne" (Gorbatchev). À chacun s'imposent le courage d'agir dans son pays et la fraternité d'agir ensemble au-delà des frontières pour obtenir l'abolition totale et définitive des armes nucléaires.

Sophie Morel

Administratrice du Réseau "Sortir du nucléaire"



La solidarité n'est pas un vain mot !

Un fort développement des aides aux groupes du Réseau

60 000 personnes ; c'est le nombre de personnes que les groupes et associations du Réseau "Sortir du nucléaire" ont réussi à mobiliser le 11 mars dernier pour protester contre le nucléaire et pour prôner les alternatives énergétiques. Cet événement majeur ne doit pourtant pas nous faire oublier l'action que mènent les groupes sur le terrain tout au long de l'année, pour sensibiliser nos concitoyens.



SDN 38, SDN 79, SDN 49, Stop Fessenheim, et bien d'autres, ont organisé depuis septembre dernier de nombreux événements ayant obtenu un soutien financier du Réseau. Foire, stand, colloque, forum, que ce soit pour l'impression de tracts, la réservation d'une salle, le montage d'un projet de mobilisation, le Réseau a répondu présent aux groupes et associations qui ont sollicité une subvention. L'enveloppe budgétaire des soutiens financiers alloués aura à peu près doublée par rapport à l'an dernier !

Solidaire à 100 % !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" ne restreint pas son aide à ses seuls groupes membres. Pour soutenir d'autres associations ou projets, nous avons mis en place depuis déjà plusieurs années un Fonds de solidarité. Cette année, nous avons ainsi pu verser 4 000 euros à l'association Les Enfants de Tchernobyl Belarus, qui soutient l'institut Belrad dans son indispensable action auprès des populations affectées par les retombées de Tchernobyl. Autres exemples : l'Association Française des Malades de la Thyroïde a également bénéficié de notre soutien, tout comme la Commission Réaction en Chaîne Humaine pour leur initiative extraordinaire à l'origine de la dynamique de la chaîne humaine du 11 mars ; nous avons assisté Philippe Billard, syndicaliste en pointe dans la lutte contre la contamination des travailleurs du nucléaire, en difficulté pour le paiement de ses frais de justice.

Mais aujourd'hui, 100 % du Fonds de solidarité ont été utilisés. Outre le soutien des sociétaires de la NEF qui ont fait le choix de reverser tout ou partie de leurs intérêts au Réseau, nous avons également besoin de vous pour renflouer le Fonds de solidarité ! Pour cela, faites un don dédié à la solidarité avec les associations et militants en lutte contre le nucléaire et pour les alternatives, en l'identifiant par le code AFDS (cf coupon-réponse, ou au verso de votre chèque).

Le Réseau "Sortir du nucléaire" est totalement indépendant sur le plan financier, c'est la générosité des sympathisants et des militants qui nous permet d'agir au quotidien ! C'est grâce à vous que la fédération existe et peut soutenir les luttes locales. Un grand merci s'impose, et la mobilisation continue !

Pour plus d'informations sur le compte Nature à la NEF : www.lanef.com/index.php

Vous avez une idée d'article ?

Vous souhaitez nous soumettre une idée d'article pour un futur numéro, sur un sujet lié au nucléaire ou aux alternatives, et dont nous n'avons jamais parlé ou pas récemment ?

De par votre activité professionnelle ou votre engagement militant, vous avez les connaissances nécessaires pour le rédiger vous-même ? Ou bien vous connaissez une personne qui maîtrise le sujet et pourrait faire partager son analyse dans nos colonnes ?

Alors n'hésitez pas à transmettre vos suggestions (avec précision et clarté svp) à Xavier Rabilloud, qui coordonne la revue trimestrielle "Sortir du nucléaire". Envoyez un courriel à : xavier.rabilloud@sortirdunucleaire.fr

Nous vous conseillons de nous proposer votre idée d'article avant d'en entamer la rédaction, pour nous permettre de vous répondre quant à notre intérêt pour le sujet, et le cas échéant, de convenir ensemble de la longueur de l'article et de l'angle à adopter pour traiter le thème concerné.

Vite, des infos !

Projet ICEDA : EDF freinée mais pas stoppée

Malgré l'annulation du permis de construire de l'installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés (ICEDA) prévue sur le site de la centrale du Bugey par le tribunal administratif de Lyon le 6 janvier 2012, EDF n'a nullement renoncé à ce projet de poubelle nucléaire destinée à accueillir les déchets de ses neuf réacteurs en démantèlement.



© EDF

En effet, d'une part, EDF a fait appel du jugement du 6 janvier. Par cette décision, le tribunal administratif de Lyon avait annulé le permis de construire de ICEDA pour non-conformité au plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Vulbas. L'audience en appel a eu lieu le 31 mai 2012. La Cour administrative de Lyon a finalement confirmé l'annulation du permis de construire.

D'autre part, la commune de Saint-Vulbas a décidé d'engager une procédure de révision simplifiée de son plan local d'urbanisme afin de permettre à EDF de déposer un nouveau permis de construire. L'enquête publique a eu lieu du 18 juin au 20 juillet 2012. La révision devrait intervenir à l'automne...

Centrale de Cattenom : le Parquet de Thionville ouvre une enquête

Le 18 janvier 2012, EDF a déclaré à l'ASN l'absence de dispositif casse-siphon sur les tuyauteries de refroidissement des piscines d'entreposage des combustibles des réacteurs 2 et 3 de la centrale de Cattenom, détectée lors d'un contrôle interne. Ce dispositif est destiné à empêcher les tuyauteries d'aspirer l'eau de la piscine par un phénomène de siphon, ce qui conduirait à une baisse du niveau de l'eau.

Cette non-conformité constitue une dégradation des dispositions de défense en profondeur. De plus, l'exploitant a déclaré cet incident plus de 28 jours après sa constatation, alors que la réglementation exige une déclaration sans délai.

Le 28 février 2012, le Réseau "Sortir du nucléaire" a déposé une plainte. Le Parquet de Thionville a alors décidé d'ouvrir une enquête. Le Réseau a été entendu par les services de police dans le cadre de cette affaire.

Golfech : un déversement radioactif qui ne restera pas impuni...

En janvier 2010, 450 litres d'effluents radioactifs provenant de la centrale de Golfech ont été accidentellement déversés dans le milieu naturel.

Le 5 novembre 2010, le Réseau "Sortir du nucléaire", FNE Midi-Pyrénées et les Amis de la Terre Midi-Pyrénées, soutenus par de nombreuses associations locales, ont décidé de porter plainte. Le Parquet n'ayant pas poursuivi ces faits, EDF a été citée directement devant les juridictions.

L'audience en première instance a eu lieu le jeudi 26 janvier 2012, au tribunal de police de Castelsarrasin. Le Parquet a retenu deux infractions et a requis une amende de 1000 euros pour chacune d'entre elles.

Le 29 mars 2012, le tribunal a relaxé purement et simplement EDF. Le Réseau et le Parquet ont donc fait appel de cette décision. L'audience devant la Cour d'appel de Toulouse aura lieu le 1er octobre 2012, à 14h.

Toute notre actualité juridique sur : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Juriblog>

Un film à soutenir : "Nucléaire : la voie du génocide"

Crépuscule à Tennant Creek dans le territoire du Nord de l'Australie... des Aborigènes divaguent, d'autres hurlent leur mal de vivre sur ce continent sacrifié sur l'autel du profit, contre ce pays qui, année après année, leur vole tout avenir à travers un apartheid larvé, sournois, omniprésent et terriblement puissant. Territoires sacrés confisqués, habitat imposé, malversations devenues normalité, transmission de leur culture empêchée, droits fondamentaux de l'humain ignorés, rien ne leur est épargné !

Pourquoi une société aussi évoluée que l'Australie peut-elle devenir le creuset d'un racisme dirigé contre un peuple, les Aborigènes, culturellement implanté sur ce territoire depuis 40 000 ans, au point de mener un génocide ?

Comment justifier le contraste entre d'une part, l'horreur de la destruction systématique d'un

Colonne de gauche :
Le chantier de l'installation
ICEDA début avril 2012.



peuple et d'autre part sa culture et son mode de vie, incroyablement riches, colorés, variés et respectueux ?

Summum de l'incohérence de l'Homme vis-à-vis de ses congénères et de son environnement !

Cette politique initiée par les premiers colons, bagnards britanniques, après avoir diminué dans les années 1990, a repris avec encore plus de force grâce au lobby nucléaire jusqu'à devenir la normalité entrepreneuriale.

L'extraction d'uranium, dont l'Australie possède d'énormes réserves, et un projet titanesque d'enfouissement de déchets nucléaires sont prétextes à toutes les exactions ; ou comment ce gâteau jaune (on nomme "yellow cake" le concentré d'uranium) provoque, de la mine à la mort, des désastres humains et environnementaux en chaîne.

Certains ont décidé d'agir et de lutter. Il nous faut soutenir leur combat. C'est tout l'objectif de ce film de 52 mn "Nucléaire : la voie du génocide", qu'il y a une vraie urgence à sortir avant fin 2012. L'avenir du peuple aborigène se joue maintenant !

Pour cela nous avons besoin de vous. Vous pouvez nous aider en consultant la maquette du film sur le site www.touscoprod.com et en apportant votre contribution à hauteur de l'enjeu : la survie des Aborigènes.

Merci infiniment, pour eux !

Vanessa Escalante et François Mativet

Pour soutenir financièrement le projet, c'est facile, rendez-vous sur www.touscoprod.com/project/produce?id=296

Danemark : objectif 50 % d'électricité éolienne en 2020

Le 22 mars dernier, sept des huit partis du Parlement danois sont parvenus à un accord ambitieux sur l'énergie. Seule l'Alliance libérale a refusé d'y souscrire, souhaitant plus de nucléaire.

Cet accord se concentre sur les économies d'énergie et promeut les énergies renouvelables dans tous les secteurs. À l'horizon 2020, il vise une réduction de 12 % de la consommation énergétique par rapport à 2006, une production d'énergie à 35 % d'origine



DR

renouvelable et 50 % de l'électricité d'origine éolienne (soit un doublement de la proportion actuelle). À terme, l'objectif affirmé est celui d'un Danemark utilisant une énergie 100 % renouvelable en 2050.

L'accord se décline sous forme de nombreuses mesures concrètes, réglementaires, financières et autres, concernant tous les secteurs de la société (habitat, industrie, tertiaire, transports, etc.).

Un exemple à suivre !

Synthèse de l'accord (en anglais) :

www.kemin.dk/Documents/Presse/2012/Energiaftale/FAKTA%20UK%201.pdf

Source : Ministère danois pour le Climat, l'Énergie et le Bâtiment

Australie : le gisement de Kongarra définitivement soustrait aux appétits d'Areva

L'info est tombée le 1er juin : Jeffrey Lee, dont nous avons déjà évoqué la lutte contre Areva dans la revue n°53 (p.29-30), vient de remporter une victoire définitive.



© mavinjess

Kongarra, une zone sur laquelle Jeffrey exerce une responsabilité en tant que représentant du clan des Djok dont elle est le territoire, va être incluse dans le périmètre du Parc national du Kakadu. Ce sont 1200 hectares riches en uranium qui sont ainsi définitivement soustraits aux ambitions extractivistes de l'industrie nucléaire. Ainsi en a décidé le Northern Land Council, faisant suite à une décision favorable du gouvernement en ce sens il y a deux ans.

Source : www.abc.net, Emma Masters

Victoire en Bulgarie : abandon définitif du projet de la centrale de Belene

Le gouvernement bulgare a officiellement annoncé l'abandon du projet de centrale nucléaire de Belene le 28 mars dernier.

Jan Haverkamp, spécialiste du nucléaire pour Greenpeace déclare : "Nous sommes très heureux que la Bulgarie ait tiré un trait définitif sur le projet de centrale nucléaire de Belene. La centrale devait être construite sur une zone sismique active où, en 1977, 120 personnes ont perdu la vie dans un séisme à 14 km seulement du lieu prévu pour la construction. Le gouvernement bulgare a enfin reconnu que le manque de sûreté, les coûts financiers élevés et la dépendance énergétique envers la Russie ne pouvaient être ignorés. C'est un grand jour pour toutes les personnes qui depuis plus de 25 ans se sont opposées à ce projet."



La forte opposition des populations locales avait permis d'annuler le projet Belene une première fois en 1992 en raison de ses impacts environnementaux et du ralentissement économique consécutif à la chute du communisme. Quand la relance du projet a été envisagée en 2002, la mobilisation locale s'est renforcée. La situation est devenue particulièrement tendue en 2004 lorsque des militants reçurent des menaces de mort après avoir intenté une action en justice pour dénoncer les carences de l'évaluation d'impact environnemental.

Yann Louvel, référent de la campagne Responsabilité des acteurs financiers aux Amis de la Terre France analyse : "L'abandon officiel du projet de centrale nucléaire de Belene envoie, aux banques françaises en particulier, un signal clair : le secteur électronucléaire ne se relèvera pas de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Investir dans des centrales atomiques n'a jamais été aussi risqué, tant financièrement qu'en termes de mauvaise réputation auprès des consommateurs. Les banques françaises doivent tirer la leçon de l'abandon de Belene en cessant de financer l'industrie nucléaire pour investir massivement dans la sobriété énergétique et les énergies renouvelables. Nous exigeons qu'elles se retirent immédiatement des projets nucléaires les plus controversés, à commencer par ceux d'Angra 3 au Brésil et de Jaitapur en Inde. Comme pour Belene, nous continuerons à les affronter jusqu'à avoir gain de cause."

Source : Les Amis de la Terre France

Malgré la mobilisation, le Premier ministre japonais relance deux réacteurs

Lancée en mai 2011 par des organisations japonaises, la pétition internationale "Adieu aux centrales nucléaires" avait déjà recueilli 7,23 millions de signatures début juin. La pétition demandait :

- ◆ l'annulation des projets de construction de nouvelles centrales, et la planification de l'arrêt des centrales existantes
- ◆ la fermeture définitive du réacteur "surgénérateur" de Monju et de l'usine de retraitement de déchets de Tokkaimura, installations utilisant ou séparant du plutonium
- ◆ une transition immédiate de la politique énergétique vers des économies d'énergie et un recentrage sur les énergies naturelles.

L'opération est activement soutenue par l'écrivain prix Nobel de littérature Kenzaburo Oé (qui a recueilli lui-même des signatures dans la rue) et le compositeur et pianiste Ryuichi Sakamoto.

Malgré 7,2 millions de signatures, la présence probable d'une faille sismique active sous la centrale d'Ohu et un centre de gestion de crise facilement inondable en cas de tsunami, le Premier ministre Yoshihiko Noda a décidé le 16 juin le redémarrage des réacteurs 3 et 4 de cette centrale. Manifestations à répétition devant la résidence officielle du Premier ministre (11 000 durant la réunion qui a abouti à cette décision, environ 170 000 le 29 juin, les organisateurs en espèrent 300 000 début juillet) ; des milliers de manifestants sous la pluie à la centrale d'Ohu pour protester contre son redémarrage, le 1^{er} juillet... les Japonais sont toujours plus nombreux à résister !

Presque trois réacteurs nucléaires pour faire le café...

L'Union européenne a récemment décidé de réglementer l'efficacité énergétique des machines à café. Cela paraît à première vue anecdotique... si ce n'est qu'en 2010, 110 millions de machines à café étaient en service dans l'Union, consommant autant d'électricité que les ménages autrichiens : 17 TWh par an, une quantité d'électricité qui équivaut à la production annuelle de près de trois réacteurs nucléaires de 900 MWe ! Vingt millions de machines à café sont vendues chaque année dans les 27 États membres...

En ajoutant les consommables (filtre, capsules) dans le calcul, la charge pour l'environnement devient encore plus élevée, sans parler de l'impact environnemental de la production de café et du transport.

Source : CLER & Net



Colonne de gauche : Action de Greenpeace contre le projet de centrale nucléaire à Belene (Bulgarie).



Un danger mondial : les combustibles usés de Fukushima

Dans le bâtiment du réacteur n°4 de la centrale de Fukushima Daiichi, la piscine de stockage des combustibles usés risque de s'effondrer si un nouveau séisme important se produisait à proximité du site – ce que craignent des géologues. Il s'ensuivrait une catastrophe d'une ampleur sans précédent, d'un ordre de gravité encore bien supérieur à celui de Tchernobyl.

La structure de cette piscine a subi d'énormes contraintes mécaniques et thermiques lors des explosions et incendies qui ont eu lieu en mars 2011. Perchée à 30 mètres au-dessus du sol, elle contient 1535 assemblages combustibles, soit environ 264 tonnes de matériaux extrêmement radioactifs.

Des assemblages combustibles usés stockés dans la piscine du réacteur n°4 à Fukushima, après l'explosion du bâtiment.



© Tepco

Des géologues craignent un nouveau séisme à Fukushima

Une étude publiée mi-février 2012 montre que le risque sismique sur le site de la centrale nucléaire de Fukushima s'est accru depuis le séisme de magnitude 9 qui a frappé le Japon le 11 mars 2011 : il a en effet réactivé une faille sismique proche de la centrale.

Selon Dapeng Zhao, professeur de géophysique à la Tohoku University et directeur de l'étude, "dans la mesure où un séisme important s'est produit à Iwaki il y a peu de temps, nous pensons qu'il est possible qu'un séisme de magnitude similaire se produise à Fukushima."

Le 11 avril 2011, un séisme de magnitude 7 a en effet frappé Iwaki, à 60 km au sud-ouest de la centrale de Fukushima. Dans la zone, le réseau de sismographes japonais a enregistré plus de 24 000 secousses du 11 mars au 27 octobre 2011. Seulement 1300 secousses avaient été détectées pendant les neuf années précédentes...

"Je pense que les dommages à la structure du réacteur n°4 sont si importants que, si un séisme de magnitude 7,5 se produit, le réacteur n'y résistera pas." C'est l'avis d'Arnie Gundersen, expert en sûreté nucléaire aux États-Unis depuis quelque 40 ans.

Une catastrophe bien pire que Tchernobyl

Selon Robert Alvarez, expert reconnu des questions nucléaires, ex-conseiller auprès du Federal Department of Energy du gouvernement américain (1993-1999), si la piscine du réacteur 4 s'effondrait, "il pourrait en résulter un incendie radiologique catastrophique, avec près de dix fois la quantité de césium-137 relâchée par la catastrophe de Tchernobyl."

Les quelque 1138 assemblages combustibles usés stockés dans l'ensemble de la centrale de Fukushima contiennent environ 134 millions de curies de césium-137, soit à peu près 85 fois la quantité de ce radioélément relâchée par Tchernobyl. Arnie Gundersen estime qu' "il y a plus de césium dans la piscine du réacteur 4 actuellement, que n'en ont dispersé l'ensemble des essais atmosphériques de bombes atomiques. La situation est donc grave."

Gundersen explique que si le combustible n'était plus refroidi sous eau, mais exposé à l'air et entassé après un effondrement, un incendie se déclencherait (atteignant quelque 1000°C), impossible à éteindre. "Le combustible nucléaire devrait brûler entièrement avant que l'incendie ne s'éteigne. Avec un tel incendie, toute la radioactivité du combustible s'élèverait dans l'atmosphère et se disperserait au-dessus du Japon et du monde."

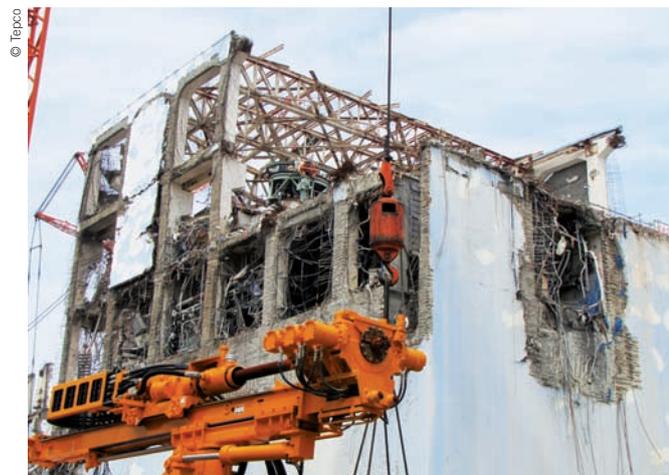
Selon une étude remise à la NRC (l'autorité de sûreté nucléaire américaine) en 1997 par le Brookhaven National Laboratory, les dégâts résultant de l'incendie d'une piscine à combustibles sur un réacteur à eau bouillante pourraient coûter jusqu'à 700 milliards de dollars actuels ; les décès par cancers pourraient toucher 138 000 personnes dans un rayon de 800 km autour du réacteur concerné.

Pour Arnie Gundersen, expert en sûreté nucléaire, le réacteur n°4 ne résisterait pas à un nouveau séisme de magnitude 7,5 sur l'échelle de Richter.



DR

Colonne de droite :
Le bâtiment du réacteur 4
le 28 mai 2012.



© Tepco

Pour Gundersen "dans le pire des cas, [l'effondrement de la piscine] pourrait impliquer l'évacuation de Tokyo. Cela pourrait aussi couper en deux le Japon, la partie nord étant séparée de la partie sud du pays par une bande de territoire contaminé."

Même les "liquidateurs" ne pourraient plus approcher le site

Olivier Isnard, chercheur de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire français, a reconnu lors d'une conférence à l'ambassade de France à Tokyo le 17 juillet 2011 que, si la piscine s'effondrait, "il n'y a pas un humain qui serait en mesure d'approcher le site."

Ce que confirme Yukiteru Naka, qui a participé en tant qu'ingénieur nucléaire à la construction de la centrale de Fukushima : "La piscine est actuellement refroidie par un système temporaire. Mais les conduits s'étendent sur des dizaines de kilomètres et étant donné que c'est une construction provisoire, ce n'est pas censé résister aux secousses sismiques. Il n'y a pas assez de maintenance. Les tuyaux courent à travers les décombres. J'estime qu'il faudrait peu de temps pour vider la piscine si les tuyaux étaient endommagés et causaient une fuite. Les émissions de matières radioactives seraient si élevées que personne ne pourrait s'approcher."

Autrement dit, l'effondrement de la piscine du réacteur 4 provoquerait une perte de contrôle totale sur l'ensemble du site de Fukushima, qui contient plus de 2000 tonnes de combustibles usés (sans parler des combustibles encore présents dans les cœurs, soit environ 480 tonnes).

Deux diplomates japonais tirent la sonnette d'alarme

Le diplomate japonais Akio Matsumura estime qu' "il n'est pas exagéré de parler de catastrophe mondiale" si la piscine n°4 s'effondrait. Le 22 mars 2012, Mitsuhei Murata, ex-ambassadeur du Japon en Suisse et au Sénégal, expliquait au Comité budgétaire de la Chambre des Conseillers (l'équivalent du Sénat français) que "non seulement les six réacteurs de la centrale devraient être arrêtés, mais cela affecterait aussi la piscine de stockage commune

[complémentaire aux piscines propres à chaque réacteur] qui contient 6375 assemblages combustibles [équivalent à 1097 tonnes de matériaux], située à 50 mètres du réacteur n°4. [...] Cela provoquerait une catastrophe mondiale sans précédent."

L'ex-ambassadeur a envoyé une lettre au Premier ministre Yoshihiko Noda pour lui demander qu'une action forte soit entreprise. Dans une lettre adressée le 25 mai au secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-moon, Mitsuhei Murata enfonçait le clou : "Il n'est pas exagéré d'affirmer que le destin du Japon et du monde entier dépend du réacteur n°4."

Un sénateur américain en appelle à l'aide internationale

Le 16 avril 2012, après une visite sur le site de Fukushima, le sénateur américain Ron Wyden a adressé une lettre à Ichiro Fujisaki, l'ambassadeur du Japon aux États-Unis, ainsi qu'à Hillary Clinton (secrétaire d'État aux Affaires étrangères) et à Steven Chu (secrétaire d'État à l'Énergie). Wyden y écrivait que "l'ampleur des dommages subis par les réacteurs et la zone environnante est bien pire que ce [qu'il avait] imaginé, et l'ampleur du défi pour l'exploitant, le gouvernement du Japon et les habitants de la région est redoutable." Il ajoutait que "Le statut précaire des réacteurs de Fukushima Daiichi et le risque que représente l'énorme inventaire de matériaux radioactifs et de combustible usé en cas de séismes ultérieurs devraient être un sujet de préoccupation pour tous, et devrait concentrer de plus grands efforts d'assistance internationale."

Wyden a fortement incité M. Fujisaki à accepter une aide internationale pour accélérer les opérations de retrait des combustibles usés et éviter toute nouvelle catastrophe.

La société civile japonaise cherche à mobiliser les Nations-Unies

Le 1er mai, 72 organisations japonaises ont adressé une lettre ouverte à Ban Ki-Moon, exhortant le secrétaire général de l'ONU à ce que les Nations Unies organisent "un Sommet sur la Sécurité Nucléaire pour s'atteler au problème crucial de la piscine de stockage des combustibles usés du réacteur n°4 de Fukushima Daiichi". Elles expliquent que "les Nations Unies devraient mettre en place un groupe indépendant d'évaluation de la situation du réacteur n°4 et coordonner l'assistance internationale avec pour objectif la stabilisation des combustibles usés du réacteur". Malheureusement, alors que nous nous apprêtons à boucler cette revue, une lettre de réponse du secrétariat des Nations Unies leur parvenait : les mots "réacteur n°4" et "combustibles usés" n'y apparaissent même pas.

Xavier Rabilloud

Salarié du Réseau "Sortir du nucléaire"



© NEI

Un technicien déplace un assemblage de combustible usé en le maintenant sous eau, pour l'insérer dans la piscine de stockage des combustibles usés d'un réacteur à eau bouillante, similaire à ceux de Fukushima.

Une version longue de cet article, plus complète et incluant l'ensemble des sources, est consultable sur notre site : www.sortirdunucleaire.org

Colonne de gauche : Des techniciens examinent un assemblage combustible à la centrale nucléaire de Bellefonte (États-Unis). Cet assemblage neuf, n'ayant pas encore été utilisé en réacteur, ne contient pas de produits de fission hautement radioactifs mais "seulement" des pastilles d'oxyde d'uranium.



© Jen Niedzweila

Bandajevski au Japon un scientifique témoigne

Le Professeur Yury Bandajevski, fondateur de l'université d'État de médecine de Gomel au Bélarus, et auteur de découvertes sur l'impact de la radioactivité sur la santé, revient du Japon. Il y a été invité un an après la catastrophe de Fukushima pour donner des conférences et réaliser des séminaires de formation médicale sur le thème de la radioprotection. David Sheehan s'est entretenu avec lui à son retour.

Q : Pouvez-vous nous parler de votre séjour ?

Y.B. : Pendant les douze jours de mon séjour, j'ai donné dix conférences qui ont eu lieu le soir, et pendant la journée, j'ai animé des séminaires avec les médecins. Ces conférences ont eu lieu dans le cadre du projet "Protection contre la radiation", dirigé par M. Kinoshita Kota, journaliste indépendant qui m'a accueilli de façon très chaleureuse et qui m'a accompagné tout au long de mon séjour. M. Kota serait d'accord pour mettre sur pied une alliance internationale pour donner davantage de visibilité et de soutien à nos actions. Je souhaiterais par ailleurs organiser une conférence internationale à Kiev dans un avenir proche afin de créer cette nouvelle alliance qui aura comme but de contrôler ce qui se passe dans les zones contaminées. L'association "Les Amis de Bandajevski" fera bien sûr également partie de ce projet.

un travail commun et une coopération sur le problème de la protection de la santé des populations contre l'effet des radiations. L'alliance internationale que nous souhaitons mettre sur pied travaillera bien sûr sur des bases scientifiques.

Q : Comment les Japonais ont-ils réagi par rapport à cet accident ?

Y.B. : C'est clair que les Japonais ont compris que pour faire face aux silences du gouvernement, il faut réagir. Des milliers de Japonais s'inquiètent pour leur avenir et surtout pour l'avenir de leurs enfants. Ils veulent en savoir plus et ils savent qu'ils ne peuvent pas toujours compter sur leur gouvernement pour avoir des informations fiables. Des habitants de Tokyo par exemple se sont organisés et se sont procuré des compteurs Geiger assez sophistiqués. Ils ont enregistré des taux de radioactivité très élevés qui les inquiètent beaucoup. En conséquence, de nombreux habitants de Tokyo ont quitté la ville pour des habitations précaires certes, mais qui se trouvent au moins dans des régions moins contaminées. Pendant notre visite à Tokyo, j'ai vu un certain nombre de familles qui revenaient voir leurs maisons abandonnées après une année d'absence. C'était déchirant à voir.

Q : Les Japonais sont-ils mobilisés ?

Y.B. : Oui, c'est incroyable le niveau de mobilisation que j'ai vu pendant de mon séjour. Ils sont bien plus mobilisés que ne l'ont été les peuples dans les zones contaminées en Biélorussie, Ukraine ou en Russie suite à l'accident de Tchernobyl. Le peuple japonais est très gentil et très cultivé. Mais ils sont aussi en colère auprès d'un gouvernement qu'ils perçoivent comme dépassé par cette catastrophe nucléaire. Par ailleurs ils sont solidaires entre eux et savent qu'il faut s'organiser pour pouvoir avancer. C'est très important car une telle mobilisation nous permettra, je l'espère, de mettre en place un programme efficace de protection de la santé.

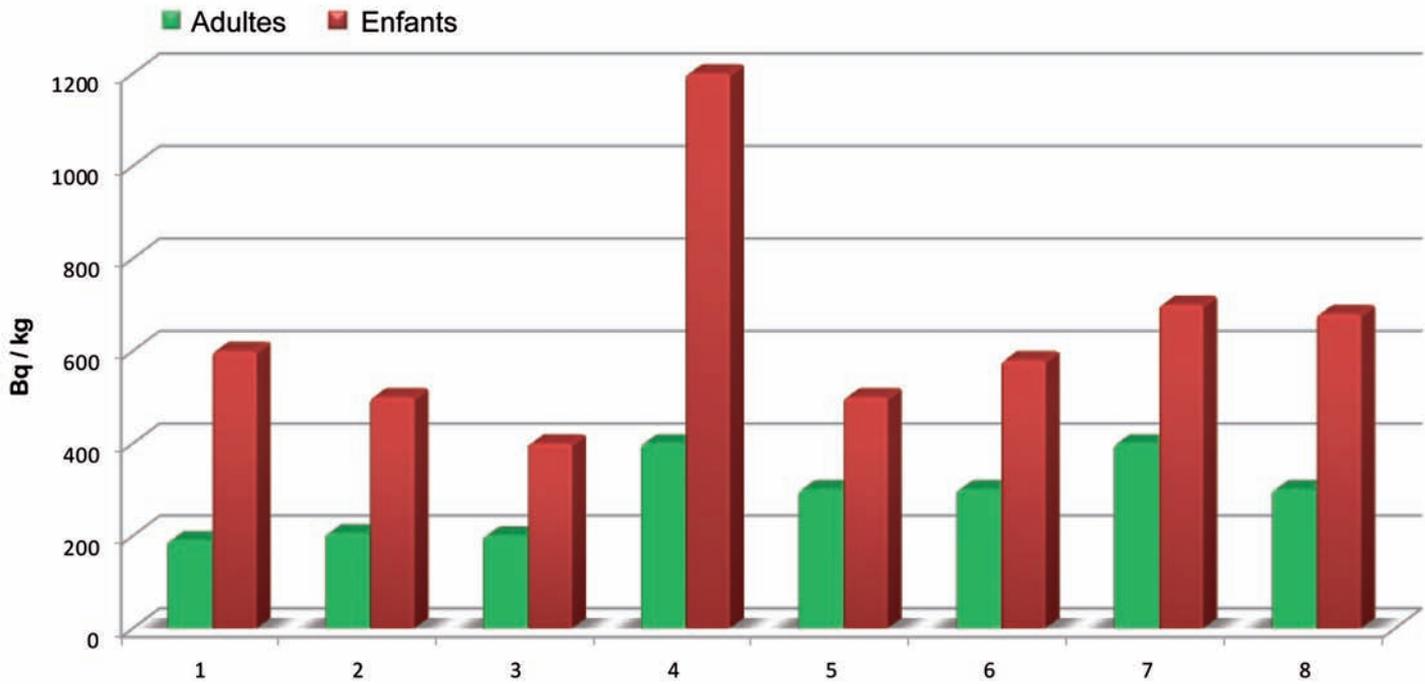
Q : Pourquoi ces silences de la part du gouvernement ?

Y.B. : C'est un véritable paradoxe. La culture japonaise est une culture millénaire et le Japon est en avance sur l'Europe dans certains domaines. Le développement de son économie, l'activité de sa diaspora, lui donnent



Q : Pouvez-vous donner plus de détails sur le but de cette alliance ?

Y.B. : Comme vous pouvez le voir sur notre site <http://chernobyl-today.org/> nos amis japonais nous écrivent pour nous demander de poursuivre



1 - Myocarde ; 2 - Cerveau ; 3 - Foie ; 4 - Glande thyroïde ; 5 - Reins ; 6 - Rate ; 7 - Muscles squelettiques ; 8 - Intestin grêle.

certaines possibilités dans le traitement des conséquences de Fukushima, je pense par exemple à la fourniture de nourriture propre. Et cependant nous avons vu que l'information des citoyens sur cette catastrophe n'est pas satisfaisante. C'était pareil dans le cas de l'accident de Tchernobyl. À l'époque, le lobby nucléaire était très présent dans le gouvernement de l'Union Soviétique et avait verrouillé la diffusion de l'information. Qu'il s'agisse d'un régime autoritaire comme celui de l'Union Soviétique de l'époque, ou bien d'une démocratie moderne comme celle du Japon de maintenant, le processus de dissimulation d'informations est similaire.

Q : Les faibles doses de radioactivité posent-elles problème ?

Y.B. : Nous avons constaté dans nos recherches que même des faibles doses de radioactivité, voire de très faibles doses, une fois qu'elles sont introduites dans l'organisme, sont déjà des facteurs de risques importants pour la santé. Par contre, les gouvernements en Ukraine, en Russie et en Biélorussie prétendent qu'il y a un seuil en dessous duquel la radioactivité ne présente aucun danger. Nos recherches démontrent le contraire. C'est particulièrement grave pour le césium 137 qui peut atteindre tous les organes, y compris le cerveau. Le césium radioactif perturbe l'équilibre énergétique cellulaire. Un déséquilibre s'instaure dans l'organisme.

Q : La santé des habitants des zones contaminées est donc en danger?

Y.B. : Oui, malheureusement. Les problèmes cardio-vasculaires affectent les enfants. Lorsque les habitants de ces zones consomment des produits

alimentaires contaminés avec des radionucléides - et ils en consomment tous les jours - il faut obligatoirement leur faire passer des contrôles, surtout aux enfants. Il s'agit d'un processus pathologique de base bien connu par les médecins. À partir du graphique ci-contre, vous pouvez comprendre pourquoi ces enfants sont malades.

Q : Vous avez souligné l'importance des problèmes cardio-vasculaires.

Y.B. : Oui, évidemment. L'exposition à la pollution radioactive augmente les risques de perturbation du système cardio-vasculaire des enfants qui sont la base de pathologies cardiaques à l'âge adulte comme cela est expliqué dans le livre que je viens de publier aux éditions Yves Michel. Et nous savons que d'autres pathologies non cancéreuses et cancéreuses se sont considérablement développées dans les zones contaminées par Tchernobyl. Les populations des zones contaminées japonaises sont exposées.

Q : Pouvez-vous faire le point sur vos travaux actuels ?

Y.B. : Nous essayons de prendre en compte la problématique de l'état de santé des habitants dans les zones contaminées dans sa globalité. En effet, si l'exposition chronique à la radioactivité est l'un de ses déterminants principaux, d'autres éléments chimiques et biologiques peuvent aussi contaminer le corps des habitants de ces zones. Nous manquons d'études sur les conséquences de l'interaction entre des éléments radioactifs et des polluants chimiques et biologiques. Nous tentons de mieux comprendre ce qui provoque les dysfonctionnements du système immunitaire et endocrinien si répandus parmi les habitants des zones contaminées.

Graphique ci-dessus : Accumulation de Cs-137 dans les viscères des adultes et enfants de la région de Gomel mesurée par radiométrie lors des autopsies en 1997 et 1998. (Yu. I. Bandazhevsky, 1999, 2003).

Le Cs-137, ingéré de façon chronique par voie alimentaire, s'accumule dans plusieurs organes vitaux : la glande thyroïde, le cœur, les reins, la rate, le foie et le cerveau ; le degré de concentration étant variable.

Par exemple, les éleveurs de viande bovine utilisent beaucoup d'antibiotiques pour maintenir en bonne santé leurs animaux avant l'abattage. Lorsque vous habitez dans une zone contaminée, et lorsque vous consommez de la viande ayant absorbé des produits antibiotiques, ces antibiotiques peuvent produire des résultats complexes dans votre organisme, du fait des modifications du foie, du système immunitaire... induites par l'exposition chronique aux radio-éléments. La science et la médecine doivent se pencher sur ces questions et conduire des recherches plus approfondies.

Q : Que pouvons-nous faire concrètement pour faire avancer la situation ?

Y.B. : Dans un premier temps il faut qu'il y ait accès à une information objective. Et pour ce faire il faut qu'il y ait un outil pour pouvoir mesurer et diffuser

le niveau de contamination radioactive des habitants et des aliments dans les différentes régions contaminées. Les connaissances pour mettre en place une telle infrastructure existent déjà et les Japonais sont tout à fait à même de la mettre en place. Ensuite il faut tout faire pour bloquer les sources ou les origines des ces éléments radioactifs. Les aliments contaminés comme la viande, le lait, le fromage ou la laitue par exemple, ne doivent en aucun cas être consommés et doivent être détruits. Un grand avantage pour le Japon c'est les réseaux d'organisation sociale qui sont très forts et qui pourraient permettre de mettre en place un service "nutrition propre" dans les zones contaminées. Il va de soi que les aliments ne peuvent provenir des territoires contaminés.

Q : Est-ce que vous êtes optimiste pour les Japonais ?

Y.B. : La situation est tragique mais les Japonais sont très bien organisés sur le plan social. Ils réfléchissent bien ensemble et ils écoutent bien et ils apprennent vite. J'étais notamment très impressionné lors des séminaires avec les médecins par leur niveau d'écoute et par la qualité des questions qu'ils me posaient.

Propos recueillis par David Sheehan

(association Les Amis de Bandajevski) en mai 2012.

Le parcours de Yury Bandajevski

1990-1999 : fondateur et recteur de l'institut de médecine de Gomel (Biélarus), au cœur des zones contaminées par la radioactivité. Formation de médecins et du personnel médical pour la prise en charge des liquidateurs et des victimes de l'accident de Tchernobyl. Recherche médicale.

1999 : arrêté, puis condamné à huit ans d'emprisonnement pour avoir dénoncé publiquement les effets de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. Adopté comme prisonnier d'opinion par Amnesty International.

2006 : membre de nombreuses académies de médecine dans le monde, sorti de prison et persona non grata au Biélarus, Yury Bandajevski est accueilli en France.

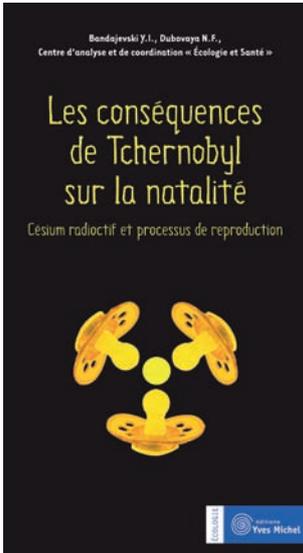
2009 : cherchant à se rapprocher des zones contaminées, Yury Bandajevski s'installe à Kiev, où il fonde un centre international "Écologie et Santé" pour venir en aide aux victimes de Tchernobyl, diffuser de l'information scientifique indépendante et favoriser les échanges entre l'Europe occidentale et les habitants des territoires contaminés par la radioactivité en Europe et maintenant au Japon.

2012 : après différentes publications en Ukraine, en Italie et au Japon, il publie deux livres en français sur la santé des habitants des zones contaminées, aux éditions Yves Michel.

Les conséquences de Tchernobyl sur la santé
Le système cardiovasculaire et l'incorporation de radionucléides Cs-137

Bandajevski Y.I., Bandajevskaya G.S., Centre d'analyse et de coordination "Écologie et Santé"

Les conséquences de Tchernobyl sur la natalité
Césium radioactif et processus de reproduction
Bandajevski Y.I., Dubovaya N.F., Centre d'analyse et de coordination "Écologie et Santé"



Penly : l' "incident technique" était bien un accident

Le 5 avril 2012, un incendie se déclenche sur une pompe du circuit primaire de la centrale nucléaire de Penly, suivi par une importante fuite d'eau. Incident sous contrôle... ou véritable accident ?

Un événement minimisé

À première vue, ça n'avait pas l'air bien méchant, ce qui s'était produit au réacteur n°2 de Penly ce 5 avril vers 13 h : un "départ de feu" (qu'on imagine aussitôt arrêté), dû à une fuite de lubrifiant. "Deux petites flaques d'huile", selon les mots d'EDF. L'arrêt immédiat du réacteur avait été déclenché. Plus tard une fuite d'eau s'était déclarée sur une vanne, mais avait été maîtrisée ; pour Henri Proglio, PDG d'EDF, il ne s'agissait que d'un incident technique.

Il y avait pourtant de quoi s'inquiéter. L'incendie, puis la fuite d'eau avait eu lieu sur une pompe du circuit primaire, qui assure en continu le refroidissement du combustible nucléaire. Cet équipement particulièrement important pour la sûreté aurait donc dû être surveillé de près. On remarquera aussi qu'entre le signalement de l'événement et l'intervention des pompiers, près d'une heure s'était écoulée.

Un véritable accident

Quelques jours plus tard, une lettre d'inspection de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) fait cependant état de dégâts bien plus importants que les déclarations lénifiantes d'EDF ne le laissent supposer. On est loin des "petites flaques" : la fuite d'huile à l'origine du "départ de feu" a aspergé planchers, charpentes et équipements. C'est bien un incendie d'hydrocarbures qui a eu lieu, qui a apparemment mis les joints de la pompe à dure épreuve, déclenchant une fuite de liquide réfrigérant dans des proportions peu anodines. Par ailleurs, les vannes manipulées par les techniciens pour maîtriser la fuite d'eau se sont refermées "de manière inattendue" ; certaines sont sérieusement endommagées. On comprend que le réacteur ne redémarrera pas de sitôt.

Par ailleurs, selon des documents internes à EDF parvenus au Réseau "Sortir du nucléaire", cet "incident technique" - perte de réfrigérant primaire - devrait être classé parmi les "accidents de très faible fréquence". On y apprend également qu'un accident similaire, lié à des joints mal adaptés, s'était produit quelques années auparavant sur un autre réacteur de Penly.

Une sûreté dégradée

Cet accident est survenu sur un réacteur relativement récent et censé avoir passé avec succès l'épreuve des "stress tests", ce qui en dit long sur la fiabilité de ces évaluations de sûreté.



© Pascal Rossignol - Reuters

Il est difficile d'en identifier les causes, qui sont probablement multiples. Défaut générique ? Usure accélérée des équipements, hypothèse avancée par des travailleurs de la centrale qui pointent une fragilisation des tuyauteries liée au mode de pilotage du réacteur ? Surtout, il est probable que la fuite d'huile qui a déclenché l'incendie et le comportement imprévu des vannes soient liés à une maintenance déficiente, conséquence des conditions de travail dégradées des travailleurs. Sur le site "Ma zone contrôlée va mal", géré par des sous-traitants du nucléaire, on peut d'ailleurs lire le dialogue fictif suivant :

"Allo Penly ! Allo, ici le Président de la République. Qui a fait la maintenance sur cette pompe l'an dernier ?" Le directeur [de la centrale]: "Euh, un sous-traitant, évidemment !". "Le Dossier de Suivi de l'Intervention que vous allez présenter à l'ASN est conforme aux exigences de qualité, n'est-ce pas ?" "Euh, oui Monsieur le Président, il est conforme ! Mais nous savons que dans l'équipe qui a réalisé cette maintenance, sur quatre intervenants, il n'y avait qu'un seul agent confirmé en mécanique, les trois autres n'étaient pas du métier, un coiffeur, un paysagiste et un pâtissier complétaient l'équipe ! [...] C'est comme ça depuis la privatisation d'EDF ! Aujourd'hui tout repose sur l'expérience des anciens et comme convenu M. le Président, les nouveaux entrants sont eux très polyvalents et forcément corvéables à souhait !"

Charlotte Mijeon

Chargée de communication
du Réseau "Sortir du nucléaire"

Notes :

1 : www.ma-zone-controlee.com/?p=23549

Pour aller plus loin :

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/Documents-internes-a-EDF>

Falea : des Maliens se mobilisent contre une mine d'uranium

La commune de Falea, située dans la région de Kayes, dans le cercle¹ de Kenieba, au sud-ouest du Mali, composée de 21 villages soit 17 000 habitants, est une des trois zones au Mali menacée par l'exploitation uranifère. La société Rockgate a un permis d'exploration sur le tiers de la commune, et en a débuté l'exploration en 2007.

Les réserves totales en uranium correspondraient à l'équivalent de la production annuelle d'Areva au Niger, qui pourrait pourtant en être l'exploitant, selon les informations de l'association des ressortissants et des amis de la commune de Falea (ARACF)². Mais pour cette dernière, il est hors de question qu'on en arrive là. Face aux effets sanitaires, environnementaux et sociaux incommensurables, et ce dès l'exploration, que pèsent quelques retombées financières et en termes d'emploi qui, l'expérience le montre, ne bénéficieront guère aux riverains ?

Dégâts de l'exploration et mépris des populations

Pour amplifier son combat, l'ARACF a organisé à la mi-mars 2012 un forum sur les dangers liés à l'uranium avec des militants venus des quatre coins du monde, puis une visite de Falea. Édifiant ! Les méthodes de Rockgate et de son sous-traitant Foraco sont marquées par une violence extrême et un mépris total vis-à-vis des habitants et de leurs propres employés, un classique des sociétés minières. À Simbeye, un petit hameau à flanc de colline, cinq forages sont prévus à quelques mètres des cases. À raison de 15 jours de forage par point, les habitants vont subir pendant 75 jours, jour et nuit, le brouhaha de la foreuse. Sans compter les autres dégâts : deux forages se feront en amont du village, dont un juste au-dessus de l'espace de cuisine.



Le Professeur Many Camara, un des animateurs de l'ARACF, traduit les propos du chef de famille : "Quand ils sont arrivés, ils ont demandé "est-ce que tu nous autorises à faire le travail ?" J'ai dit que non, je ne peux pas du tout vous autoriser parce que vous ne m'expliquez pas ce que vous allez faire et quelles vont être les conséquences pour mon travail aux champs et pour ma famille. Ils ont quand même apporté une machine pour déblayer et marqué les points où ils vont forer. [...] Cela va perturber la coupe des arbres pour la préparation de mon champ [...] et nous voyons déjà qu'il y a comme de l'huile sur l'eau au marigot où nous allons prendre l'eau pour boire, à cause du forage qui est un peu plus loin : l'eau n'est plus consommable pour nous." À proximité, le puits de Foukoura a été contaminé par des écoulements boueux d'un forage. Pour calmer les esprits, la société a d'abord affrété sur place une citerne mais ce n'est désormais plus le cas. Les fillettes n'ont plus qu'à aller plus loin puiser l'eau. Plus loin, des carottes de roche sont déversées dans le lit de la rivière Faleme.

La mobilisation de l'ARACF

L'équipe locale de radioprotection de l'ARACF, formée et équipée par la CRIIRAD, assure des relevés, note les problèmes, compile cela soigneusement. La sensibilisation tous azimuts est également cruciale. Radio Kayira Falea, montée en 2011, diffuse des informations, mobilise et contre ainsi la propagande de Rockgate. La sensibilisation des autorités locales porte ses fruits : les 12 maires du cercle de Kenieba ont signé un mémorandum contre l'exploitation de l'uranium à Falea.

Mais le combat est loin d'être gagné. Un enjeu à venir est de faire en sorte que la société minière et l'État ne passent pas outre les textes en vigueur et diligentent étude d'impact et concertation locale. Selon les textes, toute mise en exploitation est en outre impossible si les autorités locales la refusent. Ce travail exceptionnel doit continuer à être soutenu et relayé pour que Falea ne soit pas une prochaine victime de l'exploitation de l'uranium.

Juliette Poirson

Administratrice de l'association Survie

Contact ARACF en France :

Many Camara, manycamara@yahoo.fr

Site : www.falea21.org

Informations sur Areva en Afrique :

http://survie.org/mot/areva



© ARACF

Point de forage prévu à proximité du hameau de Simbeye.

L'équipe de radioprotection de l'ARACF prenant des mesures à un point de carottage dégradé.

Notes :

1 : Cercle : équivalent administratif du département.

2 : Propos de l'ambassadeur de France en poste au Mali en mars 2011. Voir www.falea21.org/IMG/pdf/Falea_fr_pages_simple_ecran.pdf

Une coalition contre la ruée vers l'uranium en Afrique

De nombreux pays africains sont concernés par l'exploitation d'uranium ou risquent de l'être. L'African Uranium Alliance, un réseau panafricain né en 2009 en Tanzanie et rassemblant déjà plus de vingt organisations, lutte pour faire barrage aux mines.

À première vue, il est curieux de constater que de nombreux pays occidentaux qui exploitent l'uranium en Afrique en disposent pourtant dans leur propre sous-sol, à l'instar de la France qui en a encore en quantité industrielle¹. Mais cela s'explique : ils font le choix de produire à moindre coût, dans des pays où ils n'ont aucun scrupule, tout en gardant leur stock de sécurité, préservant leur environnement et évitant des mobilisations sociales.

De nombreux pays africains concernés

Historiquement, la production d'uranium a débuté en Afrique dans les années 1940 au Congo - actuelle République Démocratique du Congo (RDC) - et s'est accélérée après les Indépendances surtout au Gabon, au Niger, en Namibie, en Afrique du Sud. À ce jour, les pays africains concernés par l'exploitation uranifère sont schématiquement dans quatre contextes différents :

- ◆ Des pays où elle est stoppée, comme au Gabon, en RDC, en République Centrafricaine (et dans lesquels elle pourrait reprendre)
- ◆ Des pays où elle est en cours depuis plus ou moins longtemps comme au Niger, en Namibie, en Afrique du Sud, au Malawi...
- ◆ Des pays en attente d'exploitation où se développent des projets d'exploration, comme au Congo-Brazzaville, au Cameroun, en Tanzanie...
- ◆ Des pays encore hors de portée, où les missions de prospection et/ou recherche ont jusque-là été infructueuses.

L'exploitation uranifère, enfer pour les Africains, paradis pour les compagnies

En Afrique, ces projets sont perçus comme une source de revenus et d'emplois pouvant aider à lutter contre la pauvreté, quoiqu'ils entraîneront inévitablement des conséquences graves pour l'environnement et la santé, et une contamination généralisée et irréversible. À titre d'exemple, dans le Haut-Ogooué au Gabon, où l'exploitation d'uranium par la Cogema (ex-Areva) s'est achevée en 1999, d'anciens travailleurs miraculés sont lourdement contaminés et leur quotidien ne consiste plus qu'à subir des soins médicaux - quand ils en ont les moyens.

Les communautés vivent dans un environnement dont l'état est jugé préoccupant malgré les opérations de réaménagement financées par le Fonds européen de développement² et non par Areva. Des rivières et sols sont irréversiblement pollués et les moyens

d'existence des communautés compromis. En outre, au Gabon comme ailleurs, l'exploitation uranifère s'est faite en toute opacité, sans que les travailleurs et les populations riveraines ne se doutent du moindre risque.

Pour les compagnies, l'Afrique est un paradis. Face à des États souvent faibles et à des décideurs corrompibles, elles obtiennent un accès bon marché à l'uranium dans un cadre où les standards exigés concernant l'exploitation et les impacts sociaux et environnementaux sont bas et le suivi plus qu'improbable.

Faire barrage aux mines

Mais face à cette menace, un vent nouveau souffle. La société civile africaine mobilisée a créé la coalition africaine contre l'uranium (African Uranium Alliance) pour faire barrage aux mines et refuser que le sous-sol africain continue d'entretenir le nucléaire civil et militaire sur lequel règne un silence complice et scandaleux depuis sa genèse et la destruction d'Hiroshima et Nagasaki avec de l'uranium venu des mines de Shinkolobwe en RDC. L'Alliance vise à encourager les initiatives, partager l'information, mener des actions communes en intelligence avec la solidarité et l'expertise internationales. Il faut unir et jeter nos forces dans la lutte pour préserver ce qui peut l'être en empêchant l'ouverture de nouvelles mines d'uranium en Afrique, et organiser un suivi permanent des mines existantes en poussant les exploitants progressivement vers la sortie.

Diderot Nguenjou

Centre pour l'Environnement et le Développement (Cameroun) African Uranium Alliance



© ARACF

Notes :

1 : www.wise-uranium.org/uoer.html#FR

2 : www.criirad.org/actualites/dossier_09/gabon/CRIIRADGABON.pdf

Ci-dessous : L'exploitation minière de l'uranium détruit les territoires concernés. Ici, un aperçu du puits de la mine uranifère à ciel ouvert de Ranger, en Australie.

© Philip Morgan



Un forum scientifique et citoyen sur la radioprotection

Les 12 et 13 mai 2012, le collectif "IndependentWHO" (Pour l'indépendance de l'OMS) organisait à Genève un "Forum scientifique et citoyen sur la radioprotection : de Tchernobyl à Fukushima".

C'est un programme très dense d'exposés qu'ont entendu les 210 personnes présentes à ce Forum. Ils ont surtout porté sur les conséquences sanitaires des irradiations externes et des contaminations radioactives internes, engendrées par l'explosion des réacteurs japonais et ukrainien mais aussi par les bombardements aux armes à uranium appauvri effectués au Kosovo et en Irak, et par la campagne d'essais nucléaires (plus de 500 bombes atomiques tirées dans l'atmosphère). Il a été souligné, par tous les intervenants, que les normes de radioprotection actuelles, reposant sur un modèle théorique établi à partir des conséquences d'Hiroshima et de Nagasaki, ne sont pas adaptées pour évaluer les conséquences sanitaires des catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima. Ces normes, manipulées par les gouvernants en cas d'accident radiologique et toujours au détriment de la santé des populations, sont à réviser.

Les intervenants japonais, aux prises avec la désinformation de leur gouvernement et à son inaction pour protéger les populations – plus particulièrement les enfants – sont venus chercher des réponses à leurs questions angoissées auprès de leurs homologues de Tchernobyl. Ces derniers, depuis 26 ans, doivent faire face à une situation sanitaire qui continue de s'aggraver, dans les zones contaminées, chez les moins de 18 ans.



Le dimanche 13 mai, les intervenants de la veille se sont retrouvés avec des élus, des représentants d'associations, des citoyens et des membres du Collectif IndependentWHO pour réfléchir à partir de la question "Que pouvons-nous faire ensemble pour que la vérité sur les conséquences sanitaires des irradiations externes et des contaminations radioactives internes, engendrées par l'industrie nucléaire civile et militaire, soit établie et reconnue ?"

De grande lignes d'actions ont été retenues :

1) Faire pression par une action internationale (notamment vigie) sur les ministères de la Santé pour obtenir une révision de l'Accord OMS - AIEA afin que l'OMS agisse en toute indépendance dans sa mission de protection des populations contre les rayonnements et qu'elle cesse de délivrer le label santé à l'industrie nucléaire.

2) Dénoncer le modèle actuel des normes de la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR) et son application par les États. Demander que les références en matière de radioprotection soient celles des scientifiques indépendants notamment ceux du Comité Européen sur les Risques de l'Irradiation (CERI).

3) Poser le problème en terme de droits humains et recourir face aux États à la voie juridique pour la mise en danger que constitue pour les populations les rejets dits normaux et accidentels de l'industrie nucléaire.

4) Programmer la tenue d'un nouveau forum scientifique et citoyen sur les conséquences sanitaires de l'activité de l'industrie nucléaire civile et militaire.

Retrouvez toutes les infos au sujet du forum sur notre site www.independentwho.org

Colonne de droite :
Une audience nombreuse
à Genève, ces 12 et 13 mai.

Les intervenants du colloque
réunis à la tribune.



Face à l'abandon des autorités – exploitants de centrales nucléaires, États, institutions internationales (dont l'OMS) – les populations touchées par Tchernobyl et Fukushima s'organisent pour mettre en place des pratiques de radioprotection. Vladimir Babenko a fait une présentation de son manuel de radioprotection "Après l'accident atomique" édité en russe, en japonais et aussi tout récemment en français (Ed. Tatamis).

L'impact sanitaire de Tchernobyl en Corse

Nous reproduisons ici en quasi intégralité l'intervention du Dr Sophie Fauconnier lors du Forum scientifique et citoyen sur la radioprotection qui a eu lieu à Genève les 12-13 mai. Son analyse s'appuie sur les travaux de son père, le Dr Denis Fauconnier.

Les cancers de la thyroïde augmentent en France de façon très importante voire exponentielle depuis la fin des années 1970. Le nombre de cas par an et pour 100 000 habitants n'a cessé de croître : 1,5 en 1975 ; 2,5 en 1985 ; 4,5 en 1995 ; 8,15 pour la période 2002-2006 ; 9,8 en Corse pendant la période 1998-2001.

Très régulièrement, dans la littérature scientifique et la presse, des spécialistes avancent des arguments pour écarter l'impact de Tchernobyl sur les pathologies thyroïdiennes. Ils se gardent bien d'évoquer la survenue d'autres pathologies thyroïdiennes dites bénignes : thyroïdites, goitres multihétéronodulaires (GMHN), nodules, dysfonctionnements...

Nous allons examiner un par un leurs arguments.

"L'augmentation a commencé avant 1986."

Oui mais... en ce qui concerne la faible augmentation avant 1986, vers la fin des années 70, il faut rappeler que l'échographie thyroïdienne a été mise en place à cette époque et il est tout à fait normal qu'à une nouvelle technologie de dépistage s'associe une augmentation des cas recensés, du moins transitoirement.

La logique voudrait qu'après cette ascension de la courbe d'incidence on retrouve un plateau et non pas un accroissement de l'augmentation.

"Des régions moins contaminées ont plus d'augmentation de cancers de la thyroïde que l'Est de la France."

Dans le Calvados, moins contaminé, ou dans le Tarn, on a des augmentations d'incidence plus fortes que dans l'Est de la France, en Alsace.

Il faut souligner plusieurs points :

L'Isère, qui bénéficie d'un registre des cancers ancien, enregistre la plus forte augmentation d'incidence des cancers de la thyroïde, 800 % d'augmentation en 20 ans, pour atteindre le niveau le plus haut avec la Corse pour la période 2003-2006.

Le Calvados, systématiquement cité, fait partie de la Basse-Normandie avec une forte activité laitière. Il ne faut pas oublier que la Basse-Normandie est encadrée de centrales nucléaires. Le lait et les produits laitiers sont les principaux vecteurs des radionucléides après un accident.

Au début du mois de mai 1986, l'Ouest et le Sud de la France bénéficient d'un climat plus doux. Dans les pays de l'Est et dans l'Est de la France, la plupart des troupeaux sont encore à l'étable, alimentés par



Le Dr Sophie Fauconnier détaille l'impact sanitaire de Tchernobyl en Corse.

des foin, ensilages et autres aliments engrangés l'année précédente. Dans les régions où le climat est plus doux les animaux sortent dans les pâturages.

En Corse, les animaux, vaches, brebis, chèvres, sont toujours en stabulation libre, quasiment jamais alimentés à l'étable, d'où une plus forte contamination en iodes radioactifs. Le printemps, étant plus précoce, les jardins commencent à produire, radis, poireaux, pissenlits, asperges, mais surtout des légumes à larges feuilles : salades et blettes qui constituent un large réceptacle pour les particules radioactives, notamment si les dépôts se sont faits par temps sec, par bruine ou par brouillard.

Il est important de distinguer les différents modes de dépôts des radioéléments en fonction des conditions climatiques.

Une pluie ou averse importante pendant le passage d'un nuage radioactif entraînera beaucoup de radioéléments dans la terre et les analyses ultérieures retrouveront beaucoup de césium 137.

Un dépôt par temps sec ou par bruine ou brouillard imprégnera d'un cocktail de radioéléments essentiellement la partie aérienne des végétaux et pâturages avec, pour conséquence, une contamination rapide des animaux, des produits laitiers et des légumes.

Tout agriculteur qui projette de brumiser un produit phytosanitaire ou un désherbant, consulte la météo : une pluie entraînerait un lessivage du végétal et le traitement perdrait beaucoup en efficacité. Il en est de même pour les radionucléides de Tchernobyl.



Le pouvoir contaminant d'une brume, d'un brouillard, est plus fort que des dépôts par précipitation en ce qui concerne les végétaux. Donc en ce qui concerne les pathologies thyroïdiennes, il ne faut pas tenter d'établir une corrélation entre la survenue de ces pathologies et la concentration de césium retrouvé dans le sol. Les pathologies thyroïdiennes doivent plutôt être mises en relation avec les habitudes alimentaires et le mode de vie (ruralité, élevage, autoconsommation...)

Est-ce la manifestation d'une agressivité particulière des cancers de la thyroïde en Corse, région la plus exposée du fait de l'importance des retombées et des habitudes alimentaires des habitants ?

Les preuves de l'impact sanitaire de Tchernobyl en France, exemple de la Corse

La Corse est située à près de 2000 km de Tchernobyl et pourtant elle a été très concernée par les retombées radioactives, en raison de son survol par le panache radioactif avec des conditions météorologiques défavorables au plus mauvais moment de l'année et à cause d'habitudes alimentaires particulières.

En effet, en 1986 la Corse a enregistré des dépôts de césium 137 de 4000 à 40 000 Bq/m² selon les régions, 20 000 à 400 000 Bq d'iode 131/m² donc trois fois plus d'iode 132.

Les laits de chèvres et de brebis, les premiers jours de mai 1986, ont contenu des taux souvent supérieurs à 10 000 Bq d'iode 131 par litre, jusqu'à 100 000 Bq/litre pour l'IPSN-CEA.

La radioprotection n'a pas respecté les limites réglementaires en 86, les habitudes alimentaires particulières n'ont pas été prises en compte, il n'a pas été tenu compte de la vulnérabilité particulière des populations rurales.

Des pathologies caractéristiques et des organes cibles ont permis, avec le recul, de bien cerner l'impact de la pollution radioactive ; or tous ces indicateurs sont au rouge dans notre région.

Le pic des hypothyroïdies néonatales en PACA et en Corse

Hypothyroïdies néonatales en Corse : entre 1980 et 1985, on a dépisté six cas d'hypothyroïdie néonatale dans les deux départements, soit une moyenne de un cas par an. En 1986, on a dépisté cinq cas, dont quatre cas entre le 15 mai et le 15 octobre 1986.

Hypothyroïdies néonatales en région PACA : 75 cas d'hypothyroïdies néonatales ont été dépistés en 8 ans entre 1978 et 1985 avec une moyenne de 9,3 cas par an. Dans la même région, 23 cas ont été dépistés en 1986. On observe donc cette année-là un excès de 14 cas. Ces chiffres sont éloquentes.

La justice a été sollicitée pour étudier ces cas avec notamment les mois de naissance.

Le professeur Pellerin était le directeur du Service central de protection contre les rayonnements (SCPRI) lorsque la catastrophe de Tchernobyl s'est produite.



"Les iodés radioactifs n'engendrent pas d'augmentation des cancers de la thyroïde chez l'adulte."

Faux. En Biélorussie, à partir d'un registre des cancers, le Professeur Demitchik a montré une augmentation des cancers de la thyroïde chez l'adulte de 500 % entre 1986 et 2000.

"La plus grande vigilance des médecins et les moyens de dépistage plus sophistiqués permettent de dépister un plus grand nombre de cancers, surtout des microcancers, c'est à dire des tumeurs inférieures à 1 cm de diamètre."

Faux. J'ai étudié 201 cas de cancers de la thyroïde survenus en Corse entre 1985 et 2006 avec notamment les circonstances de diagnostic, le type cellulaire, la taille, le bilan d'envahissement ; l'âge, le sexe et le lieu de résidence des malades en 1986.

Dans mes conclusions, on retiendra qu'un tiers des cancers sont de découverte fortuite ; la moitié des cancers de découverte fortuite ont dépassé le stade de microcancer mais surtout on retiendra que les microcancers de découverte fortuite asymptomatiques, sans complication, ne représentent que 8 % des cas. C'est à dire que les 92 % restant étaient soit des cancers qui s'étaient révélés du fait de leur taille ou du fait de la gêne occasionnée ou du fait de troubles fonctionnels associés, soit de microcancers agressifs avec effraction de la capsule ou envahissement ganglionnaire ou métastase.

Au moment du diagnostic, parmi les microcancers, 11 % présentaient des complications, envahissement ganglionnaire ou métastase.

Colonne de droite : Atteints d'un cancer de la thyroïde, Oleg Shapiro (54 ans) et Dima Bogdanovitch (13 ans) sont traités quotidiennement à l'hôpital de Minsk (Ukraine). En tant que liquidateur, Oleg a été exposé à des niveaux élevés de radiation. C'est sa troisième opération de la thyroïde.



Pathologies thyroïdiennes en Haute-Corse

Il y a une forte augmentation des pathologies thyroïdiennes. L'analyse de l'expertise des fichiers du Dr Vellutini, seul endocrinologue en Haute Corse ayant exercé avant et après 1986, révèle une augmentation de 117 % dans la proportion de consultants pour des problèmes thyroïdiens par rapport aux autres pathologies endocriniennes après 1986.

En d'autres termes, la proportion de consultants pour des problèmes thyroïdiens a plus que doublé après 1986. Ceci est à mettre en parallèle avec la très forte augmentation des ventes du médicament Lévothyrox en France.

Parmi les différentes pathologies thyroïdiennes, ce sont les thyroïdites type Hashimoto qui ont augmenté dans les plus fortes proportions.

Les cancers de la thyroïde chez les enfants

En région PACA, troublante affaire des cancers de la thyroïde des enfants et du registre régional des cancers de l'enfant du Pr Bernard. Conférence de presse d'Annie Sugier, directrice de l'IPSN, le 27 mars 1996 aux journaux Le Monde et Le Nouvel Observateur : trois cancers de la thyroïde de l'enfant enregistrés pendant la période 1984 à 1991 et 14 cancers en 1992, 93 et 94. Ces chiffres ont été rectifiés par la Direction Régionale de la Santé, il y aurait eu erreur dans l'interprétation des données.

Ce registre, ouvert en 1984, n'a plus donné d'informations à partir de cette date (1996), contrairement aux autres registres régionaux. La justice a été sollicitée pour élucider cette affaire.

Leucémies de l'enfant en Corse

Plusieurs cas du même type de leucémie (LLA) ont été signalés pour des enfants nés en 1985 et en 1986, dont deux cas pour la seule Haute Corse et nés au deuxième semestre 86 (données non exhaustives) alors que l'incidence nationale est habituellement très faible, de l'ordre de 3,3 cas pour 100 000 et qu'il n'y a en Corse que 2800 naissances par an. Le registre PACA Corse devait détenir ces informations.

Les cancers de la thyroïde de l'adulte

Le taux d'incidence des cancers de la thyroïde en Corse sur la période 1998-2001 est le plus élevé pour les hommes, incidence trois fois plus élevée que la moyenne nationale et deux fois plus élevée que dans le Doubs (département qui enregistre la plus forte incidence sur le continent).

Pour les femmes, l'incidence du cancer de la thyroïde, en Corse, est du même ordre de grandeur que l'incidence la plus élevée enregistrée sur le continent, c'est-à-dire le Tarn.

Globalement, l'incidence du cancer de la thyroïde en Corse est la plus forte des régions françaises surveillées, deux fois supérieure à l'incidence moyenne nationale.

Pathologies malignes graves

Excès de pathologies malignes graves survenues dans la cohorte des jeunes nés au deuxième semestre 1986, c'est-à-dire dont les mères étaient enceintes en mai 86.

Ne serait-ce que dans notre micro-région, sans faire de recherches particulières, on a pris connaissance, parmi les 80 naissances de cette période, de trois cas de pathologies malignes graves, soit un cas sur 26; il s'agit d'un lymphome, d'une leucémie et d'un cancer de la thyroïde.

Ces trois cas ne sont nullement exhaustifs. Trois cas pour une si petite cohorte est tout à fait anormal compte tenu des très faibles incidences respectives à l'âge de survenue.

La succession de pics dans les différentes pathologies classiquement radio-induites devrait convaincre la communauté scientifique de l'impact de Tchernobyl sur la santé de la population Corse.

Les élus de la Collectivité Territoriale de Corse ont décidé, pour répondre aux interrogations légitimes de la population, de financer une étude épidémiologique visant à mesurer l'impact de Tchernobyl et à mettre en place un registre des cancers, réclamé depuis 26 ans auprès des services de l'État.

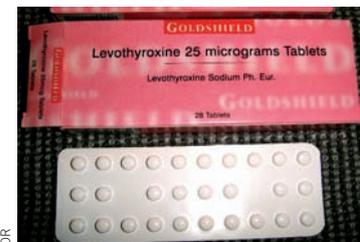
L'équipe médicale italienne (Ospedale Galleria de Gènes), composée de chercheurs épidémiologistes, endocrinologues, a remporté le marché qui a fait l'objet d'un appel d'offre européen. D'ici un an nous devrions avoir les premières conclusions.

Sophie Fauconnier

Médecin

Le texte intégral de cette intervention est disponible sur : www.nuage-radioactif.com

Tablette de comprimés de lévothyroxine, médicament pour le traitement des personnes à qui l'on a retiré la thyroïde.



DR

Depuis 1959, l'OMS est muséifié par un accord qui la lie à l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA).



© Xavier Rabilloud

Nucléaire et pesticides : même combat

L'écologie ayant été quasiment absente de l'élection présidentielle, l'avenir du nucléaire n'a été évoqué que par les deux candidats restés en lice au deuxième tour. Mon opinion sur le nucléaire n'a jamais varié : au nom de l'éthique, j'ai toujours pensé qu'il était profondément choquant de transférer sur les générations futures des déchets dont la radioactivité durera des dizaines de milliers d'années et des centrales dont le démantèlement exigera des moyens techniques et financiers colossaux. À cela s'ajoutent les conséquences catastrophiques des grands accidents nucléaires dont chacun, Tchernobyl ou Fukushima, entraîne un brusque reflux à l'égard de cette source d'énergie.

Dans son ouvrage remarquablement documenté, "La troisième révolution industrielle", Jérémy Rifkin insiste sur les alternatives aux combustibles fossiles inexorablement condamnés à terme et au nucléaire. À ses yeux, dans un demi-siècle, la deuxième révolution industrielle fondée sur le pétrole laissera la place aux énergies renouvelables produites dans des unités de production nombreuses et disséminées comme par exemple les maisons passives ou les moyens de transport à faibles coûts énergétiques. La sortie du nucléaire est donc possible à terme puisque des solutions alternatives plus satisfaisantes se dessinent dès à présent.

L'Institut Européen d'Ecologie que je préside s'est toujours gardé de donner dans le catastrophisme, plus enclin à proposer des solutions crédibles et pertinentes pour maîtriser la crise écologique. Ces solutions en matière d'énergie, nous les avons déjà. Il convient de leur accorder une priorité absolue.

Le biologiste que je suis est particulièrement mobilisé sur les relations entre l'environnement et la santé. J'ai donc consacré mon dernier ouvrage à la question si préoccupante des pesticides de synthèse dont les impacts affectent gravement la reproduction humaine. Ces molécules sont responsables du recul continu du taux de spermatozoïdes mais aussi de la vigueur de ces derniers d'où la montée rapide de la stérilité masculine. Parallèlement, les cancers du sein et de la prostate s'envolent même si les stratégies thérapeutiques progressent et tendent à réduire les taux de mortalité qui en résultent.

Or comme dans le nucléaire, des solutions existent. Je les ai passées en revue dans cet ouvrage, qu'il s'agisse des pratiques de l'agriculture biologique ou des recherches en agronomie où l'on passe du combat frontal contre les pathogènes, grâce à des molécules "tueuses" dont les noms se terminent en "cide", à des stratégies plus douces et inhérentes à la nature : stimulation des défenses naturelles des plantes, des symbioses des racines avec des

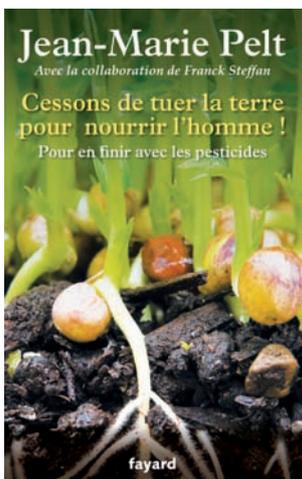


champignons qui les nourrissent et ainsi les renforcent, des capacités des plantes à émettre par leurs racines des molécules qui s'opposent naturellement à leurs compétiteurs, sans oublier les effets de la musique sur les plantes, que nous révèlent des études scientifiques récentes et de haut niveau fondées sur la biologie moléculaire et la physique quantique.

Ainsi les énergies renouvelables et l'agriculture durable se dessinent comme des alternatives crédibles aux pratiques actuelles. D'un côté des énergies douces décentralisées distribuées en réseaux grâce à l'informatique illustrant le fameux "small is beautiful" de Schumacher. De l'autre des molécules naturelles peu préoccupantes et sans impact sur la santé. Dans ces deux domaines une véritable métamorphose est en cours, comme aime à le dire mon ami Edgar Morin et ce sera l'honneur de l'écologie de l'avoir proposée, défendue et promue.

Jean-Marie Pelt

Président de l'Institut Européen d'Ecologie,
professeur Honoraire de l'Université de Metz.



Vite, des infos !

Les nouveaux députés seront-ils plus au courant des questions énergétiques ?

La question mérite d'être posée... L'étude du CEVIPOF réalisée pour l'ADEME en 2009 et 2010 (donc avant Fukushima), auprès de 130 députés et 70 sénateurs, avait identifié plusieurs convergences entre le public et les parlementaires, d'accord pour considérer que les énergies fossiles (pétrole et gaz) ne présentaient aucune des qualités proposées par l'enquête, et que l'énergie solaire est "respectueuse de l'environnement, sûre, représentant l'avenir et la modernité, capable de lutter contre l'effet de serre".



Mais elle avait surtout identifié un retard toujours très significatif, bien que se réduisant par rapport à la précédente enquête de 2003, des perceptions des parlementaires par rapport à celles du public :

"L'énergie éolienne est toujours mieux notée par le public que par les parlementaires. Ces derniers, en particulier ne l'estiment guère moderne, ni porteuse d'avenir, ni performante ; L'énergie nucléaire, à l'inverse, est toujours jugée plus positivement par les parlementaires que par le public. Les différences les plus sensibles concernent les jugements sur les coûts (moins chère pour 33 % des parlementaires contre 10 % du public), le respect de l'environnement (13 % contre 2 %), la qualification d'énergie de l'avenir (31 % contre 11 %), la modernité (34 % contre 19 %) et surtout les performances où l'écart est maximum : 72 % pour les parlementaires contre 33 % pour le public." Ajoutons l'énergie la moins dangereuse (5 % des parlementaires contre 0 % du public), l'énergie la moins polluante (16 % contre 2 %), l'énergie permettant de lutter le mieux contre l'effet de serre (35 % contre 3 %)..."

Il est permis de chercher une des explications de telles divergences dans la représentativité sociale défaillante des parlementaires. Au 15 juin 2012, la moyenne d'âge de l'Assemblée nationale était de 59 ans et 10 mois. L'Assemblée ne comportait alors que 109 femmes pour 447 hommes (soit 19 %) ; la nouvelle Assemblée en compte 155 (soit un peu moins de 27 %) pour 422 hommes. À peine 1,7 % des députés élus en 2007 appartenaient à la catégorie

"employés et ouvriers", dans laquelle s'inscrit pourtant plus de la moitié de la population active ; une catégorie qui représentait 18,8 % de la première Assemblée de la IV^e République (1946-1951). A contrario, on décompte 59 % de "cadres, ingénieurs et professions intellectuelles supérieures" parmi les députés sur la mandature 2007-2012.

Cette criante fracture sociale entre l'Assemblée censée représenter le peuple et la société française sera-t-elle un tant soit peu réduite à l'occasion des législatives de 2012 ? Nous ne le savons pas à l'heure où nous écrivons... Une nouvelle enquête approfondie sur les opinions en matière d'énergie des sénateurs et députés issus des récentes élections serait instructive.

Sources : www.cevipof.com,
étude "Les parlementaires et l'environnement" /
www.assemblee-nationale.fr / www.inegalites.fr

Royaume-Uni : 30 problèmes de sûreté à résoudre avant toute certification de l'EPR

EDF voudrait construire deux réacteurs EPR sur le site de Hinkley Point dans le Somerset (Royaume-Uni). Mais le processus d'évaluation du modèle de réacteur est très en retard...

Missionné par Wilkinson Environmental Consultants, l'expert indépendant en sûreté nucléaire John Large a remis début juin un rapport intérimaire sur le processus lancé en 2008 et mené par l'Office for Nuclear Regulation (l'autorité de sûreté nucléaire britannique), qui vise à évaluer différents aspects (en matière de sûreté, sécurité et environnement) du modèle de réacteur proposé par Areva.



Ce rapport pointe que le processus a déjà pris un retard significatif, et ne sera donc pas achevé à la date à laquelle EDF escompte obtenir l'autorisation de commencer le chantier de construction du réacteur Hinkley Point C. Parmi les 31 problèmes soulevés par l'ONR, un seul a été résolu à ce jour ; la résolution de ce problème-là n'impliquait rien de plus qu' "un exercice de coin de table"... Les requêtes formulées par l'ONR suite aux stress-tests post-Fukushima demeurent sans réponse.

John Large note que "EDF semble tout simplement ne pas avoir alloué les ressources techniques nécessaires à la résolution des problèmes cruciaux en matière de sûreté nucléaire identifiés" par l'ONR. L'autorité de sûreté nucléaire britannique porte un regard critique sur les réponses apportées jusqu'à présent par EDF et Areva, estimant que certaines "sont parvenues avec retard ou ne fournissent pas des informations d'une qualité ou des preuves d'une solidité conformes à ce que nous attendions."

Au vu de ces informations, deux organisations opposées à la construction de ces deux réacteurs, Stop Hinkley et Nuclear Free Local Authorities, demandent que l'ONR n'accorde aucune autorisation tant que tous les problèmes identifiés n'ont pas été résolus, et qu'aucune opération ne puisse être menée sur le chantier avant l'émission de cette autorisation. Elles appellent également l'ONR et l'Environment Agency à ne pas plier devant la pression du gouvernement britannique ni devant celle de l'industrie nucléaire, désireux de voir le processus s'accélérer.

Source : Stop Hinkley – NFLA,
www.nuclearpolicy.info/docs/news/NFLA_GDA_problems_report.pdf

Les énergies renouvelables de plus en plus compétitives

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) a publié le 6 juin une série de cinq analyses détaillées sur le coût et la performance des principales technologies (éolien, biomasse, solaire photovoltaïque et à concentration, hydroélectrique).

L'IRENA constate que les renouvelables représentent désormais la moitié des ajouts de capacité de production électrique dans le monde, et qu'elles sont les technologies les plus économiques tant pour l'électrification hors-réseau et les extensions de réseaux, que pour des unités centralisées de production dans des zones bien dotées en ressources renouvelables.

Selon le directeur-général de l'IRENA, Adnan Z. Amin, "la révolution des renouvelables est en marche. Ces analyses montrent que le déploiement rapide des technologies de production d'électricité d'origine renouvelable, ainsi que la réduction rapide des coûts correspondante, entretiennent un



cercle vertueux. [...] Le coût du financement est un facteur majeur, et les stratégies pour réduire le coût d'investissement sont aussi importantes que les efforts d'ingénierie pour réduire les coûts des installations. Un point important, c'est que la baisse des coûts que nous avons constatée signifie que les politiques de soutien aux énergies renouvelables ne sont pas aussi coûteuses que tendraient à le laisser penser une analyse statique des coûts."

Par exemple, les coûts du solaire photovoltaïque ont baissé drastiquement, le coût des modules en silicone cristallin ayant plongé de plus de 60 % au cours des deux dernières années, jusqu'à à peine un dollar par watt. C'est compétitif avec les tarifs de l'électricité résidentielle dans de nombreux pays bien ensoleillés. La capacité photovoltaïque installée cumulée a augmenté de 70 % en 2011, et si cette croissance de capacité peut être maintenue ou accrue, de nouvelles réductions de coûts interviendront.

L'IRENA estime également que l'éolien terrestre est désormais une option hautement compétitive, avec des coûts qui sont, dans les zones favorables, déjà compétitifs ou moins chers que la production d'électricité en centrale thermique à gaz.

Une analyse complémentaire évalue à quatre millions le nombre d'emplois qui pourraient être créés dans le monde d'ici 2030 dans le seul domaine de l'accès à l'énergie hors-réseau, qui concerne uniquement des installations renouvelables de petite capacité.

Source : IRENA, 6 juin 2012

Coût du nucléaire : quand les régulateurs vendent la mèche...

Ces derniers mois, le mythe d'un nucléaire "bon marché" prend sacrément du plomb dans l'aile. On peut aussi constater avec intérêt que certaines

personnalités travaillant pour les autorités de régulation du nucléaire expriment régulièrement des critiques sur la compétitivité réelle de cette technologie.

Ainsi, à l'occasion de sa nomination par Barack Obama au poste de directrice de la NRC (Nuclear Regulatory Commission, l'autorité de sûreté nucléaire américaine), on apprend que la géologue Allison McFarlane avait déclaré en 2007, dans une interview pour l'Atomic Show sur The Podcast Network, que : "Nous n'assisterons pas à une expansion massive du nucléaire dans ce pays [les États-Unis], sauf si le gouvernement apporte un soutien financier considérable." (Source : www.businessweek.com, Atomic 'Agnostic' Named for U.S. NRC Ties Industry Growth to Aid)



Plus récemment, le 6 juin 2012, à l'occasion d'une conférence organisée par L'Usine Nouvelle, le président de l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire française) a pour sa part déclaré que "les contrats de vente de réacteurs nucléaires à l'export sont obtenus à des prix complètement bradés." Lacoste a enfoncé le clou : "Les prix acceptés par les vendeurs et obtenus par les acheteurs ne sont pas soutenables. [...] C'est déjà un problème sérieux, et nous devons nous assurer qu'il ne s'y ajoute pas un dumping au détriment de la sûreté." (Source : Bloomberg, French Nuclear Watchdog Says Orders Won at Too-Low Prices ; nous retraduisons les propos de M. Lacoste de l'anglais, n'ayant pu en obtenir la transcription d'origine en français)

Peter Bradford est un expert des questions liées au nucléaire et à la politique énergétique. Il enseigne auprès de différentes institutions, et a par exemple collaboré récemment avec la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement) concernant le remplacement des réacteurs restants de la centrale de Tchernobyl. De 1977 à 1982, il travailla au sein de la NRC (autorité de sûreté nucléaire américaine).

Dans un article paru dans la prestigieuse revue Nature en mars 2012, Bradford explique que "l'ennemi le plus implacable du nucléaire dans les 30 dernières années a été non pas le risque pour la santé du public, mais celui pour le portefeuille des investisseurs. Aucun nouveau projet nucléaire n'a jamais été commandé avec succès sur un marché de l'énergie compétitif, nulle part dans le monde."

Il ajoute que "au moment du désastre de Fukushima, seuls quatre pays (la Chine, la Russie, l'Inde et la Corée du Sud) construisaient plus de deux réacteurs. Dans ces quatre pays, les citoyens paient pour les nouveaux réacteurs que le gouvernement décide de construire, à travers des subventions directes ou des hausses du prix de l'énergie." (Source : The Guardian, Why taxpayers serve nuclear power and not the other way around)

Rosalie Bertell, les yeux ouverts

Rosalie Bertell, chercheuse américano-canadienne mondialement célèbre pour ses travaux sur l'impact de la radioactivité sur la santé humaine est décédée le 14 juin dernier, à l'âge de 83 ans.

Cette petite femme de santé fragile a eu de nombreuses vies. Tout d'abord, Sœur Rosalie a été carmélite et a maintenu son engagement religieux toute sa vie. Mais elle a aussi été une féministe et une militante antinucléaire acharnée, une polémiste redoutée des militaires et des industriels du nucléaire. Dans son livre majeur, *Sans danger immédiat*, elle a dénoncé le cynisme et l'ampleur de la pollution radioactive, qu'il s'agisse des essais nucléaires, de Tchernobyl ou même des radiographies médicales abusives. Mais on pourrait ajouter qu'elle a dirigé la commission médicale internationale sur la catastrophe de Bhopal, dénoncé les dangers du chlore et mené bien d'autres batailles sur la santé environnementale. Rosalie Bertell disait : "Une fois qu'on a les yeux ouverts, on ne peut plus les fermer."



© Wolfgang Schmidt

Le tournant énergétique allemand

Chantal Bourry, auteur du livre *La vérité scientifique sur le nucléaire* paru en mars 2012, décrypte la sortie du nucléaire en Allemagne et montre qu'elle n'entraîne aucun recours supplémentaire aux énergies fossiles. Elle s'appuie sur une étude d'Andreas Rudinger, chercheur à l'IDDRI (Institut de développement durable et des relations internationales).

La sortie du nucléaire en Allemagne, programmée depuis plus de dix ans

La décision d'opter pour une nouvelle politique énergétique n'a pas été brutale, suite à l'accident nucléaire de Fukushima. Le projet de tournant énergétique remonte à 1998, début de la coalition gouvernementale entre le SPD (parti social-démocrate) et les Verts, qui a duré jusqu'en 2005. Ce projet comportait quatre volets principaux :

- ◆ substitution des énergies fossiles par les énergies renouvelables ;
- ◆ amélioration de l'efficacité énergétique ;
- ◆ réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- ◆ sortie du nucléaire échelonnée jusqu'en 2022.

Avec 83 % des voix, l'approbation de la réforme du 30 juin 2011 a rassemblé les quatre grands partis (les SPD, les Verts, les conservateurs CDU et les libéraux FDP) autour de la sortie du nucléaire, mettant fin ainsi à 40 ans de conflits sur cette question.

Dès mars 2011, au lendemain de Fukushima, l'Allemagne a arrêté les huit réacteurs les plus anciens, soit 40 % de la production d'électricité nucléaire. Seuls neuf réacteurs restent en fonctionnement, ils seront arrêtés d'ici 2022.

La réduction des capacités nucléaires, compensée sans combustibles fossiles

En 2011, "contrairement aux prévisions antérieures, la production d'électricité d'origine fossile n'a pas augmenté par rapport à l'année 2010, démontrant que la sortie du nucléaire ne se fera pas obligatoirement aux dépens des objectifs allemands de réduction des émissions de GES."



La réduction des capacités nucléaires, soit 32,5 TWh par an, a été compensée :

◆ **pour 59 % (soit 19,2 TWh) par une augmentation de la production des énergies renouvelables**, qui a été de 19 %. En 2011, pour la première fois, la production électrique à partir des renouvelables (20 %, 122 TWh) a dépassé la production d'origine nucléaire (17,7 %, 108,5 TWh). L'Allemagne projette que la part des renouvelables dans la production électrique sera de 35 % d'ici 2020, de 50 % d'ici 2030 et de 80 % d'ici 2050.

◆ **pour 35 % (soit 11,4 TWh) par une importante baisse des exportations allemandes d'électricité vers les pays voisins**, au profit de la consommation intérieure. L'Allemagne reste encore exportatrice nette (6,3 TWh).

Avec la France, elle est pour la première fois importatrice nette en 2011. Cette évolution "s'explique davantage par la variable climatique que par la décision relative au nucléaire allemand". L'année 2011 a en effet été la plus chaude depuis le début du XX^{ème} siècle. Or l'Allemagne importe habituellement de l'électricité pendant les mois chauds (mai à septembre), le surplus de production faisant baisser le prix de l'électricité, et exporte pendant les mois froids, la hausse de la demande française faisant augmenter le prix de l'électricité. Les exportations de l'Allemagne vers la France ont baissé dès janvier 2011 (hiver exceptionnellement clément), avant même l'arrêt des huit réacteurs.

Colonne de droite : Cette affiche de l'Alliance qui regroupe les acteurs professionnels du secteur des renouvelables en Allemagne répond directement à une campagne de pub pro-nucléaire, qui promouvait la cohabitation du nucléaire et des renouvelables. Pour le Bundesverband Erneuerbare Energie, "Toutes les énergies n'ont pas leur place dans l'Allemagne de demain" : les renouvelables ne pourront être développées que si le nucléaire et le charbon sont progressivement éliminés du système énergétique.

Production en térawattheures (TWh)	2010	2011 - équivalent en réacteurs
Éolien	37,8 TWh	46,5 TWh -> 6,6 réacteurs nucléaires
Biomasse	29,1 TWh	32 TWh -> 4,6 réacteurs nucléaires
Hydraulique	21 TWh	19,5 TWh -> 2,8 réacteurs nucléaires
Photovoltaïque	11,7 TWh	19 TWh -2,7 réacteurs nucléaires
Déchets	4,8 TWh	5 TWh - 0,7 réacteur nucléaire
<i>Total</i>	<i>104,4 TWh</i>	<i>122 TWh - 17,4 réacteurs nucléaires</i>

Tableau ci-dessus : Allemagne production des énergies renouvelables en 2010 et 2011

Le surcoût de la sortie "accélérée" du nucléaire a été évaluée à 16,4 milliards d'euros sur la période 2010 – 2030 (EWI/GWS/Prognos AG (2011), Energieszenarien 2011 – Étude commandée par le ministère fédéral de l'Économie et des Technologies et publiée en juillet 2011).

◆ pour 6 % (soit 2 TWh), par une diminution de la consommation intérieure d'électricité.

Andreas Rudinger souligne le fort rôle incitateur joué par l'arrêt des réacteurs nucléaires en faveur des 2R, renouvelables et réduction des consommations.



Sortie des combustibles fossiles et des gaz à effet de serre (GES)

En 2009, les émissions de GES par habitant étaient de 11 tonnes équivalent CO2 en Allemagne contre 8,3 en France. En tenant compte des échanges d'électricité entre les deux pays, notamment des importations hivernales françaises, l'écart des émissions entre les deux pays est moindre. Le secteur électrique est celui qui émet le plus de gaz à effet de serre – 37 % du total des gaz émis – principalement générés par les centrales à charbon.

De 1990 à 2010, l'Allemagne a réussi à progressivement baisser de 25 % ses émissions de GES. Elle projette une réduction des GES (par rapport à l'année 1990) de 40 % d'ici 2020, de 55 % d'ici 2030 et de 80 % d'ici 2050.

Les scénarios officiels de transition énergétique établis jusqu'à la sortie du nucléaire en 2022 démontrent "l'ambition de ne pas compenser la perte des capacités nucléaires par un recours accru aux centrales à combustible fossile. [...] Les centrales fossiles actuellement en construction (pour une puissance cumulée de 10 GW) visent en premier lieu à remplacer des centrales vétustes et polluantes par des centrales plus efficaces [...] et à réduire la part des centrales thermiques à charbon au profit de centrales à gaz et à cogénération." Les centrales thermiques à combustible fossile passeront progressivement d'un fonctionnement en base (continu) à un fonctionnement flexible, servant à compenser les fluctuations des renouvelables. La réduction des GES doit être obtenue par le remplacement des centrales à charbon par des centrales à cogénération et des centrales à gaz à cycle combiné ainsi que par les 2R.

La sortie du charbon serait favorisée par la hausse du prix des certificats d'émissions de CO2, dans le cadre du système européen ETS. Plus ce prix sera élevé, plus l'Allemagne sera portée à se détourner des combustibles fossiles, en premier du plus pollueur qu'est le charbon.

La technologie "captage et stockage du carbone" (CSC) est "faiblement soutenue politiquement". Coûteuse, difficile à mettre en œuvre ou risquée

pour l'environnement (stockage du CO2), ou encore à l'étude (valorisation du CO2), elle pourrait en outre favoriser l'énergie charbon au détriment des énergies renouvelables.

L'indispensable volonté politique

A long terme, "le véritable défi du tournant énergétique interviendra après 2020, quand il s'agira de remplacer la production d'énergie à partir de combustibles fossiles et de prouver la faisabilité d'un mix énergétique comportant une part prépondérante d'énergies renouvelables."

En conclusion, Andreas Rudinger prévient que la sortie du nucléaire sans recours supplémentaire aux énergies fossiles et sans augmenter les importations d'électricité, "dépend avant tout de la volonté politique mise en œuvre".

Cette conclusion rejoint celle de Ramón Pichs-Madruga, coprésident d'un groupe de travail du GIEC : "ce n'est pas tant la disponibilité des ressources que les politiques publiques mises en place qui permettront ou non de développer les énergies renouvelables dans les décennies à venir" (présentation le 9 mai 2011 du Rapport spécial sur les sources d'énergie renouvelable et l'atténuation des effets des changements climatiques du Groupement intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat).

Chantal Bourry

Auteur du livre *La vérité scientifique sur le nucléaire*, Éditions Rue de l'échiquier, mars 2012

Colonne de gauche : en allemand, "Energie Wende" signifie justement "Tournant énergétique"...

Photo ci-dessous : Banderole centrale : "Des énergies renouvelables au lieu du nucléaire et du charbon"



© Jakob Huber - Campact.de

Pour aller plus loin

"L'impact de la sortie du nucléaire sur le tournant énergétique allemand", Working paper n° 5 du 12 mars 2012, Andreas Rudinger, chercheur en politiques énergétiques et climatiques à l'IDDRI (Institut de développement durable et des relations internationales), www.iddri.org/Publications/Collections/Idees-pour-le-debat/WP0512_AR_impact%20sortie%20nucléaire%20allemagne.pdf

Transition énergétique ou arrêt **immédiat** ?

Les éditions Golias ont publié en mars un livre bref et très accessible, qui défend et expose un scénario d'arrêt "immédiat" du nucléaire, s'étalant sur un délai de trois à cinq ans. Les auteurs, Pierre Lucot et Jean-Luc Pasquinet, entendent créer le débat en regard des scénarios de transition énergétique programmant la sortie du nucléaire sur un délai plus long. Pierre Lucot synthétise ici les grands traits de cette analyse.

Depuis Fukushima nous savons que le risque de catastrophe nucléaire est une réalité chaque jour évitée. Alors que les menaces perdurent et que les piscines de refroidissement du réacteur n°4 exposées à l'air libre peuvent en cas de nouveau séisme rendre Tokyo inhabitable, il est encore peu fait état de la réalité actuelle et future de l'accident. Nous en connaissons la raison : la catastrophe nucléaire dilue son impact dans le temps, permettant guère des chiffres et mise en question de la réalité du désastre.

Nous le savons, une catastrophe à Nogent-sur-Seine nécessiterait d'évacuer toute la région parisienne sans retour possible pour plusieurs générations, Blayais rayerait de la carte le bordelais (et anecdotiquement son vin), Le Bugey, Saint-Alban, Cruas ou Pierrelatte rendraient la zone invivable, et en cas de mistral, la vallée du Rhône et tout le bassin méditerranéen.

Comment alors se résigner face à la réalité de cette éventualité, et attendre 10 ou 20 ans avec la quasi certitude que durant une si longue période, le pays le plus nucléarisé du monde sera le théâtre d'une catastrophe ? Refuser de la vivre et préserver des régions qui auront mis tant de générations à se construire devient alors un devoir citoyen qui ne peut avoir qu'une réponse : l'arrêt du nucléaire ne peut attendre la catastrophe, il doit être immédiat.



La sortie immédiate est-elle possible ?

Prenant en compte a minima les mesures d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables nécessaires à sa réalisation, l'arrêt immédiat se caractérise par son pragmatisme, et lève la confusion entre électricité et énergie. En voici les données principales :

- ◆ les centrales thermiques classiques disponibles (gaz, fuel, charbon) fonctionnent à moins de 20 % de leurs capacités, il est possible d'en accroître immédiatement le taux de fonctionnement.

La durée de construction d'une centrale thermique fonctionnant au gaz ou au charbon est de trois ans, il est donc parfaitement possible d'en construire dans un délai très court.

- ◆ le développement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables est envisageable, mais restera limité dans ce court délai de trois à cinq ans ; la sobriété peut en revanche être accrue rapidement comme le montre l'exemple japonais post-Fukushima.

- ◆ pour pallier les pointes de consommation, qui justifient aujourd'hui la surproduction d'énergie et le maintien des centrales thermiques, il faut prioritairement supprimer le chauffage électrique au moyen d'aides à l'isolation et à la substitution énergétique des logements "bénéficiant" de cette hérésie énergétique promue arbitrairement pour développer le nucléaire.



Telle est l'option défendue par le scénario d'arrêt immédiat, qui appelle au débat face aux scénarios de transition énergétique. Il pose certaines questions légitimes auxquelles il est indispensable de répondre.

D'un point de vue économique, il faut rappeler que ni EDF, ni l'État n'ont la capacité d'investir les 50 à 60 milliards dans les onze réacteurs EPR qui seraient nécessaires pour remplacer tout le parc actuel. La construction de centrales combinées au gaz

coûterait quant à elle quatre à cinq fois moins, tout en permettant d'éviter la catastrophe dont le coût est estimé pour le moment au Japon à plus de 50 milliards d'euros !

La mise en œuvre de ce dispositif d'arrêt ne pourra être effective qu'avec le soutien majoritaire des citoyens conscients de leur impact et de la nécessité urgente et impérative de passer d'un contexte de "gestion de risque" à un contexte de "gestion de l'énergie".

Cette condition de mise en œuvre démocratique est un préalable qu'il nous paraît indispensable de rappeler. Elle a été spontanément appliquée par les Japonais, après la catastrophe ; l'objet du scénario "immédiatiste" est de plaider pour qu'elle soit mise en œuvre... avant !

Quel impact ce scénario immédiat a-t-il sur le dérèglement climatique ?

Cette sortie "immédiate", permise par le recours à ce qui peut être mobilisé immédiatement, c'est-à-dire le thermique fossile, peut paradoxalement s'accompagner d'une stagnation ou même d'une diminution de la production de gaz à effet de serre (GES).

Ainsi l'Allemagne, qui a arrêté sept réacteurs nucléaires et construit des centrales à gaz et à charbon, a réussi à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre, grâce à un programme volontariste de réduction de 10 % de la consommation d'électricité.

Dans le contexte autrement plus dramatique de l'après-Fukushima, le Japon a promulgué en juillet 2011 une loi obligeant les entreprises et les particuliers à réduire leur consommation d'électricité de 15 %, pour faire face à la fermeture de l'ensemble des réacteurs. Cette mesure n'a pas impacté lourdement la vie quotidienne des japonais, si ce n'est par la réduction de l'éclairage public, publicitaire ou de la climatisation.

Il est aujourd'hui impossible de calculer avec exactitude les économies de CO₂ induites par le nucléaire : selon les sources, les estimations de grammes de CO₂ par kWh générés par le nucléaire varient de 5 g (pour EDF !) à 120 g.

Sur la base de l'estimation moyenne de 66 g/kWh, le résultat en France serait le suivant : l'arrêt, au bout de trois ans, des 58 réacteurs, avec la mise en service à pleine production des centrales thermiques existantes et la construction de 30 nouvelles centrales à gaz en cycle combiné, conduirait à une augmentation des GES correspondant à 66,1 millions de tonnes de CO₂, soit une augmentation de 15 % des émissions globales en France.

Le CO₂ n'étant cependant qu'un des principaux gaz à effet de serre – il pèse pour 50 % du total, l'impact en France du scénario sur les GES dans leur ensemble serait donc de 7,5 % (15 % x 50 %). Et si l'on retient l'hypothèse haute d'émission de CO₂ par le nucléaire, soit 120 g/kWh, l'impact du



© Xavier Rabilloud

scénario serait encore inférieur de moitié et ne correspondrait plus qu'à une augmentation de 3,75 % des émissions de GES.

Il s'agit là d'une vision au niveau national. Cette augmentation pourra aisément être compensée si l'on réduit l'impact des autres polluants, notamment dans les transports, dont l'aérien qui n'est aujourd'hui pas pris en compte et dont le carburant (le kérosène) est exempté de toute taxe.

Mais les GES ne connaissent pas les frontières. Si l'on considère le poids du nucléaire français dans la production primaire d'énergie dans le monde (1 %), l'impact serait négligeable et facilement compensable en intervenant sur d'autres secteurs comme le transport ou l'habitat.

Un scénario immédiat, vertueux pour la biosphère... et l'humanité

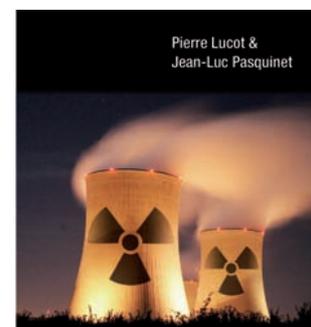
Loin d'accroître le risque climatique par ces émissions supplémentaires de GES, le scénario de sortie du nucléaire "à grande vitesse" présente l'intérêt stratégique de remettre au premier plan la question de la sortie de l'énergie fossile après l'arrêt définitif du nucléaire.

Elle présente par ailleurs l'avantage de pouvoir s'inscrire dans la temporalité d'une mandature, ce qui devrait limiter fortement les risques de revirement politique et de remise en cause du choix de sortie, comme cela a pu être le cas en Allemagne ou en Belgique. Il faut toujours garder à l'esprit l'inconstance de la mémoire publique, qui se caractérise par l'oubli des accidents lorsque ceux-ci s'éloignent dans le temps... Puisse cette conscience rester vigilante... avant la catastrophe ! C'est le pari citoyen que font les défenseurs de l'arrêt immédiat.

Pierre Lucot

Co-auteur de :

Nucléaire arrêt immédiat – Pourquoi, comment ?
Le scénario qui refuse la catastrophe, Golias, 2012
Nucléaire – Combattre les idées reçues, Utopia, 2011



**Nucléaire
arrêt
immédiat**
Pourquoi, comment ?
Le scénario qui refuse
la catastrophe

Golias

Les Alpes en action pour consommer moins d'énergie

Faire connaître des actions concrètes engagées par les municipalités de la région transfrontalière des Alpes, c'est l'objectif du projet Alpstar lancé par la Commission Internationale pour la Protection des Alpes (CIPRA). Autour d'un objectif "Carbone zéro dans les Alpes", s'articulent de nombreuses initiatives locales pour réduire la consommation d'énergie.

Colonne de droite :
Grâce au Plan Énergie d'Helmuth
Moroder, Bolzano devrait
économiser 160 millions d'euros.

"Modifier le climat coûte un fric dingue", dit Helmuth Moroder en riant comme si cet état de choses ne lui faisait pas vraiment peur. Mais, au fond, ce qu'il dit est bien naïf : comment peut-on s'imaginer avoir une influence sur le climat ? Pourtant, avec ses lunettes et sa veste à carreaux, cet homme mince et de taille moyenne ne semble pas atteint de mégalomanie. Son bureau est petit – du moins pour sa fonction de directeur général des services administratifs de Bolzano (Italie).

La nomination de M. Moroder début 2011 est largement due à sa volonté de "modifier le climat" et au fait qu'il ait pu démontrer au conseil municipal comment, en consacrant de l'argent à la protection du climat, la ville pourrait en économiser bien davantage. Il a été l'initiateur d'un vote historique par lequel les 50 conseillers municipaux ont approuvé avec une rare unanimité la loi de "réhabilitation énergétique du parc immobilier existant".

Helmuth Moroder aime les statistiques. "Voilà celle qui a convaincu le conseil municipal", dit-il en ouvrant une fenêtre sur l'ordinateur. D'après les chiffres, Bolzano peut économiser 160 millions d'euros sur ses dépenses énergétiques dans les 20 prochaines années en réhabilitant les bâtiments et en aménageant les transports publics de proximité. Helmuth Moroder sait naturellement que, pour réaliser de telles économies, il faut d'abord investir correctement. Partout dans Bolzano, il faut isoler les murs, mettre des doubles vitrages aux fenêtres,

La ligne 70 s'adapte aux horaires
des pendulaires au Liechtenstein.



© Heinz Heiss - Zeitenspiegel

construire des lignes de tramways et aménager des pistes cyclables. Le côté positif : les artisans locaux profitent de ces mesures et les coûts seront amortis en 20 ans. "Il vaut mieux que nous investissions l'argent dans la protection du climat que de le laisser s'envoler par les cheminées."

Pour que le "Plan Énergie" de M. Moroder se réalise, il faut naturellement que les propriétaires des bâtiments soient réellement prêts à effectuer les investissements liés à la réhabilitation. Là aussi, le conseil municipal est prévoyant. En résumé, la loi prévoit que Bolzano soit autorisée à pousser d'un étage vers le haut, à condition que la réglementation thermique soit respectée. Offre séduisante dans une ville très densément peuplée et encerclée par les montagnes. La vente de l'étage supplémentaire permettrait aux propriétaires de financer la réhabilitation de leur bâtiment.

Si le plan se réalise, dans 20 ans Bolzano ne comptera plus aucun bâtiment consommant plus de 50 kWh/m² a, même parmi les anciens où 200 kWh sont aujourd'hui monnaie courante. Les émissions de dioxyde de carbone par habitant passeraient de dix tonnes aujourd'hui à deux tonnes par an.



© Heinz Heiss - Zeitenspiegel

Calculé sur une ville de 100 000 habitants, c'est une contribution substantielle à la "modification du climat". Si la même réduction du CO2 s'étendait au monde entier, le changement climatique serait retardé.

Pourtant, même dans l'espace alpin, du moins au-delà de la frontière italienne, l'initiative de Bolzano n'est guère connue, alors qu'elle pourrait inspirer d'autres communes, de même que les autres projets qui cherchent une réponse au changement climatique dans l'espace alpin. C'est pourquoi, avec une douzaine d'organisations partenaires, la CIPRA a initié le projet Alpstar en juillet 2011 : au cours des deux prochaines années, Alpstar va permettre de renseigner une base de données en ligne sur les projets modèles, encourager l'échange entre les territoires-pilotes par des excursions et des formations continues incluant du matériel pédagogique et préparer un plan d'action avec les partenaires dans chaque territoire-pilote.

La vision directrice est la "neutralité carbone des Alpes pour 2050", c'est-à-dire un bilan carbone équilibré. Pour y parvenir, il faudra placer la barre de plus en plus haut : lorsque les meilleures pratiques expérimentées dans les projets pilotes auront été documentées selon les différents secteurs comme les transports ou la production d'énergie, elles pourront servir de standard minimum pour tout l'espace alpin.

L'urgence pour la protection du climat est évidente : dans l'espace alpin, les températures ont augmenté presque deux fois plus que la moyenne mondiale au cours des cent dernières années, à savoir d'environ 1,5°C. Dans l'écosystème alpin sensible, les conséquences du réchauffement climatique sont déjà tangibles avec la fonte des glaciers et l'extinction d'espèces animales et végétales. Elles vont s'aggraver de manière dramatique.

Retournement dans les transports

16h30 à Schaan, Liechtenstein. Un bus de la ligne 70 se dirige vers l'arrêt Bendererstrasse, directement devant la maison-mère de l'entreprise de matériel dentaire Ivoclar Vivadent. C'est l'heure du changement d'équipe, une grappe d'employés monte dans le bus pendulaire. Son cadencement est réglé sur les heures d'ouverture des entreprises de la zone industrielle. Les entreprises de la Principauté attirent des salariés de toute la région, dont la moitié traverse la frontière autrichienne ou suisse. C'est la raison pour laquelle Alpstar a défini cet espace transfrontalier à cheval sur trois pays comme territoire-pilote pour les "transports pendulaires".

Victoria Müller, 20 ans, comptable chez Ivoclar, fait tous les jours 20 minutes de trajet dans chaque sens entre Feldkirch et Schaan en traversant la frontière austro-liechtensteinoise. Autrefois, elle aurait dû changer place de la Poste, à Schaan et perdu beaucoup de temps. "Sans la ligne 70, je prendrais la voiture", dit-elle. Pour appâter les automobilistes comme elle, le syndicat des transports du Vorarlberg a mis en place des bus pendulaires.



© Heinz Heiss - Zeilenspiegel

Leur lancement a été précédé d'une recherche intensive. Gerhard Kräutler, du syndicat des transports, se souvient : "Nous sommes allés dans les entreprises, avons étudié les changements d'équipe, ainsi que le temps nécessaire à un employé pour se changer et atteindre l'arrêt de bus."

Un vent de changement souffle sur le Vorarlberg. Dans ce land fédéral, ce genre d'initiative est très bien accepté. Partout sont testés de nouveaux concepts de transports et des formes soutenables de gestion, même par des entreprises privées. Le matin, une douzaine d'employés passe en vélo de service devant la façade vitrée de 30 mètres de haut de la maison de commerce Haberkorn à Wolfurt ; les vélos sont fournis par l'entreprise. Après le parcours en train, le trajet depuis la gare est ainsi raccourci de 10 minutes à pied à 2 minutes en vélo. L'entreprise fournit aussi la carte d'abonnement annuel. De nombreux employés laissent désormais la voiture à la maison.

Bolzano mise sur la mobilité douce et la réhabilitation des bâtiments.

"Grâce au train et au vélo de service, j'économise 10 000 km de voiture par an", dit Helmut Wetschko. Il est directeur de la logistique et vit à Klaus, à 22 km de là. Plus que tous les calculs écologiques, pour lui, c'est la qualité de vie qui prime : "quand je prends le train, j'ai le temps de lire." Il lit actuellement : *Nach Afghanistan kommt Gott nur noch zum weinen* (Dieu ne va en Afghanistan que pour pleurer). Une demi-heure d'escapade en Asie centrale matin et soir. Dans une salle de séminaire lumineuse, à l'Institut de l'Énergie du Vorarlberg, une douzaine d'acteurs venus des entreprises locales de transports, des administrations du land, des clubs de transports ou de fondations, tient une réunion sur les concepts de transport dans le Vorarlberg, le Liechtenstein et le canton de St-Gall.



© Heinz Heise - Zeitenspiegel

Helmut Wetschko enfourche son vélo en descendant du train à la gare de Wolfurt.

Ils essayent, à partir des nombreuses initiatives telles que les bus pendulaires et le vélo de service, d'élaborer une stratégie de transports et de communications pour cet espace transfrontalier à cheval sur trois pays. L'atelier a été organisé par la CIPRA avec l'Institut de l'Énergie du Vorarlberg. La CIPRA a été chargée par le Liechtenstein et St-Gall de mener la campagne de mobilité dans ces régions tandis que l'Institut de l'Énergie fait de même au Vorarlberg. Pendant la durée du projet, des partenaires d'Alpstar originaires d'autres régions viendront au Vorarlberg pour voir les résultats de la campagne et vice versa.

"En fin de compte, nous voulons que les gens changent de comportement vis-à-vis de la mobilité", dit Wolfgang Pfefferkorn pour résumer l'objectif du groupe. Il est chef du projet Alpstar à la CIPRA et sait très bien qu'un but aussi ambitieux exige une approche non conventionnelle. Martin Reis, son partenaire à l'Institut de l'Énergie le soutient : "Les gens doivent tirer un avantage de leur changement de comportement. À long terme celui-ci forge une norme sociale : par exemple, se déplacer en vélo devient une question de style de vie et n'est plus stigmatisé comme moyen de locomotion du pauvre."

Les participants jonglent avec des expériences et des idées : les pendulaires seraient-ils intéressés par un accès wifi ? Cela leur permettrait de lire les nouvelles ou leurs courriels sur leur ordinateur portable en allant au travail. Bicyclettes et voitures électriques haut de gamme pourraient attirer certains par leur design. Le groupe détermine un triangle géographique pour lequel un concept de mobilité doit être élaboré et dont les trois angles sont Buchs en Suisse, Feldkirch en Autriche et Schaan au Liechtenstein.

Placer haut la barre

La banque de données d'Alpstar regroupant les meilleures pratiques ne se limite pas aux territoires-pilotes. On y trouve par exemple, sur le thème de l'énergie et de la participation citoyenne, le district valaisan de Goms qui se positionne avec succès comme "première région-énergie des Alpes suisses" et collabore aussi avec la CIPRA dans le cadre d'un projet leader de l'UE. Dans les 13 communes comptant environ 5 000 habitants, se sont imposés des projets phares tels que la mise à disposition d'un parc de voitures électriques pour les touristes, des installations photovoltaïques sur des pare-avalanches, des chaufferies à plaquettes de bois et des éoliennes. Tous les projets évitent l'achat d'énergie produite hors du Goms, et privilégient les producteurs et les artisans locaux pour l'installation et l'entretien des équipements. Les dépenses des ménages baissent, les recettes des entreprises locales augmentent. D'ici 2050, ce qui sert de modèle aujourd'hui devrait être devenu le standard minimum pour tout l'espace alpin.

En tant que directeur général des services administratifs de Bolzano, Helmuth Moroder a constaté qu'une vision ambitieuse peut enclencher un effet boule de neige. "Dans notre dossier de candidature au titre de Ville des Alpes de l'année 2009, la neutralité carbone était formulée comme objectif pour 2030", dit-il. "Lorsque nous avons vraiment été nommés, il nous a fallu passer à l'action. C'est comme ça que nous avons élaboré le Plan Énergie", se souvient Helmuth Moroder, qui était alors conseiller municipal vert.

Maintenant, il a hâte de voir quelle dynamique sera engendrée par Alpstar. Il sait que les temps sont difficiles : "Les gens sont pour la première fois depuis des décennies dans une situation économique moins bonne que la génération précédente." Il faut des idées valables et pragmatiques. À son sourire, on devine que ce défi ne l'inquiète pas outre mesure.

Tilman Wörtz

Zeitenspiegel Reportagen

Extrait du rapport annuel 2011 de la CIPRA "Carbone zéro dans les Alpes", www.cipra.org/rapports-annuels

Rochefort

court-circuite le gaspillage

La petite ville de Charente-Maritime s'efforce de penser l'énergie en fonction de la consommation et non de la production. Elle veut entraîner ses habitants et ses entreprises dans ce cercle vertueux.

André Bastier est le plus calme des hommes, ce qui ne l'empêche pas d'avouer qu'il a toujours eu la "passion de l'énergie". Mais au lieu de se vouer au vent, au pétrole ou au nucléaire, il a consacré sa vie à trouver les moyens d'utiliser l'énergie de la façon la plus efficace possible, donc de l'économiser. En mettant en pratique la règle selon laquelle "l'énergie la moins chère est celle qu'on ne produit pas". Sa démarche ne brille pas, elle n'est pas spectaculaire, mais elle constitue sans doute un moyen prioritaire de répondre au défi énergétique du XXI^e siècle: penser l'énergie en fonction de la consommation et non pas de la production.

M. Bastier est chef du service énergie de la ville de Rochefort (Charente-Maritime). Depuis plus de vingt ans, il pilote une politique de maîtrise de l'énergie unique en France, qui a fait économiser près de 12 millions d'euros à sa municipalité. "Quand je suis arrivé en 1975, il n'y avait rien: une planche sur deux tréteaux, raconte-t-il. J'ai commencé par aller à la pêche aux informations, pour connaître les consommations des différents services de la ville. Quand je les ai eues, j'ai promis au maire qu'on réaliserait 25 % de mieux dans l'année, sans investissement matériel. Et j'ai réussi." Aucune recette magique, mais une méthode dont le principe de base est de compter précisément les consommations, de les comparer d'une année sur l'autre en tenant compte des différences météorologiques, et de chercher les domaines où le gaspillage est le plus important. S'en est suivi un travail patient d'inventaire et d'analyse technique, de collèges en bâtiment municipal, de chaufferie en station d'épuration, de serres horticoles en école maternelle. Puis l'application systématique des moyens de réduire la consommation: ici, modifier une simple vanne, là changer la chaudière, ailleurs installer des détecteurs de mouvement pour déclencher l'éclairage. Partout, des compteurs de consommation ont été posés."

Le soutien des élus est indispensable

Des équipements ont aussi été installés, associant souvent efficacité énergétique et énergies renouvelables. Par exemple, la chaufferie à bois alimente le quartier des Fourriers et les serres municipales - dont la plus grande collection au monde de bégonias, une des fiertés de Rochefort. Comme la rénovation thermique des Fourriers a progressé, la chaudière est devenue surdimensionnée. Elle va permettre d'installer de nouvelles serres, pour

des professionnels, sur un terrain voisin. De même, des panneaux photovoltaïques sont installés sur plusieurs établissements scolaires. La fierté de la ville reste cependant la station d'épuration des eaux par lagunage: les eaux sont nettoyées par la lumière et la dégradation bactérienne, en passant par plusieurs bassins, avant de rejoindre la Charente. Ce système, qui évite les dispositifs usuels consommateurs d'énergie, a divisé la facture énergétique du traitement des eaux par sept.



Mais plus que des équipements, c'est la méthode qui est essentielle, selon l'ingénieur. D'abord, le comptage. Mais aussi un service énergétique permanent. "Il faut des gens pour gérer les régulations, dit M. Bastier, sinon, ce n'est pas la peine de faire des investissements."

Et, point central, avoir le soutien des élus. A Rochefort, les maires successifs ont toujours soutenu cette politique énergétique. "A vrai dire, dit Bernard Grasset, le maire de cette sous-préfecture de 28 000 habitants, on fait des économies parce qu'on est obligés d'en faire." Ancien centre de construction navale, la ville a perdu de sa vitalité après la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'elle comptait près de 50 000 habitants. "Rochefort est la ville la plus pauvre du département, poursuit l'édile. Elle compte des poches de pauvreté importantes et souffre terriblement de la crise."

La municipalité de Rochefort s'est lancée depuis plusieurs décennies dans une politique ambitieuse et pérenne d'économies d'énergie.

Le Grenelle a fixé des objectifs

Dans ce contexte, la politique de maîtrise énergétique est tout simplement un outil de bonne gestion, et parfois de politique sociale: "Les habitants les plus pauvres sont dans des logements mal isolés et consomment beaucoup d'électricité avec des mauvais radiateurs radiants. Cela se retrouve dans les factures qu'on couvre par le centre communal d'action sociale." Il faudrait donc rénover thermiquement tous les quartiers. Sans doute est-ce pour cela que ces politiques sont peu visibles, et souvent menées par des collectivités locales. La pression légale commence pourtant à se faire sentir. "La loi Grenelle a défini les plans Climat-énergie territoriaux, explique Jean-François Mauro, délégué de l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) en Poitou-Charentes. Ils visent à décliner sur les territoires la division par quatre des émissions de gaz à effet de serre. Toutes les collectivités groupant plus de 50 000 habitants doivent établir ces plans avant fin 2012." Il s'agira d'abord d'un travail d'inventaire visant à évaluer les émissions et les secteurs qui en sont à l'origine. Peu à peu, les collectivités locales s'imprègnent de cette nécessité. Un outil efficace a été mis en œuvre en Basse-Normandie, avec les chèques éco-énergie. "Il fallait aider les particuliers, mais aussi aider les professionnels du bâtiment à acquérir les compétences", explique Annie Matte, chargée de projet énergie et qualité environnementale à la région. Car le tout n'est pas de vouloir économiser l'énergie, encore faut-il savoir le faire. Et les techniques de rénovation thermique doivent s'apprendre avant de se pratiquer.

Mais il n'existe pas encore de collectivité qui ait une politique aussi systématique de maîtrise de l'énergie que celle de Rochefort. Les outils sont souvent ponctuels. Et cela semble être aussi le cas

La rénovation thermique des bâtiments permet d'exploiter un important gisement d'économies.

La station de lagunage de Rochefort est la plus vaste d'Europe. Les eaux usées de la ville sont assainies par l'action du soleil et de micro-organismes. Les bassins accueillent aussi d'importantes populations d'oiseaux.



DR

au niveau national: "La politique d'économie d'énergie peut paraître disparate, parce qu'elle implique une foultitude de petites actions aux niveaux local, national, européen, et selon les différents secteurs, observe un spécialiste du ministère de l'écologie. Une difficulté est qu'il n'y a pas de lobby pour la défendre. J'ai beaucoup de mal à avoir des interlocuteurs pour parler d'économie d'énergie - ou alors il y a en trop : ce matin, j'avais une réunion sur les certificats d'économie d'énergie, on était 25 autour de la table." Pourtant, les objectifs généraux existent bien, ainsi que nombre d'outils. "En 2016, on vise à économiser 9 % de la consommation finale d'énergie par rapport à 2005, indique-t-on au cabinet du ministre de l'Énergie, Eric Besson. Et en 2020, l'objectif européen est de réduire la consommation d'énergie de 20 %. Le Grenelle nous a aussi fixé plusieurs objectifs, notamment sur l'habitat."

Nombre d'instruments existent, comme la réglementation thermique 2012. Elle va imposer aux constructions neuves de ne pas consommer plus de 50 kilowattheures par mètre carré et par an (contre une moyenne actuelle de 260). Autre outil, les certificats d'économie d'énergie: "Les économies d'énergie réalisées sont converties en certificats par les entreprises qui doivent atteindre un volume quantifié, explique Frédéric Utmann, de CertiNergy, une société de conseil en énergie. Si elles n'en ont pas suffisamment au regard de l'objectif, elles doivent des pénalités." Reste qu'il manque une vision d'ensemble qui rendrait les économies d'énergie perceptibles par le public. "Il faut un vrai plan national, secteur par secteur, mesure par mesure, et avec les moyens de l'atteindre", plaide Bernard Laponche, de l'association Global Chance.

Avec l'augmentation programmée des prix de l'énergie, la politique d'économie d'énergie va s'imposer. Mieux vaudrait qu'elle soit portée par le désir plutôt que par la contrainte.

Hervé Kempf

Source : Le Monde, 8 avril 2011



© Marie-Hélène Orsini

Une avalanche de bonnes pratiques

Les collectivités américaines ne sont pas réputées pour être des modèles de sobriété énergétique. Et jusqu'à l'hiver 2008, Juneau ne faisait pas exception à la règle. En hiver, les 31 000 habitants de la capitale de l'État d'Alaska consomment, bon an, mal an, leur millier de MWh/jour. Tout allait bien, dans cette ville coincée entre le mont Juneau et le Pacifique, jusqu'au 16 avril 2008. Ce jour-là, une avalanche emporte la seule ligne de transport d'électricité alimentant la ville. Immédiatement, les groupes électrogènes se mettent en route. Problème : en ce printemps 2008, le prix du gazole atteint des sommets. Alaska Electric Power & Light, l'électricien local, va donc devoir augmenter ses tarifs, le temps de la réparation. Pour ses clients, cela signifie un quintuplement du prix du kWh (de 11c à 50c/kWh). Insupportable, pour une ville dont une habitation sur quatre se chauffe à l'électricité.

Un comité de crise se met rapidement en place. Son objectif : déployer une stratégie de réduction de la consommation d'électricité. Sans attendre ses conclusions, les Alaskans réagissent. Les thermostats des radiateurs électriques sont baissés. Les cheminées tournent à plein rendement. On n'éclaire plus que les pièces occupées. Dans les supermarchés, on s'arrache les lampes à basse consommation et les prises multiples dotées d'interrupteur. En quelques jours, la population réduit, d'elle-même, de 10 % sa consommation d'électricité.

Initiatives et campagne de publicité

Conseillé par un expert du ministère fédéral de l'Énergie (DOE), le comité de crise lance une campagne en faveur des économies d'électricité. Sous la marque "Juneau, la débranchée" (Juneau Unplugged), elle délivre dans les journaux et sur toutes les chaînes de radios et de télévision (et en plusieurs langues) des conseils simples pour diminuer la demande de courant : réduire la température des chauffe-eau électriques, débrancher les chargeurs d'appareils nomades après utilisation, éteindre la lumière des pièces inoccupées et du jardin. Bombardant l'économie d'électron au rang

de valeur morale et patriotique, le Juneau Economic Development Council (JEDC) encourage les commerçants à plonger dans le noir leur boutique sitôt le rideau de fer baissé. Le JEDC milite également pour que chacun modère sa consommation d'eau. Fondamental, dans une cité où l'adduction et l'assainissement sont les deux plus gros postes de consommation d'électricité. Important pôle touristique régional (500 000 visiteurs par an), Juneau demande aussi aux compagnies de ferries (la ville n'est accessible que par avion et par bateau) d'avertir leurs passagers de la situation énergétique locale.

Une consommation réduite de 40 %

Montée à la hâte, cette économie de la pénurie électrique porte pourtant rapidement ses fruits. Selon une étude réalisée par le Lawrence Berkeley National Laboratory (LBNL), l'un des laboratoires du DOE, dès le 7 mai, la ville ne consomme plus que 600 MWh par jour. Soit 40 % de moins que le jour de l'avalanche ! Impressionnant si l'on garde à l'esprit que les années précédentes, Juneau voyait croître sa demande d'électricité de 3 % par an, en moyenne. Avec six semaines d'avance, la ligne endommagée est finalement remise en service, le 1er juin. Bien évidemment, bon nombre de citoyens oublièrent rapidement leurs bonnes résolutions. Et la consommation repartit à la hausse, sans pour autant atteindre les pics d'antan. Durant le printemps 2009, Juneau consomma 10 % de moins que l'année précédente à pareille époque et à climat comparable. Les bonnes pratiques n'ont pas été jetées avec la fin de l'Energy Crunch. Le 13 janvier 2009, une coulée de neige emporte de nouveau un tronçon de la ligne reliant la capitale au barrage de Snettisham. En quelques heures à peine, la consommation diminua de nouveau de 10 %. Preuve que de salvateurs réflexes ont bien été acquis dans la tourmente électrique.

Valéry Laramée de Tannenber
Agence Terragram

Source :

Les Cahiers de Global Chance n°27, "Du gâchis à l'intelligence – Le bon usage de l'électricité", janvier 2010.

À commander gratuitement (frais de port restant à votre charge) sur notre boutique en ligne <http://boutique.sortirdunucleaire.org> ou en utilisant le coupon-réponse accompagnant cette revue.



La ville en blanc

Une clim' moins énergivore

Les villes, en moyenne plus sombres que l'environnement naturel, absorbent un surcroît de chaleur, qui génère un effet d' "îlot de chaleur urbain". En été, celui-ci génère différents problèmes, dont un accroissement de la consommation d'électricité pour assurer la climatisation des bâtiments. La ville de New York s'est lancée depuis quelques années dans un programme visant littéralement à blanchir les toits de la ville... Une nouvelle étude détaille les premiers résultats concrets obtenus in situ par cette initiative. À la clé, une baisse de température en surface de toiture qui atteint - 6°C !

Les villes : plus sombres... et plus chaudes !

Le paysage urbain formé d'asphalte, de métal et de bâtiments sombres absorbe plus de rayonnement solaire que des paysages couverts de forêts, de champs, de neige ou de glace, qui reflètent plus de lumière. L'absorption conduit à ce que les scientifiques appellent l'effet d'îlot de chaleur urbain, à travers lequel une ville voit sa température monter nettement plus haut que celle des environs.

L'effet d'îlot de chaleur urbain génère plusieurs problèmes : pics de consommation d'électricité, augmentation des émissions de gaz à effet de serre, mauvaise qualité de l'air et augmentation des risques de décès durant les vagues de chaleur. Ces dernières années, des urbanistes du monde entier ont étudié diverses méthodes pour réduire cet effet en transformant les toits noirs, soit en toits "vivants", végétalisés, soit en toits blancs, de loin la solution la meilleure marché.

Stuart Gaffin, de l'université Columbia, est l'auteur d'une nouvelle étude qui a comparé, sur plusieurs années, la manière dont différents types de couverture de toiture se comportent in situ à New York. Il explique que "les villes ont progressivement assombri le paysage depuis plusieurs centaines d'années. Cette action est la première à New York à inverser cette tendance. Les toits des villes sont traditionnellement noirs parce que l'asphalte et le goudron sont étanches, solides, malléables et sont faciles à appliquer sur des toits de formes

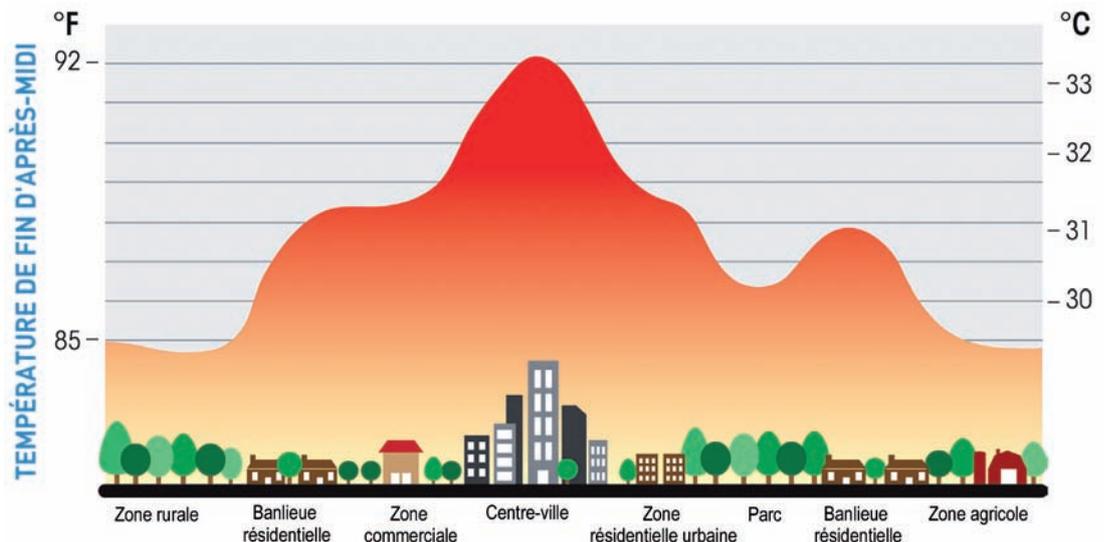


© Rachel Richards

complexes. Mais d'un point de vue climatique et considérant l'effet d'îlot de chaleur urbain, il est plus favorable d'avoir des toits blancs et brillants. C'est pourquoi nous disons : le blanc brillant, c'est le nouveau noir".

L'effet d'îlot de chaleur urbain de la ville de New York est plus prononcé la nuit, avec des températures plus élevées de 3°C à 4°C de ce qu'elles seraient sans cet effet, selon une recherche précédente de Stuart Gaffin.

Selon Cynthia Rosenzweig, chercheuse au Goddard Institute for Space Studies de la NASA à New York et co-auteur de l'article : "Le problème de l'effet d'îlot de chaleur urbain va probablement s'intensifier dans les décennies à venir. Actuellement, il y a, chaque été, 14 jours en moyenne pendant lesquels la température dépasse 32°C. D'ici une vingtaine d'années, ce pourrait être 30 jours ou plus".



Page de droite : Des bénévoles repeignent un toit en blanc lors du lancement de l'opération Cool Roofs à New York.

Pour Marc Imhoff, chercheur dans le domaine de la biosphère au Goddard Space Flight Center de la NASA, à Greenbelt, dans le Maryland, "la NASA étudie l'effet d'îlot de chaleur urbain pour mieux comprendre et modéliser de quelle manière les zones urbaines et l'extension de l'urbanisation peuvent influencer le climat régional et global. Nous tentons de nous donner les moyens qui nous permettent d'étendre nos connaissances avec des données provenant de lieux plus nombreux, afin de pouvoir développer des modèles informatiques qui vont nous permettre de prédire les îlots de chaleur urbains et les températures urbaines à l'échelle d'une ville. Ensuite, nous pourrions incorporer nos résultats dans des modèles climatiques globaux, à large échelle".

Réduire l'absorption de chaleur par les toitures

Les surfaces sombres absorbent la lumière (et la chaleur) du soleil. Certains toits noirs de New York ont atteint 77°C le 22 juillet 2011, jour record pour la consommation d'électricité pendant le pic de la vague de chaleur. L'installation à large échelle de toits blancs, tel que la ville le tente au moyen du programme "NYC CoolRoofs" (New York Toits Frais), pourrait réduire la température des villes, ce qui réduirait également la consommation d'énergie et par conséquent l'émission de gaz à effet de serre, selon Stuart Gaffin. Ce programme d'éclaircissement des toits peut être considéré comme un programme d'amélioration de l'albédo de la ville. L'albédo d'une surface mesure la fraction de rayonnement solaire qu'elle réfléchit vers le ciel.



© Walmart

Dans son étude, l'équipe de Stuart Gaffin a comparé aux toits noirs les performances de différentes variantes de toits blancs. Certaines comportent deux membranes synthétiques demandant une installation par un professionnel ; une autre variante est une version "do it yourself (DIY)" (à poser soi-même), un simple revêtement blanc de peinture acrylique promu par l'initiative "toits blancs" de la ville.

Une telle comparaison de température des toits blancs et noirs, effectuée sur le toit du Musée d'Art Moderne du Queens (à New York), montre une divergence persistante entre les températures de surface des deux revêtements sur la période de juin à août 2011. Dans ce cas, la surface blanche était le revêtement acrylique bon marché promu par le



DR

programme "NYC CoolRoofs" lancé par le maire Michael Bloomberg, dans le cadre de son action pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de la ville de 30 % d'ici 2030.

Cette étude a montré que même la couverture blanche la meilleure marché réduisait les pics de température des toits de 6°C en moyenne. Si les toits blancs étaient répandus sur une large échelle, comme la ville entend le faire, cette réduction pourrait diminuer l'effet d'îlot de chaleur urbain qui augmente la température nocturne dans la ville de 3°C à 4°C en été, affirme Stuart Gaffin.

En plus de mesurer la température de surface du toit, l'étude a aussi observé la durabilité de la réflectivité et de l'émissivité des surfaces blanches (la réflectivité exprime la quantité de lumière reflétée vers le ciel, alors que l'émissivité exprime la quantité de rayonnement infrarouge qu'une surface émet après l'absorption du rayonnement solaire). L'étude montre une réduction de température similaire pour toutes les surfaces lors de l'installation, mais les surfaces posées professionnellement maintiennent mieux leur réflectivité au cours des années.

Les revêtements blancs à membrane posés professionnellement (coût : 150 \$ à 280 \$ par m²) ont remarquablement conservé leur réflectivité et leur émissivité, même quatre ans après la pose. Après ce temps-là, ces surfaces respectaient toujours les normes Energy Star, du "Energy Star Reflective Roof program" de l'EPA (Environmental Protection Agency). L'efficacité du revêtement acrylique peint "à la main" (coût : 5 \$ par m²) a baissé de moitié au bout de deux ans, pour tomber ensuite en dessous des normes Energy Star.

Par contre, selon Stuart Gaffin, cette surface bon marché augmentait nettement l'albédo par rapport à un toit d'asphalte noir courant. "C'est une rénovation, c'est bon marché, il n'y a pas besoin de main d'œuvre qualifiée, et on n'a pas besoin d'attendre que le toit soit retiré". Gaffin poursuit : "Si vous cherchez vraiment à augmenter l'albédo urbain, c'est la méthode la plus rapide et la moins chère".

Patrick Lynch,

membre de la nouvelle équipe des sciences de la terre de la NASA

Colonne de gauche : L'immense toit d'un supermarché Walmart repeint en blanc... simple greenwashing ?

Traduit en français pour le Réseau "Sortir du nucléaire" par Michel Schmid, version adaptée.

À livres ouverts...

Comme à chaque numéro, nous partageons avec vous nos impressions sur quelques-uns des livres que nous avons reçus ces derniers mois.

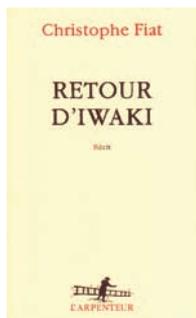
Retour d'Iwaki

Christophe Fiat, Ed. L'Arpenteur, 2011,
122 p., 13,50 €, à commander en librairie.

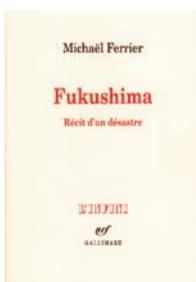
Fukushima, récit d'un désastre

Michaël Ferrier, Ed. Gallimard, 2012,
264 p., 18,50 €, à commander en librairie.

Ces deux livres sont des témoignages de Français, le premier qui s'est rendu pour son travail d'acteur à Iwaki, une ville en limite de la zone évacuée, dans le mois qui a suivi l'accident. Le second est enseignant de français à l'Institut franco-japonais de Tokyo et vit, avec sa compagne japonaise, sur place.



Christophe Fiat est un des premiers Occidentaux à ne pas annuler son voyage après l'accident de Fukushima. Dans Retour d'Iwaki, il raconte d'abord sa rencontre, en avril 2011, avec des jeunes filles qui ont repris l'école après avoir été brièvement évacuées et qui vivent dans la peur des radiations... Mais le récit dérive dans une fiction autour du mythe de Godzilla. Ce choix narratif rend le texte plus littéraire, mais, en cherchant à nous faire entrer dans la mythologie japonaise, ne nous éclaire guère sur ce qui est réel (l'accident nucléaire et ses suites) et ce qui relève de l'imaginaire.



Michaël Ferrier est à Tokyo quand arrive le tremblement de terre du 11 mars 2011. Après l'annonce de l'explosion des réacteurs nucléaires de Fukushima, il choisit de se réfugier un temps à Kyoto puis revient à Tokyo. Là, avec sa compagne, ils participent à la livraison de vivres dans les centres d'accueil des réfugiés, l'occasion d'un voyage jusqu'aux limites de la zone interdite. De retour à Tokyo, il explique ce qui a

changé quand on vit dans un monde où il faut se méfier de la pluie radioactive et des aliments contaminés. Écrit comme un vaste reportage pour les deux premiers tiers du livre, il conclut l'ouvrage par une analyse percutante de ce qu'est le monde nucléaire en faisant un parallèle entre la demi-vie des éléments radioactifs et la demi-vie que vont avoir maintenant les Japonais.

Riche en citations littéraires, poésie, musique, témoignages, l'ouvrage d'une grande finesse d'écriture, monte progressivement en puissance pour finalement dénoncer avec virulence le mensonge qui seul permet d'envisager l'énergie nucléaire comme un progrès. Remarquable.

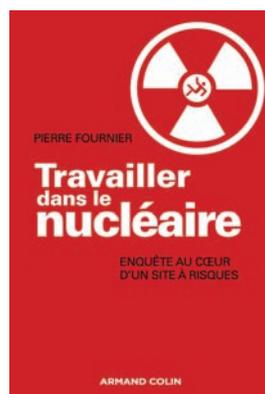
Michel Bernard

Travailler dans le nucléaire Enquête au coeur d'un site à risques

Pierre Fournier, Ed. Armand Colin, 2012,
232 p., 23,50 €, à commander en librairie.

Cet ouvrage de sociologie nous invite à partager le quotidien d'ouvriers sédentaires du nucléaire qui interviennent en continu à l'intérieur des centrales. Se lisant comme un témoignage humain palpitant, ce retour d'expériences in situ nous plonge dans un univers technologique et technique en compagnie des intervenants les plus exposés à la radioactivité : ceux qui assurent les travaux au jour le jour et sont sujets aux faibles doses de cette maintenance.

L'auteur s'attache à nous guider dans le cœur de ces hommes et femmes accoutumés



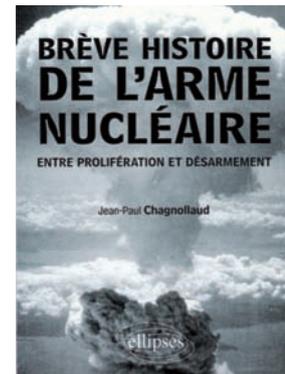
à gérer les risques, à suivre des règles strictes en sachant s'adapter selon les situations.

Des rapports entre individus aux ajustements in vivo et improvisations professionnelles, le monde du travail dans lequel nous pénétrons est audacieux, fort en personnalités, et dépeint avec talent un univers des plus particuliers, sous constante pression nerveuse !

Jocelyn Peyret

Brève histoire de l'arme nucléaire - Entre prolifération et désarmement

Jean-Paul Chagnollaud, Ed. Ellipses, 2011,
128 p., 14 €, à commander en librairie.



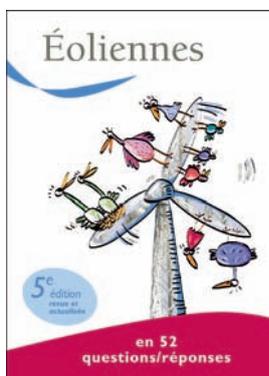
L'arme nucléaire est quasi absente des débats publics, "alors qu'elle concerne des problèmes touchant à l'existence même de nos sociétés". Le nucléaire civil est devenu - l'accident de Fukushima oblige - un enjeu important de la campagne électorale 2012. Mais pas le nucléaire militaire qui reste inaudible dans les médias. L'intérêt de cet ouvrage est de présenter les différentes étapes de cette course entre prolifération et désarmement, ainsi que les principaux arguments justifiant la nécessité d'un "monde sans armes nucléaires". Une invitation à "penser autrement la sécurité" car "les risques d'un conflit nucléaire sont sans doute encore plus grands aujourd'hui". L'auteur a réussi avec cet ouvrage une synthèse à la fois courte et pédagogique à mettre entre toutes les mains.

Patrice Bouveret

Éoliennes en 52 questions/réponses

dir. Yves-Bruno Civel, *Observ'ER*, 5^e édition, 2010, 64 p., 16 €, à commander en librairie.

L'énergie éolienne est utilisée depuis l'Antiquité par l'homme, que ce soit pour avancer ou pour faire tourner des machines. Cette source d'énergie est aujourd'hui en pleine expansion. Toutefois, depuis que les éoliennes servent à produire de l'électricité, elles suscitent des débats passionnés. Face à leurs détracteurs, qui colportent parfois de fausses rumeurs pour leur donner mauvaise réputation, la seule parade est de s'informer pour se faire sa propre idée sur le sujet.



Loin de ces polémiques, *Observ'ER* nous propose, dans la 5^{ème} édition de son petit guide, des réponses simples et claires pour mieux comprendre les intérêts et les enjeux de l'éolien : fonctionnement, réglementation, coûts économiques et écologiques. Cette première lecture sur le sujet vous donnera envie d'en savoir plus sur ces géantes héritières de nos vieux moulins à vent.

Delphine Boutonnet

Un homme jetable

Aude Walker, *Les Editions du moteur*, 2012, 96 p., 12,50 €, à commander en librairie.

Jules, jeune chômeur désœuvré, se retrouve à travailler en sous-traitant comme nomade du nucléaire pour l'entretien des réacteurs lors des arrêts périodiques pour maintenance. Jeune, inconscient des risques, se croyant invulnérable, il va au fil du temps et des déplacements ouvrir les yeux et se lier d'amitiés avec un syndicaliste sur la fin de vie.



Ce roman est percutant d'humanité et le rythme de l'histoire, de centrale en centrale, de camping en chambre d'hôtel, de rencontres en connaissances, permet de saisir le quotidien des intérimaires du nucléaire et le peu de marge de manœuvre que leur accordent leurs employeurs.

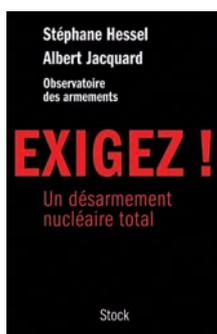
D'un tout autre style que le roman *La Centrale* paru il y a quelques mois, plus proche du polar et plus vivant, *Un homme jetable* nous présente sans équivoque la situation psychologique des travailleurs du nucléaire.

Jocelyn Peyret

Exigez ! Un désarmement nucléaire total

Stéphane Hessel, Albert Jacquard, *Observatoire des armements*, Éd. Stock, 2012, 68 pages, 5 €, à commander en librairie.

L'existence et la prolifération des armes nucléaires représentent un danger extrême, dont les politiques et les médias se gardent bien de parler. Et de fait, la plupart des Français en sont peu conscients. Qui sait combien d'armes ou de sous-marins nucléaires la France possède ?



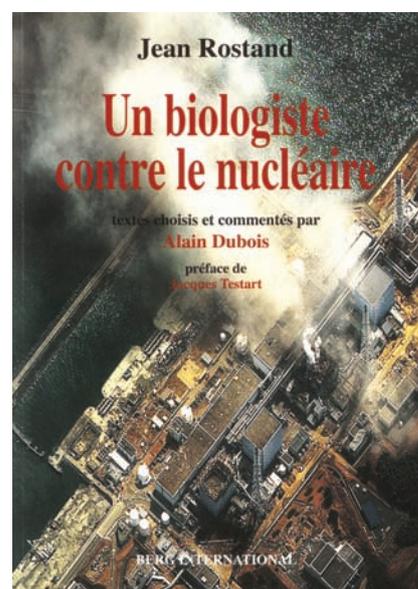
Ce petit livre vient fort à propos lever le voile sur les arsenaux atomiques et les risques extrêmes qu'ils font peser sur l'humanité et la biosphère. Stéphane Hessel et Albert Jacquard introduisent l'ouvrage avec souffle et conviction. "Que la décision d'utiliser [l'armement nucléaire] soit prise à Washington ou au Kremlin, à Jérusalem ou à Téhéran, à l'Élysée ou à Pékin, il ne restera que des ruines de l'humanité évoluée si nous nous en

servons dans un quelconque conflit." S'ensuit un panorama d'ensemble - précis, concis et complet, mais qui se lit très vite et avec une facilité déconcertante. Clairement, c'est le livre à offrir autour de vous pour sensibiliser vos proches à l'impératif du désarmement nucléaire

Xavier Rabilloud

Jean Rostand Un biologiste contre le nucléaire

Textes choisis et commentés par Alain Dubois, préface de Jacques Testart, *Berg international*, 2012, 208 p., 19 €, à commander en librairie.



Alain Dubois souhaite réactualiser le combat sans concession mené par Jean Rostand contre la bombe au nom de l'éthique, en tant que citoyen mais aussi comme biologiste. Distinguant l'irradiation nucléaire de toutes les autres sortes de pollutions et accidents industriels, Jean Rostand voyait dans l'accumulation de mutations qu'elle pouvait provoquer dans le patrimoine génétique de l'humanité un danger majeur. Co-fondateur, au début des années 1960, du Mouvement contre l'armement atomique (MCAA devenu ensuite le MDPL), c'était un tribun hors pair pour fustiger la course aux armements et appeler à "une objection collective de conscience" : "Je crois d'ailleurs que c'est en insistant sur les dangers de l'atome militaire qu'on peut le mieux sensibiliser l'opinion aux dangers de l'atome de paix."

Patrice Bouveret

La troisième révolution industrielle Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde

Jeremy Rifkin,
Ed. Les Liens qui Libèrent, 2012,
414 p., 24 €, à commander en librairie.



En lisant ce livre vous vous demanderez souvent si ses prédictions ne sont pas le produit d'un esprit candide. Il y a de la rêverie dans ses propos, dont l'enthousiasme déborde de ce que nous avons pour habitude de considérer comme réaliste.

On se trouve pourtant séduit par la pertinence et la simplicité des analyses de Rifkin, auteur fameux du best-seller *La fin du travail* et prospectiviste internationalement connu, avec une dimension humaniste inhabituelle pour les énergéticiens.

La transition énergétique, inéluctables selon l'auteur, sera sociétale : il décline ses cinq conditions et les conséquences d'une telle transition, parmi lesquelles le bouleversement des rapports sociaux qu'une telle (r)évolution induirait.

Quel entrain à décrire la vie après cette transition ! Enfin, quelle pertinente analyse historique pour étayer ses projections : par une vision "thermodynamique" de l'économie, dont les économistes demeurent incapables dans leur immense majorité.

Mot clé ? La "latéralité", qu'il oppose à la centralisation et à l'organisation pyramidale. Vrai en matière d'énergie, mais comme souvent, reflet d'un modèle de société.

Claudio Rumolino

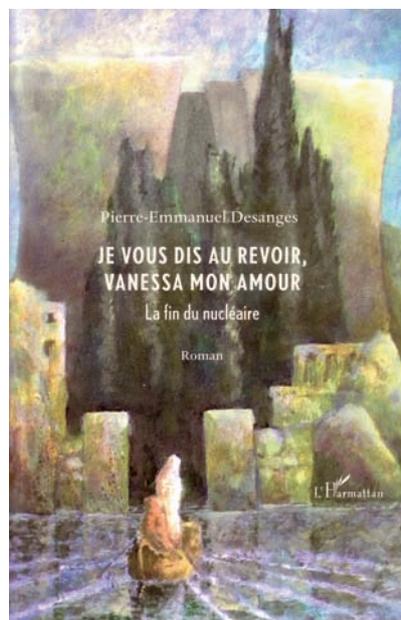
Je vous dis au revoir, Vanessa mon amour - La fin du nucléaire

Pierre-Emmanuel Desanges,
Ed. L'Harmattan, 2012,
338 p., 25 €, à commander en librairie.

Une société secrète, des conflits d'intérêts jusque dans les plus hautes strates politiques, des journalistes et des ingénieurs qui s'affrontent quant à l'avenir du nucléaire, avec ce roman nous plongeons dans les méandres du pouvoir politique et des manigances mafieuses.

De l'ingénue de service, qui tombe de haut quand elle comprend les mensonges associés au développement du nucléaire, jusqu'à un adolescent des plus dégourdis, l'auteur nous présente les enjeux de pouvoir et le dédain des puissants quant à la population.

Une enquête menée tambour battant à travers le monde du nucléaire français où la réalité des positions de chaque personnage est malheureusement trop proche de notre quotidien. Si ce n'est quelques scènes trop irréalistes, concernant certains meurtres, l'histoire et le rythme de ce roman se lisent comme un document interne, un témoignage romancé.



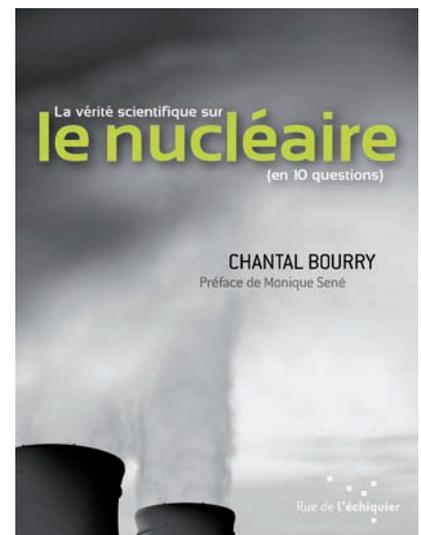
Est-ce un hasard si l'auteur, un ancien haut fonctionnaire, a choisi un pseudonyme ? Ou est-ce pour se protéger des vérités qu'il assène tout au long de ce polar ? Quoiqu'il en soit nous frôlons la réalité tout au long de ce roman.

Jocelyn Peyret

La vérité scientifique sur le nucléaire

Chantal Bourry,
Ed. Rue de l'échiquier, 2012,
204 p., 14,2 €, à commander en librairie.

Suite à la catastrophe de Fukushima l'auteur recherche un ouvrage qui soit une synthèse sur l'énergie nucléaire. Ce livre qu'elle n'a pas trouvé, elle décide de l'écrire, le voulant accessible à tous. Elle choisit d'aborder ce sujet complexe en dix questions successives qui permettent au lecteur de construire sa réflexion sur le nucléaire par étape.



Chantal Bourry commence par définir le concept de radioactivité puis explique la manière dont s'est développée la filière nucléaire afin de pouvoir aborder ses enjeux par la suite. Il s'agira entre autres d'estimer les implications sanitaires et les risques du nucléaire, de situer les acteurs institutionnels en charge de la filière française, d'apprécier la sûreté des installations, d'évaluer les dépenses liées au développement du secteur et à son démantèlement.

À la fin de sa lecture, n'importe quel non spécialiste peut tout à fait appréhender ce phénomène physique complexe et se confronter aux adversaires de l'arrêt des centrales. Il s'agit donc d'un livre pédagogique, extrêmement bien documenté et fourni en données scientifiques, proclamant que la voix de la raison se trouve dans une voie de sortie du nucléaire.

Un ouvrage à partager sans modération !

Mathias Schlosser

Marier la fiction et l'engagement

Entretien avec le romancier **Christophe Léon**

Après des études aux Beaux-Arts et un début de carrière de joueur professionnel de tennis, Christophe Léon a décidé de prendre la plume. Ses romans, désormais à destination de la jeunesse, se confrontent à des sujets engagés (<http://www.christophe-leon.fr>).

Q : Au vu de ton parcours on se demande comment tu en es venu à la littérature ?

C.L. : Ce fut un hasard ; quand en 1995 j'ai arrêté toute activité pour me consacrer à mes cinq enfants je me suis retrouvé à avoir du temps libre. J'ai commencé par peindre, j'avais étudié aux Beaux Arts à Marseille. Mais en 2000 je me suis retrouvé bloqué au lit, problème de dos, et du coup j'ai pris un stylo et je me suis lancé.

Q : As-tu tout de suite écrit des ouvrages pour la jeunesse ?

C.L. : Non, j'ai commencé par des livres pour adultes. Mon premier livre qui pourrait s'adresser aux jeunes fut *Tu t'appelles Amandine Keddha* publié en 2002. Mais mon premier vrai titre pour la jeunesse fut publié en 2006, il s'agissait de *Longtemps*. Ce fut en réponse à une demande de ma fille, depuis j'ai majoritairement écrit pour ce public.

Q : Tes livres ont-ils toujours été liés à des sujets engagés ?

C.L. : Pas vraiment au départ. Mais après notre déménagement de Paris pour la Dordogne en 1995 je me suis peu à peu intéressé à ces sujets. J'ai donc été sensibilisé avant de devenir écrivain. Par exemple, il y a déjà plusieurs années, je manifestais à Toulouse contre le projet de réacteur EPR. Le premier récit qui dénoncerait une situation serait celui sur la télévision, *Écran plat*, que nous ne possédons pas à la maison. Puis c'est venu petit à petit, surtout depuis que j'écris pour la jeunesse.

Q : Comment choisis-tu les thématiques que tu traites ?

C.L. : Je n'ai aucune pression ou commande. Je travaille comme je veux, comme j'ai envie. Jusqu'à présent j'ai toujours réussi à publier, je n'ai essuyé aucun refus. Il est souvent plus facile d'éditer des fictions "engagées" dans les collections jeunesse que dans celles pour adultes.

Maintenant je choisis des sujets qui traitent de thématiques environnementales et industrielles ou environnementales et sociales. Un de mes derniers livres est un recueil de nouvelles autour de la désobéissance civile : les déboulonneurs, la guérilla jardinière, la lutte antinucléaire, etc.

Q : Comment tes ouvrages sont-ils perçus ?

C.L. : J'effectue de nombreuses rencontres scolaires. Le livre qui marche le mieux est *Silence on irradie* qui a été sélectionné au Prix des Lycéens en Autriche. En Allemagne, j'ai été invité à Stuttgart pour présenter le livre à des élèves qui passent l'équivalent de notre bac, section français. Le livre est au programme de l'éducation nationale en Allemagne.

En France, ce n'est pas la même chose. Il faut être très prudent sur ce que l'on va dire. Mais il arrive aussi que je sois invité pour donner un autre son de cloche que celui des interventions d'EDF dans les écoles.

J'ai été dans le Bugey deux semaines après Fukushima. Le message des pronucléaires locaux était que tout cela ne peut pas arriver chez nous. Et dans le public il y a une grande ignorance, même chez les adultes, sur le nucléaire et ses dangers. Beaucoup en sont encore au nucléaire ou la bougie ! Ils sont plus dérangés par le bruit des éoliennes dans leur environnement que par les lointaines centrales nucléaires.

Q : Quels sont tes projets ?

C.L. : Avec Philippe Godard, qui a travaillé avec les éditions Syros, Autrement et La Martinière, nous voulons lancer une collection pour la jeunesse et attendons la réponse d'un éditeur. Nous voulons garder les coudées franches pour pouvoir traiter à notre manière du nucléaire, des OGM, de l'agroalimentaire, de Monsanto, etc. Nous voudrions publier à un rythme de quatre livres par an. C'est en transaction.

Sinon, mes deux prochains ouvrages traiteront respectivement de l'esclavage moderne et du suicide en entreprise. Le premier sujet m'a été inspiré après avoir appris l'arrestation d'un ambassadeur étranger qui séquestrait à Paris une jeune fille de son pays pour le servir. Le second sujet quant à lui est connu de tous, mais si on regarde d'un peu plus près on se rend compte que c'est toujours quand une entreprise publique se retrouve privatisée qu'il y a des vagues de suicides !



DR



Propos recueillis par Jocelyn Peyret

changeons d'ère sortons du nucléaire !

journée nationale d'action samedi 13 octobre 2012

Réservez la date dès aujourd'hui !

Avec ses 58 réacteurs en activité, l'industrie nucléaire hexagonale fait peser sur les Français et sur l'Europe entière le risque d'un nouveau Tchernobyl ou d'un nouveau Fukushima. Le nucléaire est une impasse écologique et un boulet économique ; c'est aussi un obstacle aux vraies solutions contre la menace climatique.

Sortir du nucléaire, on sait faire, et de nombreux pays européens s'en passent déjà ou arrêtent progressivement leurs réacteurs. Mais le président Hollande et son nouveau gouvernement restent à la botte du lobby nucléaire et entendent bien en protéger les intérêts. Ne les laissons pas faire !

Refusons la construction du réacteur EPR de Flamanville et de sa ligne THT.

Exigeons l'arrêt immédiat des nombreux réacteurs qui ont dépassé 30 ans de fonctionnement, durée pour laquelle ils ont été conçus.

Bientôt plus d'info sur :

www.sortirdunucleaire.org/13octobre2012



**Ensemble, agissons
pour un monde
sans nucléaire !**